

DANIEL FEDOU

**EXCLUSION ZERO.**

Préface de Philippe SEGUIN  
*Président de l'Assemblée Nationale*

**DEDICACE.**

Aux salariés que j'ai été obligé de licencier.

A ceux qui l'ont été par mes confrères.

Et à tous ceux qui cherchent un emploi.

Daniel Fédou  
juin 1994.

## **SOMMAIRE.**

Préface de Philippe SEGUIN, *Président de l'Assemblée Nationale* :  
**LE PARI DE LA PLEINE ACTIVITE**

Avant-propos:  
**REAGISSONS!**

Introduction:  
**CHEFS D'ENTREPRISES ET POLITIQUE.**

- une image bien améliorée.
- le libéralisme des chefs d'entreprises.
- le devoir d'agir.

### **PREMIERE PARTIE: COMPRENDRE LES CAUSES DU CHOMAGE.**

Chapitre 1 :  
**QUELQUES CONVICTIONS DE CHEF D'ENTREPRISE.**

Une évolution mal comprise.  
-une complexité croissante.  
-des relais d'opinion déficients.  
-une compréhension nécessaire.

Une situation inacceptable.  
-concilier efficacité économique et droit au travail.  
-un chômage intolérable.  
-l'inacceptable régression sociale.

Croissance et emplois.  
-les emplois dans la production.  
-la classification des services.  
-la croissance dans les services.

Chapitre 2 :  
**QUELQUES IDEES FAUSSES SUR LE CHÔMAGE.**

Le progrès technologique est-il cause de chômage?  
-la modernisation: une histoire ancienne.  
-la modernisation indispensable de l'industrie.  
-la modernisation discutable des services.

La formation initiale est-elle un véritable remède?  
-difficultés de recrutement et chômage des jeunes.  
-une fausse piste aux conséquences néfastes.  
-changer de cap.

- Le partage du travail.
- des besoins saturés?
  - une illusion à dissiper.
  - gagner moins mais combien?
  - que peut-on conclure?

Chapitre 3 :

### **TROIS CAUSES FONDAMENTALES DU CHÔMAGE.**

- Le rétrécissement du monde économique.
- le développement des échanges mondiaux et l'uniformisation de la consommation.
  - l'internationalisation des produits et des entreprises.
  - un village sans foi ni loi.

- La contrainte des balances des paiements.
- l'équilibre de la balance commerciale.
  - les contraintes des taux de changes fixes.
  - l'impossible relance.

- Les limites des services.
- un rêve fou.
  - la solvabilité des services aux particuliers.
  - l'entrave économique.

## **DEUXIEME PARTIE: VAINCRE LE CHÔMAGE.**

Chapitre 4 :

### **QUELQUES REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES.**

- Du bon usage des monnaies.
- le rôle de la monnaie nationale.
  - les taux de change.
  - vers une monnaie unique?

- Les dangers du protectionnisme.
- les fermetures d'entreprises et les délocalisations.
  - la tentation protectionniste et l'enrichissement de l'occident.
  - le développement du tiers monde et la paix mondiale.

- Utiliser l'argent public pour l'emploi.
- de bons et de mauvais emplois.
  - du déficit budgétaire.
  - arrêter au moins les gaspillages.

Chapitre 5 :

### **TROIS DOMAINES D' ACTIONS PRIORITAIRES.**

- Préserver l'indépendance des peuples.
- les monnaies sous contrôle.
  - l'ajustement par la fixation des parités monétaires.
  - préserver des démocraties fragiles.

- Exporter plus, importer moins.
- la bataille de la production.
  - se mobiliser pour exporter.
  - d'autres voies que la désinflation compétitive.

Alléger le coût du travail.

- les charges fiscales et sociales des entreprises.
- les charges financières du secteur exposé.
- de l'inflation et des taux d'intérêt.

Chapitre 6 :

### **CONSTRUIRE AUTREMENT L'EUROPE.**

L'Europe pour quoi faire?

- un acte de foi?
- des objectifs obsolètes.
- que veulent les Français?

L'Europe Monétaire.

- une simplification des procédures? un Ecu fort?
- une économie plus puissante? une baisse des taux d'intérêts?
- une meilleure protection sociale? moins de chômage?

Construire autrement l'Europe.

- poursuivre l'harmonisation entre pays européens.
- l'Europe du plein-emploi.
- la paix et la prospérité.

Conclusion:

### **LES PARTIS POLITIQUES.**

- compétences et pouvoirs.
- pour des structures de responsabilité.
- la démocratie indispensable dans les partis politiques.

Avant-propos

## **REAGISSONS!**

*Le chômage n'est pas une fatalité. Ce n'est pas la maladie incurable des sociétés modernes. Ce n'est pas la rançon inévitable du progrès technologique. Telle est notre conviction de chefs d'entreprises.*

*Ne cédon pas à la résignation au prétexte que les mesures mises en oeuvre depuis plus de 15 ans montrent leur inefficacité. Quelle belle excuse, pour ceux qui ont préconisé ces mesures, de dire aujourd'hui qu'il n'y a pas de remède miracle au problème du chômage!*

*Si fatalité il y a, pourquoi épargne-t-elle le Japon? Au point que les chefs d'entreprises japonais demandent avec insistance à leur gouvernement de laisser entrer de la main-d'œuvre étrangère non qualifiée, sans laquelle ils n'arrivent plus à faire face à la demande? Pense-t-on que le Japon n'est pas un pays industrialisé? Croit-on que ses usines sont moins robotisées que les nôtres?*

*Non, le chômage n'est pas la maladie incurable des pays industrialisés. Ne laissons pas se répandre cette idée défaitiste.*

*Car le chômage est inacceptable. Inacceptable psychologiquement pour ceux qui en sont touchés et deviennent des exclus. Inacceptable socialement pour les autres: qui ne voit que la délinquance, la drogue, se nourrissent de l'inactivité? Inacceptable économiquement pour tous. Car la nation n'a plus les moyens de compenser le gaspillage considérable que représentent près de 3 millions de demandeurs d'emploi.*

*On ne doit pas accepter qu'un homme politique nous dise qu'aujourd'hui la France se porte bien. La stabilité des prix, la force d'une monnaie, sont certes de bonnes choses. Mais l'essentiel n'est pas là. Notre politique économique doit avoir comme objectif prioritaire la résorption du chômage.*

*Objectif utopique? Peut-être pas, puisque les principaux pays asiatiques y sont parvenus. Objectif ambitieux? A coup sûr, tant les mesures à prendre bousculent d'idées reçues. Mais sans objectif ambitieux, il n'y aura pas de résultat satisfaisant. Rien d'autre que l'inexorable dégradation économique et sociale que nous connaissons. En attendant une relance qui devrait venir d'ailleurs.*

*Que les hommes politiques et les hauts fonctionnaires qui dirigent la France soient impuissants, c'est un fait. Peut-on s'en étonner? Ils ne connaissent guère que l'administration. Mais ce sont les entreprises qui détiennent la clef de l'emploi.*

*Nous, chefs d'entreprises, savons ce qui entrave l'activité économique et stérilise l'emploi. Nous savons aussi ce qui la stimule et nous permet d'embaucher. Il nous faut réagir. C'est notre devoir.*

*Proposons ensemble des mesures concrètes et réalistes qui relancent l'activité économique et qui nous permettent de créer des emplois durables. Déployons l'énergie nécessaire pour convaincre l'opinion publique du bien-fondé de ces propositions. Et montrons aux partis politiques notre détermination.*

*Telle est la voie que je vous propose de suivre. Entreprise Emplois a été créée pour cela. Rejoignez-nous. L'avenir est entre vos mains.*

Daniel FÉDOU

Tel est le texte qui a été adressé le 11 janvier 1992 à un certain nombre de chefs d'entreprises girondins. Ils ont répondu favorablement à l'initiative pour la plupart d'entre eux. C'est grâce à eux que ce livre a pu voir le jour.

## Introduction

### CHEFS D'ENTREPRISES ET POLITIQUE.

#### **Une image bien améliorée.**

L'image des chefs d'entreprises s'est nettement améliorée au cours des dix dernières années. Nous bénéficions aujourd'hui d'une image favorable auprès de l'opinion publique. Au lieu d'être considérés comme des profiteurs qui exploitent le travail de leurs employés, **nous apparaissions désormais comme des acteurs utiles de la vie économique. Tant mieux pour nous.**

Cette opinion plus favorable est-elle due à nos seuls mérites individuels? Certainement pas. Il y a parmi les chefs d'entreprises, comme parmi toutes les autres catégories humaines, le meilleur comme le pire.

Elle est d'abord due au passage des socialistes au pouvoir, où ils ont réalisé que les chefs d'entreprises n'étaient pas nécessairement des obstacles à leurs projets, mais au contraire des responsables économiques dont ils devaient souhaiter la réussite pour assurer leur propre succès.

Ils ont pris conscience qu'en matière économique, bien des choses passent par les entreprises. Le chef d'entreprise a été publiquement reconnu utile. C'est une sorte de consécration de la part de ceux qui les ont critiqués pendant des années.

Cette opinion plus favorable est due aussi aux circonstances, qui ont entraîné un manque de confiance croissant dans les représentants des partis politiques. Avec la disparition d'idéologie crédible après le retournement politique des socialistes en 1982 et leur conversion tardive mais d'autant plus ardente aux vertus du libéralisme économique. Cela aurait pu profiter à l'idéologie communiste: l'effondrement de l'empire soviétique, largement exploité, a empêché cette évolution. Avec aussi la multiplication des "affaires", impliquant des hommes politiques sur le financement des campagnes électorales, l'exploitation du sang contaminé... Avec surtout la consécration de l'argent comme valeur de référence. Il fallait un contre-poids au libéralisme de l'argent. C'était la défense de valeurs morales collectives, incarnée par les socialistes. Ce contre-poids a disparu. Il reste un grand vide.

Mais paradoxalement, c'est surtout la dégradation de la situation économique qui explique l'amélioration de l'image des chefs d'entreprises. Valéry Giscard d'Estaing a été battu en 1981 à cause de la montée du chômage. Les socialistes ont été eux-aussi incapables non seulement de résorber mais ne serait-ce qu'empêcher la croissance du nombre de chômeurs. Il fallait à l'opinion publique de nouveaux espoirs. Les chefs d'entreprises étaient le recours naturel. Parce qu'ils font partie des responsables dans la société. Parce qu'ils sont restés à l'écart des débats idéologiques qui s'étaient révélés inadaptés. Et parce que les problèmes économiques ont pris aux yeux de tous une importance prépondérante.

Sans doute l'opinion publique a-t-elle confusément senti qu'il devenait nécessaire d'avoir des dirigeants formés à faire autre chose que prélever sans douleur des impôts et dépenser généreusement l'argent public.

#### **Le libéralisme des chefs d'entreprises.**

Autant prévenir tout de suite le lecteur: je ne me reconnais dans aucune doctrine en "isme". Communisme ou capitalisme, socialisme ou libéralisme, anarchisme ou dirigisme, autant de théories dont je me méfie a priori. Car il y a loin de la théorie à la réalité. Le seul mot en "isme" qui m'inspire confiance est le pragmatisme.

On croit que les chefs d'entreprises sont presque toujours des libéraux. Ce n'est pas faux. A condition



toutefois de bien s'entendre sur la définition du mot libéralisme. Pour la plupart des chefs d'entreprises que je connais, le libéralisme est avant tout une méfiance à l'égard des décisions administratives ou politiques. Et le désir profond que la puissance publique les laisse travailler comme ils l'entendent.

Il faut bien reconnaître que, vue de l'entreprise, l'intervention des pouvoirs publics se traduit régulièrement par de nouveaux documents à remplir, par de nouvelles contraintes qu'il faut apprendre à connaître, donc par une perte de temps. Car l'action de l'entreprise doit être au maximum orientée vers son unique fonction qui est de servir ses clients dans les meilleures conditions possibles de coûts, de délais, de qualité...

Si ces entraves à l'efficacité de leur action étaient également supportées par la concurrence, les chefs d'entreprises seraient peut-être plus tolérants. Mais les concurrents aujourd'hui sont de plus en plus souvent des entreprises étrangères, et voir les hommes politique de son pays s'ingénier à diminuer les capacités concurrentielles de leurs propres entreprises est parfois exaspérant. C'est pourquoi je suis indulgent à l'égard des réactions très libérales de certains de mes confrères. Car ils savent bien, malgré tout, que des interventions de la puissance publique sont nécessaires, que certaines d'entre elles sont indispensables.

En schématisant, il y a deux manières pour résoudre un problème: la voie autoritaire ou centralisatrice d'une part, la voie de la concertation et de la décentralisation d'autre part. Celle qui fait d'abord confiance à la loi, au règlement, pour imposer un objectif précis. Et celle qui s'appuie sur les comportements naturels des hommes pour se rapprocher des résultats recherchés. Ceux qui veulent soumettre le marché à leurs objectifs sans en connaître les mécanismes. Et ceux qui les connaissant, s'appuient sur eux pour parvenir tant bien que mal à leurs fins.

Les chefs d'entreprises ont compris pour la plupart d'entre eux que la deuxième voie est de loin la plus efficace. Faire d'abord confiance aux initiatives individuelles: c'est devenu le pain quotidien de l'entreprise performante. Avec ses corollaires: unités réduites disposant d'autonomies de gestion, cadres responsabilisés et intéressés aux résultats, participation des personnes concernées aux décisions... Avant d'engager une action, je me demande systématiquement qui pourra la mener à bien. Par qui j'entends quelle personne, et non quelle organisation ou quelle société. Car l'idée la meilleure, le projet le plus séduisant, resteront stériles s'il n'y a personne pour les adopter et les exploiter au mieux. Les chefs d'entreprises sont probablement plus convaincus que d'autres que le succès de l'action passe par des individus et leurs motivations, et non par des organisations et leurs contraintes.

Dans le domaine économique, je suis intimement convaincu qu'il faut systématiquement essayer de faire réaliser par des initiatives privées tout ce qui peut être effectué ainsi. Et ne laisser à la puissance publique que le reste, c'est-à-dire ce que l'on ne parvient pas à faire réaliser correctement par l'initiative privée. Je crois profondément qu'il faut s'appuyer aussi souvent que possible sur les mécanismes du marché. Car c'est le seul moyen vraiment efficace de décentraliser l'action, en fixant des objectifs à des hommes et en s'appuyant sur les résultats obtenus tant pour en contrôler l'exécution que pour asseoir la rémunération et la motivation de ceux à qui on en a confié la réalisation.

**Ce qui ne signifie absolument pas qu'il faut s'en remettre aux mécanismes du marché, bien au contraire. Tout ou presque peut être traité en s'appuyant sur eux, au moins en partie. Mais rien ou presque ne peut être totalement abandonné à l'initiative privée.** Quand on connaît le libéralisme autrement qu'en théorie, quand on en a exploré concrètement les limites, on sait bien que l'on ne peut pas s'appuyer sur lui pour tout faire. Que la puissance publique est indispensable, bien au-delà de ses missions les plus essentielles comme la défense, la formation, la justice.... Ne serait-ce que pour fixer les règles générales du jeu. Et dans les innombrables cas où l'initiative privée est inopérante si l'on ne crée pas les conditions nécessaires, qu'elles soient juridiques, fiscales ou autres.

Le libéralisme n'est donc pour moi ni une doctrine, ni une philosophie. Je suis plutôt méfiant à l'égard des théories libérales. Ce n'est à mes yeux qu'une méthode de travail, un outil efficace. Nulle passion donc dans ce libéralisme. Comment se passionner pour ce qui n'est qu'un instrument? L'outil ne peut pas tout faire. Il ne doit surtout pas être une fin en soi. Il doit au contraire être mis au service des hommes qui composent notre société. Pour aider à atteindre aussi efficacement que possible les objectifs qu'ils se sont fixés. Ce ne sont pas des théories en "isme" mais des aspirations concrètes qui s'écrivent plutôt avec des mots en "té": solidarité, liberté, équité, prospérité.

## **Le devoir d'agir.**

L'opinion publique attend certainement que les chefs d'entreprises fassent quelque chose. Nous le voyons bien. Et face à cette attente, dans la situation très difficile que connaît notre pays, agir est un devoir. Mais que pouvons-nous apporter? Des idées, des propositions? Peut-être. Des décisions, de l'action? Plus probablement. Car l'opinion publique sent bien qu'il faut agir différemment, et vite.

Nos hommes politiques ont une grande culture sociale, politique, historique...C'est un atout pour voir un problème sous tous ses aspects. C'est en même temps un handicap pour l'action. En tout cas pour l'action simple. Mais n'est-ce pas la seule qui marche? Nous avons tant de lois complexes. Et inefficaces...

Quand les choses deviennent trop compliquées, que les avis des experts sont divergents, que les conflits d'intérêt bloquent tout, il est urgent de simplifier. De revenir à des choses simples. Certains riront en disant simplistes. Mais c'est une des caractéristiques des chefs d'entreprises de savoir être simplistes pour être bien compris et pouvoir mener une action efficace en entraînant les hommes.

Encore faut-il pour agir en avoir la possibilité. Le chef d'entreprise peut agir car il détient le pouvoir dans son entreprise. Il ne l'a pas dans les affaires publiques. Que peut-il faire? De la politique? C'est apparemment une attente croissante de nos compatriotes.

Mais cette attente risque fort d'être déçue. Il est pratiquement impossible de diriger une entreprise et de s'engager dans le combat électoral. Et si le label de chef d'entreprise est plutôt ressenti positivement, il n'empêche que l'on élit un homme. Il y a parmi les chefs d'entreprise autant de gens convenables qu'ailleurs, mais certainement pas davantage. Il faudrait de nombreux chefs d'entreprises qui s'engagent en politique pour que les électeurs finissent par en trouver qui leur conviennent.

Il nous reste donc à essayer de nous faire entendre de ceux qui ont le pouvoir. Ce n'est pas nécessairement une chose aisée. Ne serait-ce qu'à cause du langage différent que nous parlons. Nous voulons leur faire comprendre ce qui nous paraît efficace. Ils ne peuvent entendre que ce qui est acceptable. **Pour convaincre les hommes politiques, il faut d'abord convaincre l'opinion publique.** C'était la démarche de l'association Entreprise Emplois que quelques chefs d'entreprises girondins ont lancé avec moi fin 1991. C'est la démarche de ce livre.

Après tout, n'est-il pas normal que ceux qui ne sont pas soumis à la sanction des électeurs leur expliquent en premier ce qu'ils n'ont pas forcément envie d'entendre?

Chapitre 1

**QUELQUES CONVICTIIONS  
DE CHEF D'ENTREPRISE.**

*Une évolution mal comprise.  
Une situation inacceptable.  
Croissance et emploi.*

## UNE EVOLUTION MAL COMPRISE.

« On ne voit que ce qu'on regarde. Et on ne regarde que ce que l'on a dans l'esprit. »

Alphonse BERTILLON.

### Une complexité croissante.

Il n'y a pas si longtemps encore, la plupart des hommes comprenaient leur environnement économique. L'agriculteur connaissait les prix de son marché. Il en suivait les évolutions. Il connaissait les causes des mauvaises récoltes. Il gérait ses frais et ses investissements. En un mot, il maîtrisait aisément son métier. La compréhension de l'environnement économique est devenue en quelques décades beaucoup plus difficile.

D'abord parce que l'acteur économique n'est presque plus jamais un homme seul, mais une entreprise, dans laquelle chacun se voit attribuer un rôle bien précis, et ne reçoit qu'une partie de la masse des informations qui arrivent.

Ensuite parce que l'entreprise a profondément évolué. Elle était localisée sur un site, souvent unique, qui était celui de l'usine. Elle était largement autonome, c'est-à-dire qu'elle maîtrisait toute sa chaîne de production, y compris les activités annexes de services qui lui étaient liées. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : l'entreprise elle-même s'est spécialisée dans son propre métier. Elle ne fabrique souvent que des produits intermédiaires et fait appel à de nombreux sous-traitants éparpillés géographiquement.

Enfin parce que la production agricole et industrielle, qui constitue toujours la base de la création des richesses, ne concerne plus qu'une minorité de personnes.

On est passé insensiblement d'une société où la cellule économique de base était la famille, autonome ou presque, à un monde d'entreprises spécialisées reliées les unes aux autres. **La spécialisation continue et universelle des hommes dans leur travail aboutit aujourd'hui à une interdépendance gigantesque et invisible entre groupes professionnels, entre entreprises, entre pays, qui rend les phénomènes économiques beaucoup plus complexes à comprendre.**

D'autant plus que cette interdépendance est internationale. Des phénomènes essentiels pour nous se déroulent à des milliers de kilomètres de distance, dans des pays qui ne parlent pas notre langue, dont nos journalistes et nos hommes politiques sont absents. Cela ne facilite pas la compréhension.

Curieusement cette interdépendance collective s'est accompagnée d'un développement des égoïsmes individuels, en tout cas en occident.

Est-ce par réaction ? Pour protéger une liberté d'action et de pensée en dehors de la vie professionnelle ?

On pourrait le supposer si cet individualisme ne s'accompagnait pas d'un très grand conformisme.

Est-ce la conséquence de l'échec économique des pays socialistes ? La diffusion de l'idée pourtant fautive que les réussites individuelles font la réussite collective ? L'explication me France un peu simple.

Car en mai 1968 déjà, les aspirations individualistes étaient très présentes chez les adolescents qui manifestaient dans les rues. « Faites l'amour, pas la guerre » : la guerre est action collective, l'amour se fait à deux. « Il est interdit d'interdire » signifie : laissez-moi faire ce qu'il me plaît. La seule action collective d'envergure qu'ait menée cette génération, ma génération, n'était pas une révolution mais un mouvement libertaire et égoïste.

Est-ce une réussite ? L'évolution des dernières années montre bien que non. La somme des égoïsmes ne fait pas une nation heureuse. Les exclusions deviennent inacceptables. Le chômage en tout premier lieu.

### Des relais d'opinion déficients.

Dans le domaine économique, qui a évolué rapidement, où les experts ne sont toujours pas d'accord sur les analyses, on ne peut guère demander au système éducatif d'aider à la compréhension des phénomènes. Mais **on pourrait attendre des hommes politiques et des journalistes qu'ils essayent de nous éclairer. Il n'en est rien.**

Cela n'est guère étonnant de la part de nos leaders politiques. Pour la plupart d'entre eux en place depuis de nombreuses années, ils ont été sélectionnés à une autre époque. Ils ont été formés non pour résoudre des problèmes économiques qui n'existaient pas, mais pour administrer le pays. Ils ont surtout appris que pour faire une bonne carrière politique, l'efficacité commandait de ne prendre jamais position.

Il faut bien constater que les journalistes politiques ne nous aident pas beaucoup à les faire évoluer. Ils consacrent l'essentiel de leur énergie à débusquer les France et les arrières-pensées de la politique politicienne. Il serait un peu facile de mettre cela sur le compte des contraintes de rentabilité qui pèsent sur les moyens de communication, au travers des sondages d'écoute ou de lecture. Chacun sait en effet que les questions de pure politique n'intéressent pas l'immense majorité des Français. Les journalistes reprochent régulièrement aux hommes politiques de ne parler que de cela. Ce qui n'empêche nullement ces mêmes journalistes de continuer à y consacrer la quasi-totalité de leurs questions et de leurs commentaires.

Malgré une volonté didactique évidente, les journalistes économiques ne parviennent pas davantage à éclairer l'opinion publique. Ils diffusent chacun de leur côté, et au même moment, des positions contradictoires. Suivant en cela les opinions des spécialistes. Telle baisse du dollar est saluée comme une bonne nouvelle par les uns, comme une mauvaise par d'autres. Selon les commentateurs, la signature du traité de Maastricht ou des accords du GATT va créer des centaines de milliers d'emploi ou en supprimer autant...

Plus subtils mais plus pernicieux encore sont les coups de projecteur donnés par les pouvoirs publics et repris par les media sur des chiffres sans véritable signification. Pour mieux laisser dans l'ombre ce qui est réellement important. Dire par exemple que « le taux de croissance du chômage diminue » laissait croire que le chômage reculait, alors qu'il continuait d'augmenter. Dire « le solde de la balance commerciale de la France s'est fortement amélioré » avec force détails chiffrés laissait croire que nos exportations allaient mieux, que nos entreprises gagnaient en compétitivité, alors que c'est exactement l'inverse qui se produisait : nos exportations diminuaient, mais le phénomène était masqué par une diminution encore plus importante de nos importations. Parce que les chômeurs consomment moins que les actifs et que les entreprises affaiblies investissent moins. Dire « le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de 2,2% cette année » laissait croire que la situation des Français s'était améliorée, alors que le revenu global de ceux ayant un emploi et ceux en cherchant un avait diminué, expliquant du même coup la faiblesse de la consommation.

Dans ces conditions, nos concitoyens qui essayent encore de comprendre ont bien du mérite. Beaucoup ont renoncé. On les excuse.

### **Une compréhension indispensable.**

Il est pourtant fondamental que les Français comprennent l'essentiel.

On ne peut pas renoncer à comprendre des mécanismes qui font peser des contraintes très lourdes sur ce qui est réalisable et ce qui ne l'est pas en politique. Que l'on me comprenne bien. L'économie est et doit rester secondaire par rapport au politique. Les revenus, le travail, la richesse ne sont qu'une des composantes de la vie des hommes. Composante mineure comparée à la santé, à la formation et à la culture, aux relations humaines, à la famille...Il reste qu'une proposition politique aux conséquences économiques trop dommageables ne sera pas acceptée. Qu'un projet non finançable est et restera irréaliste. Ses promoteurs seront discrédités pour utopisme. Il ne peut plus y avoir de programme politique crédible sans une bonne maîtrise de ses aspects économiques. Le rêve est devenu interdit. Et le beau projet raisonnablement ambitieux devra d'abord écarter les critiques économiques émises par les sceptiques de tout bord.

J'entends parfois dire que l'économie est une affaire de spécialistes et qu'il faut leur laisser le soin de s'en

occuper. Il est vrai que personne ne peut prétendre aujourd'hui tout comprendre. Un homme compétent en tout ne peut plus exister. Le domaine de la connaissance est devenu trop vaste et trop complexe. Il ne peut plus y avoir de Pascal. Mais on ne peut pas déceimment abandonner à des spécialistes le soin de comprendre à notre place les raisons de la montée angoissante du chômage, de loin la première préoccupation des Français. D'autant moins que les spécialistes ne sont d'accord ni sur les analyses, ni sur les remèdes. Puisqu'il faut nécessairement exclure l'incompétence quand on parle d'experts, on doit en déduire que leurs avis contiennent une forte dose d'influences politiques.

Dans ces conditions, la frontière entre la désinformation et la manipulation est vite franchie. La tentation est grande quand un auditoire n'a pas les éléments nécessaires pour juger. Beaucoup succombent à cette tentation. L'utilisation de l'France comme exemple économique à suivre est à cet égard caractéristique. Le pays n'est pas choisi au hasard : notre échec face aux Allemands au cours des deux dernières guerres mondiales leur confère une autorité spontanée dans notre subconscient collectif. A partir de là, les argumentations les plus incohérentes deviennent crédibles. Par exemple : l'France réussit, elle a une monnaie forte, ayons une monnaie forte, nous réussirons. C'est aussi logique que de dire : M Tapie est riche, il a un grand bateau, j'achète un grand bateau, je deviendrai riche. Car l'France a une monnaie forte parce que son économie est puissante, et non l'inverse. Achetez un grand bateau si vous n'êtes pas riche, et vous serez bientôt à la rue.

**Il est indispensable que les Français comprennent l'essentiel des mécanismes économiques afin que les mesures à prendre pour remettre notre pays sur le bon chemin soient comprises par eux et donc acceptées.** A force de ne rien expliquer, de donner des commentaires contradictoires, de mettre en valeur des informations trompeuses, de faire des raisonnements incohérents, les relais d'opinion perdent totalement la confiance des Français. A force de se justifier en répétant qu'il n'y avait pas de solution pour résorber le chômage, les hommes politiques ont fini par convaincre une immense majorité qu'il n'y avait rien à faire. Comment dès lors faire accepter des mesures positives qui demandent un effort quelconque ? S'il n'y a pas de solution ? Ceux qui manipulent l'opinion s'étonnent ensuite des oppositions qu'ils rencontrent dans l'action. Ils déplorent une « société bloquée ». Le blocage, ils l'ont créé. La manipulation politique se retourne contre ceux qui en jouent. Ils ont faussé le débat pour camoufler ce qu'ils souhaitaient faire. Ils ne peuvent plus rien faire.

Le temps où l'on pouvait agir sans expliquer est révolu dans les entreprises depuis de nombreuses années. L'ère du chef qui sait et que l'on suit est terminée. Les hommes politiques paraissent ne pas avoir compris que cela s'appliquait à eux aussi.

Il faut expliquer. Il faut expliquer la réalité du chômage, qui n'est pas une crise passagère, qui ne se résorbera pas de lui-même, mais qui est la conséquence d'une inadaptation profonde de notre société à la nouvelle donne mondiale. Il faut expliquer l'étroite interdépendance des acteurs économiques dans notre pays. Il faut expliquer les limites du chacun pour soi. Il faut expliquer les solidarités nécessaires entre individus. Pour que chacun comprenne la justification des mesures à prendre et les accepte. Pour éviter une explosion sociale ou une décomposition, en tout cas une déchéance de notre société.

## UNE SITUATION INACCEPTABLE.

### Concilier efficacité économique et droit au travail.

Le droit de chacun au travail est inscrit dans notre Constitution. Certains n'aiment pas que l'on rappelle cette disposition. Ils craignent sans doute son utilisation pour essayer d'empêcher des licenciements. Il est vrai qu'elle a souvent été mise en avant pour maintenir coûte que coûte des emplois existants. Mais plus grand monde ne conteste aujourd'hui que le maintien artificiel d'emplois condamnés est une voie sans issue.

J'imagine que la volonté des Constituants était de déclarer solennellement que la société ne pouvait empêcher quiconque voulant exercer un métier de le faire.

Peu à peu pourtant, pour d'excellentes raisons, nos lois ont restreint les possibilités de travailler. L'accès à de nombreuses professions a été limité à ceux qui possèdent certains diplômes : médecin, avocat... Ou qui ont réussi un concours : fonction publique...

Les contraintes économiques ont entravé davantage encore les libertés réelles de travailler.

Il est devenu pratiquement impossible à un individu de réaliser les objets que nous consommons. Les produits industriels sont aujourd'hui beaucoup trop performants. En coût d'abord : un individu seul, sans équipement spécial, devrait passer un temps considérable pour réaliser l'équivalent d'un produit disponible dans le commerce. Et le résultat serait bien inférieur en fiabilité, esthétique, dimensions, poids... Un homme seul peut à la rigueur fabriquer convenablement un balai. Comment pourrait-il construire une automobile ?

On pouvait après la guerre installer un commerce de détail prospère dans son habitation sans grand investissement. C'est devenu beaucoup plus difficile. Il faut désormais des locaux bien situés, bien aménagés, avec des stocks lourds. Tout cela coûte cher. Même ceux qui ont pu, quand il était encore temps, faire des investissements importants pour attirer la clientèle ont beaucoup de difficultés à survivre face à la grande distribution.

Pour gagner sa vie aujourd'hui, il faut le plus souvent être embauché pour effectuer un travail imaginé par d'autres. Celui qui n'a pas les diplômes et l'argent qui permettent de s'installer à son compte n'a pas vraiment d'autre choix. On est ainsi passé insensiblement d'une société dans laquelle chacun ou presque pouvait définir le métier qu'il allait exercer, avec une réussite dépendant de ses compétences, de ses aptitudes et de son travail, à une société qui offre des emplois bien spécifiques qu'il faut essayer d'occuper.

La condition de salarié devient la condition générale. L'évolution dans ce sens est continue et sans doute irréversible. Les architectes la vivent. Les médecins même la redoutent.

Telle est la situation nouvelle dans laquelle nous nous trouvons. Nos Constituants ne l'avaient sans doute pas prévu. Il ne suffit plus désormais de laisser aux individus la possibilité de travailler pour garantir le droit au travail. **Le droit au travail de notre Constitution doit signifier aujourd'hui que la nation a le devoir d'offrir autant de postes qu'il y a de citoyens souhaitant travailler.** C'est un droit minimum. Il n'implique pas le droit à conserver un même emploi, dont l'échec des pays de l'Est a montré les graves lacunes. Il n'implique pas davantage le droit donné à chacun d'exercer le métier qui lui plaît : cela reste du domaine du rêve.

Mais il faut désormais tout faire pour concilier le libéralisme économique, dont l'efficacité était jusqu'ici évidente, et le droit individuel au travail, qui reste un droit fondamental des hommes. C'est un des enjeux essentiels de la fin de ce siècle.

## Un chômage intolérable.

Il y a quelques temps encore, une bonne partie de l'opinion publique pensait sans oser le dire que les chômeurs voulaient bien l'être. Qu'ils étaient en quelque sorte des fainéants, ou à tout le moins des gens qui ne désiraient pas travailler à tout prix, qui n'étaient pas prêts à prendre n'importe quel travail plutôt que de rester inactifs. On a pu se laisser tromper par les quelques chômeurs satisfaits de leur sort que chacun a rencontrés. Satisfaits réellement ou faisant semblant de l'être, par fanfaronnade. On a pu aussi se laisser abuser par notre appréciation personnelle de la situation. « Moi, je ne serai jamais au chômage. » Propos fréquent, exprimant un pronostic souvent vrai. Car le chômage touche d'abord les moins armés sur le marché du travail. Mais que certains soient sûrement épargnés n'empêche pas que d'autres cherchent vraiment un emploi.

L'action gouvernementale des années 70 et 80 s'inscrivait un peu dans cette logique. Le remède était d'abord d'indemniser correctement les chômeurs. On vivait dans l'idée que l'on avançait vers une société de loisirs, que l'on pourrait moins travailler grâce aux performances croissantes des entreprises et aux durées de plus en plus courtes pour réaliser un même produit. Si certains d'entre nous n'avaient pas envie de consacrer leur vie à travailler, pourquoi ne pas leur laisser cette possibilité ? Tout le monde pouvait y trouver son compte : eux bien sûr, à qui on donnait de quoi vivre, les entreprises qui pouvaient se séparer d'un personnel peu motivé et qui perturbait le travail d'ensemble, les gouvernements qui traitaient le problème du chômage d'une manière simple.

Le traitement social du chômage était ainsi la panacée. Si bien qu'un Premier Ministre de la France, socialiste de surcroît, a pu à la mi-1992 déclarer à la télévision sans sourciller : « Notre pays se porte très bien. En dehors du chômage, tous les indicateurs sont au vert. » Ceux qui parlaient des chômeurs faisaient un mauvais procès, animés par des arrières-pensées politiciennes. Notre système d'indemnisation n'était-il pas très favorable comparé à celui des autres pays ?

Dans un second temps, on a pu se donner bonne conscience en faisant partir à la retraite anticipée les salariés les plus âgés. En jouant sur le fait que l'abaissement de l'âge de la retraite était perçu comme un progrès social, comme une aspiration légitime. En jouant également sur une certaine mauvaise conscience donnée aux anciens de ne pas vouloir laisser la place aux jeunes. En jouant enfin sur des revenus de pré-retraite qui étaient convenables. Ceux qui auraient volontiers continué de travailler se sont faits une raison et se sont abandonnés à la discrète pression collective. Un grand nombre de salariés se sont ainsi retrouvés sans drame dans une position de chômage déguisé.

Il y a eu un brutal changement de cap avec le gouvernement de Pierre Bérégovoy. Pour le justifier, Martine Aubry, nouveau ministre du travail, s'est chargée de critiquer les entreprises qui avaient joué le jeu qu'on leur avait demandé de jouer. On soulignait l'ingratitude de ces mesures consistant à remercier des fidèles collaborateurs. On soulignait l'importance de l'expérience des anciens pour l'efficacité des entreprises. Les chefs d'entreprises n'avaient pour leur part jamais douté ni de l'un, ni de l'autre, faut-il le préciser ?

Ce changement de cap est probablement intervenu parce que l'on s'est rendu compte que les régimes sociaux étaient en train d'entrer dans des difficultés insurmontables. Et qu'un jeune sans emploi vivait sur les ressources de sa famille, tandis qu'un pré-retraité pesait lourdement sur les régimes sociaux. Bref, on réalisait au gouvernement que le chômage n'était plus seulement un problème humain et social, mais que les mesures prises jusque là posaient un problème économique majeur.

L'augmentation du chômage se traduit en effet par une baisse des cotisations destinées à alimenter les pensions de retraite et le remboursement des soins, une diminution des impôts qui financent de nombreuses activités en dehors de la seule fonction publique, notamment notre défense et notre agriculture, ainsi qu'un manque à gagner pour les artisans, les commerçants et les professions libérales.

L'opinion publique a beaucoup évolué entre temps. Le chômage n'est plus considéré comme le refuge des nonchalants, mais une menace pour tous. Témoins les sondages qui depuis plusieurs mois font de la lutte contre le chômage la priorité que les Français voudraient fixer aux hommes politiques. C'est que chacun aujourd'hui connaît dans son entourage proche des gens qui cherchent réellement un emploi et qui ne parviennent pas à en trouver. Y compris parmi les couches sociales aisées, qui n'avaient pas rencontré le problème jusqu'alors. Et chacun sait que ces couches sociales jouent un grand rôle dans l'opinion collective.



**Car le problème économique n'est rien en comparaison du drame social qui est en train de se dérouler sous nos yeux.** Il n'est aucune des graves dérives de notre société – délinquance, drogue, insécurité, intégration – qui ne se nourrisse de l'inactivité forcée des chômeurs.

Ainsi, le chômage est en train de donner une excuse puissante à des actes qui mettent en cause les fondements mêmes de notre société.

C'est pourquoi le chômage est totalement inacceptable.

Depuis près de 20 ans, nos gouvernements ne cessent de proclamer leur volonté de lutter contre ce fléau. Et depuis 20 ans, le nombre de chômeurs ne cesse de croître. Promesses électorales ou impuissance caractérisée ? En réalité, pour obtenir des résultats significatifs, la lutte contre le chômage doit être mise au premier rang des priorités. Ce n'est toujours pas le cas. Il y a encore bien des dogmes auxquels on ne veut pas toucher.

### **Une régression sociale inacceptable.**

On verra se dessiner tout au long de ce livre une des causes majeures du chômage en occident : un coût du travail trop élevé. Ce coût ne se limite naturellement pas aux seuls salaires. Il englobe les contraintes imposées par la législation du travail, comme par exemple le calcul des heures supplémentaires à la semaine et non sur une période plus longue. Il englobe aussi la fiscalité qui pèse sur les salaires. Et surtout les charges sociales.

Les socialistes ont longtemps défendu la position que le coût du travail n'était pas un problème en France. Ils faisaient valoir notamment que l'France n'était pas mieux lotie que nous en la matière, ce qui ne l'empêchait de réussir bien mieux que nous dans le domaine de l'emploi.

Mais ils ont finalement compris que des secteurs entiers de notre économie, comme l'électronique ou l'automobile, étaient en concurrence avec les pays d'extrême-orient. Que la politique de haut de gamme menée par les entreprises allemandes n'était pas toujours imitable par les entreprises françaises. Que Renault par exemple ne pouvait pas se placer avec succès sur le créneau occupé par Mercedes par un coup de baguette magique. Et que, après avoir conquis une position très forte dans le bas de gamme, les pays d'extrême orient étaient armés pour conquérir le reste.

Faut-il pour autant renoncer aux acquis sociaux ? Faut-il, pour reprendre l'expression de plus en plus utilisée, honteusement hypocrite, « supprimer certaines rigidités du marché du travail » ? Qui signifie essentiellement pour ceux qui l'utilisent accepter la régression sociale ?

Ma réponse est clairement non. Je ne défends pas en disant cela la totalité de notre législation sociale, sans réserve et sans nuance. Elle contient à mon sens certaines dispositions discutables, car inadaptées aux changements récents de notre société. Des évolutions sont nécessaires, là comme ailleurs. Mais il est inacceptable de chercher à entrer dans une régression sociale.

C'est d'abord inacceptable d'un point de vue moral, et cela suffit à forger ma conviction. Il est clair en effet qu'une telle voie ne touchera pas tous les Français de la même façon. Un bon nombre d'entre eux ne sont pas concernés : les professions libérales, les fonctionnaires, les artisans et les commerçants indépendants, les hommes politiques...Le secteur des services qui ne subissent pas la concurrence des salaires internationaux non plus : banques, compagnies d'assurance ... En pratique, seraient réellement touchés par une telle évolution les salariés de l'industrie et les agriculteurs. Ceux qui en sont en première ligne dans la guerre économique mondiale. Ceux qui ont la lourde responsabilité de rapporter des devises à tous les autres. Belle récompense ! Dans les guerres militaires, la société avait au moins la dignité d'honorer les soldats du front.

C'est inacceptable d'un point de vue social. Qui peut croire que l'on pourra accroître les inégalités entre ceux qui sont soumis à la concurrence internationale et les autres, sans en subir les contre-coups ? La réaction ne sera pas politique, car ceux qui sont au front sont désormais très minoritaires en termes électoraux. Elle se fera sur le terrain social, dans les entreprises ou sur la voie publique. Elle sera d'autant plus dure qu'elle sera animée par un profond sentiment d'injustice. Les récentes manifestations d'agriculteurs, de chauffeurs routiers, de pêcheurs, passionnées, incontrôlables, devraient ouvrir les yeux à ceux qui ont des doutes sur le sujet. Le désespoir de bon nombre d'entre eux provient du sentiment,

malheureusement réaliste, de leur isolement sociologique, de la faiblesse de leurs effectifs et par conséquent de leur impuissance politique.

C'est inacceptable du point de vue économique. Quelles entreprises pourront livrer avec succès la terrible guerre économique mondiale dans laquelle nous sommes engagés avec du personnel insatisfait ? Comment pourront-elles attirer et garder les compétences de tout premier plan dont elles ont impérativement besoin ?

**Imposer une régression sociale à un certain nombre de Français, en profitant du fait qu'ils sont minoritaires, est une aberration morale et une impasse économique.** Certains voudraient faire accepter l'idée en la présentant comme un effort provisoire. Mais qui peut croire que la crise que nous connaissons est temporaire, alors que le chômage augmente depuis vingt ans en France ? Ils voudraient aussi faire accepter l'idée que c'est désormais la seule solution pour arrêter cette montée apparemment inéluctable. Ce livre montrera qu'il y a fort heureusement d'autres solutions.

## CROISSANCE ET EMPLOIS.

La croissance n'a pas toujours bonne presse. Elle est indissolublement associée pour certains à une détérioration du cadre de vie. Elle est assimilée par d'autres à la recherche de la productivité et aux suppressions d'emplois qui peuvent en résulter.

Chacun sait par ailleurs que la croissance de la consommation de produits ne signifie pas nécessairement une élévation du niveau de vie du pays. Les achats d'alarmes contre les cambrioleurs, de deuxièmes voitures indispensables pour se rendre au travail...sont des dépenses imposées qui ne traduisent pas un véritable enrichissement du pays. Elles sont pourtant considérées comme telles dans la Comptabilité Nationale.

Les produits ne sont pas les seuls à présenter cette particularité. Les services sont eux-aussi dans ce cas. Leur croissance n'est pas nécessairement un bien.

La distinction entre services marchands et non-marchands ne change rien à l'affaire. Le fait de dire le droit, qui est le métier du juge, est un service non marchand. Il ne peut pas en être autrement, sauf à accepter que la justice soit rendue en faveur des plus riches. En revanche, l'assistance juridique rendue par les avocats est un service marchand. Mais il faut distinguer l'avocat du plaignant de l'avocat du défendeur. Les honoraires du premier correspondent à un besoin volontaire du plaignant, assimilable à l'achat d'une voiture par exemple. Leur montant peut légitimement entrer dans les chiffres de la croissance nationale. En revanche, les honoraires d'avocat du défendeur ne correspondent nullement à un besoin spontané, mais à une obligation. Imaginons un instant qu'attaqués par l'Etat tous les français soient amenés à prendre un avocat pour se défendre : la croissance en serait grandie mais pas la satisfaction des Français.

On doit faire une distinction analogue en ce qui concerne les dépenses de santé. La croissance des dépenses d'assurance maladie ne traduit pas un accroissement de la richesse du pays. Il y a certes parmi ces dépenses une consommation de confort, telle que la chirurgie esthétique, les cures de remise en forme... qui correspondent à une consommation voulue par les individus. La croissance de ces dépenses doit être pour sa part intégrée dans la croissance globale du pays. Mais les dépenses engagées pour se soigner de maladies sont en réalité un appauvrissement du pays. Car ce sont des dépenses que les Français se passeraient volontiers de faire.

Décider si la croissance est une bonne ou une mauvaise chose n'est donc pas une question simple. Il y a des bonnes et des mauvaises croissances. Il faut cependant se souvenir au moins d'un fait : si la population augmente à un certain rythme, par exemple 3% par an, et que la croissance économique évolue moins vite, par exemple 1% par an, le revenu par habitant diminue de 2% par an. Il y a dans cet exemple une croissance globale du pays mais en même temps une diminution du pouvoir d'achat individuel. **Le statu quo économique ne s'obtient pas avec une croissance zéro. Il demande une croissance couvrant l'accroissement de la population.**

### La croissance dans la production.

Un député célèbre déclarait en août 1993 : « On sait désormais que ce n'est pas la croissance quand elle viendra qui créera des emplois. » Peu importe de quel député il s'agit, peu importe son parti : une très grande majorité de nos parlementaires ont tenu ensuite des propos identiques.

« On sait ». Qui sait ? Les spécialistes qui se trompent régulièrement depuis un dizaines d'années ? Qui ont prévu tous les six mois une reprise économique qui ne venait jamais ? Au lieu de cette reprise, on a constaté au contraire une dégradation constante de l'emploi, comme les chefs d'entreprises l'annonçaient régulièrement. On ferait peut-être bien de changer d'oracles.

Pour moi, la croissance économique est la seule manière sûre de créer des emplois. Et c'est de loin la plus efficace. Car pour un chef d'entreprise, les choses sont très simples : si le chiffre d'affaires, c'est-à-dire les ventes, augmentent par exemple d'un tiers, il faudra un tiers de personnes en plus que celles déjà dans l'entreprise pour effectuer le travail supplémentaires. C'est aussi simple que cela : autant d'activité en plus, autant d'emplois en plus. Le même député disait d'ailleurs le même jour : « Les chefs d'entreprise que je

rencontre se plaignent certes de la lourdeur de leur charges. Mais ils se plaignent surtout de ne pas avoir assez d'activité. »

Les esprits précis contesteront cette analyse simpliste. Ils souligneront à juste titre que si l'entreprise est en sous-charge, elle n'embauchera que lorsque sa sous-charge aura disparu. C'est parfaitement exact, mais cela ne change rien au mécanisme décrit. D'autant moins qu'une entreprise ne peut pas se permettre de garder longtemps du personnel sous-occupé.

Ils diront qu'une partie de l'activité complémentaire sera absorbée par le personnel existant par amélioration de son efficacité au travail, sa productivité. C'est encore exact. Mais il faut rappeler que les gains de productivité dans une même année ne peuvent guère dépasser quelques pour cent. Alors qu'une entreprise peut la plupart du temps doubler son activité en un an sans problème insurmontable.

Ils diront que l'expérience semble démontrer le contraire. Que d'après les statistiques, les entreprises embauchent nettement moins vite que la croissance de leur activité. Là ils se trompent. Car le phénomène ne peut pas être correctement appréhendé par les statistiques. En effet, une entreprise en forte croissance va la plupart du temps commencer par sous-traiter : faute de locaux, faute d'encadrement, faute de temps, elle va essayer de confier une partie de son surcroît d'activité à une autre entreprise, à un sous-traitant. Ce sous-traitant aura lui-même un comportement analogue : il sous-traitera en partie, ou il refusera quelques commandes moins rentables d'une autre entreprise. Et ainsi de suite. Le phénomène réel est complexe et se diffuse sur de nombreuses entreprises. Mais il reste une donnée fondamentale : **il faut des hommes en plus pour faire du travail en plus. Et qu'importe l'entreprise dans laquelle ces hommes seront embauchés. Car ils le seront.**

C'est la croissance du chiffre d'affaires qui crée l'emploi, dans l'entreprise et chez ses sous-traitants. Et la croissance des entreprises fait la croissance de la nation. On peut certes créer des emplois autrement que dans la croissance, en tout cas en théorie. Mais la croissance est la manière la plus sûre d'en créer. Car la croissance est le résultat de deux facteurs :

-la croissance de la productivité individuelle.

Parce que les hommes améliorent régulièrement leur efficacité au travail, au moins dans certains secteurs, il en résulte un accroissement de la richesse nationale à population au travail constante. C'est ainsi qu'il peut y avoir croissance sans création d'emplois, si cette croissance n'est pas supérieure aux gains de productivité. Telle est la situation que nous connaissons en ce début d'année 1995 : une croissance faible, insuffisante pour stopper l'augmentation du chômage. Mais une croissance plus forte le ferait diminuer, comme les France en apportent la démonstration.

-la croissance du nombre de personnes au travail. Autrement dit la diminution du chômage.

Ceux qui prédisent, avec l'assurance de ces spécialistes qui se trompent si souvent, que la croissance ne suffira pas à résorber le chômage avouent simplement qu'ils ne voient pas comment on pourrait résoudre le problème. On verra au contraire, quand le chômage diminuera, que la croissance repartira. Par le simple fait qu'il y aura davantage de personnes au travail.

**Il faut considérer la croissance d'abord comme la conséquence de l'augmentation du nombre de personnes au travail. Ainsi, renoncer à la croissance, c'est renoncer à lutter contre le chômage.**

(Sauf à espérer qu'une certaine diminution de la productivité individuelle permettrait une augmentation conséquente du nombre de personnes au travail. Cela renvoie au débat sur la diminution de la durée du temps de travail, abordé au chapitre 2.)

### **Différents types de services.**

Le secteur des services est depuis de nombreuses années celui qui crée le plus grand nombre d'emplois en France. Ce phénomène va sans doute se poursuivre. Faut-il pour autant reporter nos espoirs de résorption du chômage sur le secteur tertiaire ? L'expérience de ces dernières années tend à montrer que non. Comment en effet les services auraient-ils pu se développer plus vite qu'ils ne l'ont fait ? Un particulier ne rencontre pas de véritable difficulté réglementaire pour créer une activité de services en France. Quant aux investissements financiers nécessaires pour démarrer, ils sont en moyenne bien plus faibles qu'ailleurs. **Les emplois dans les services se sont donc développés rapidement. Aussi vite que possible. Mais cela n'a pas empêché le chômage d'augmenter.**

Pourquoi ? Pour essayer de comprendre, il faut préciser ce que l'on entend par « services ». Je ne suis pas certain que ce mot ait la même signification pour tout le monde. Car il recouvre des activités très

différentes. Leur seul point commun est sans doute de ne pas pouvoir être classées dans d'autres catégories : industrie, agriculture, administration.

Pour ce qui nous occupe, la création d'emploi, la classification qui me France la plus pertinente est celle qui découle des clients auxquels s'adressent les services. C'est celle qui est retenue dans ce chapitre. Elle est naturellement trop grossière pour être à l'abri des critiques. Seule une analyse métier par métier permettrait d'éviter cette lacune, tant le secteur est complexe et divers. Mais cette classification permet de mettre en évidence quelques traits communs importants.

Le tourisme mérite une approche particulière, que nous ferons au chapitre 5.

Nous ne prenons naturellement pas en considération les services rendus à l'étranger par des sociétés de services certes françaises, mais implantées à l'étranger. Qu'une grande compagnie d'assurances française achète une de ses homologues allemandes n'a guère incidence en termes d'emplois en France ou en termes d'exportations françaises. La seule conséquence économique réelle pour notre pays est le départ de capitaux français vers l'étranger. En attendant un éventuel retour grâce à des bénéfices ultérieurs. Cela ne présente aucun intérêt réel pour l'emploi national.

#### *Les services non marchands.*

Les services non marchands sont ceux qui sont gratuits pour les usagers. Leurs ressources proviennent des fonds publics. Ils obéissent à la même logique économique que les emplois de l'administration : il faut lever des impôts complémentaires pour les financer. Nous examinerons cette question au chapitre consacré à l'utilisation de l'argent public pour développer l'emploi.

Signalons simplement que l'excès d'effectifs dans ce secteur peut avoir des effets négatifs sur les emplois globaux. Les professions de santé en donnent un bon exemple. Les pouvoirs publics ont laissé s'accroître inconsidérément les effectifs des prescripteurs de soins. L'inévitable est bien sûr arrivé : les dépenses de santé ont augmenté à un rythme beaucoup trop rapide. Les entreprises ont été largement mises à contribution, par l'intermédiaire de prélèvements de toutes sortes. Au détriment de l'emploi.

#### *Les services aux entreprises.*

La manière dont se développe l'industrie depuis les années soixante est une cause majeure des créations d'emplois dans les services marchands aux entreprises. En concentrant leurs activités sur leurs compétences les plus spécifiques, en sous-traitant progressivement la fabrication des sous-ensembles, en confiant à des sociétés extérieures les tâches autres que celles d'études et de production, les entreprises industrielles ont entraîné dans le monde entier un fort développement des transports de marchandises, des moyens de communication, des réseaux de distribution, des sociétés de publicité, de comptables et de juristes indépendants, d'entreprises de gardiennage et de nettoyage...La modernisation de l'agriculture a eu des effets analogues.

Ainsi, une bonne partie de la croissance des emplois dans ces services constatée dans les statistiques n'est qu'apparente. Les salariés de l'industrie qui effectuaient leur travail en interne étaient répertoriés dans des emplois industriels. Ils se retrouvent classés dans des emplois de services alors qu'ils remplissent des fonctions similaires. Seule a changé l'activité principale de l'entreprise qui les emploie.

Les transports forment une catégorie particulière. La croissance qu'ils ont connue provient elle-aussi du recours de plus en plus systématique des entreprises à des transporteurs extérieurs : c'est la sous-traitance du transport. Elle provient également de la spécialisation croissante des entreprises : sous-traiter en partie une fabrication amène à faire transiter à l'extérieur de nombreuses marchandises qui circulaient autrefois au sein de l'entreprise. Elle provient enfin de la croissance des échanges internationaux, c'est-à-dire le résultat de la spécialisation internationale des entreprises.

C'est un service qui est rendu sur place, mais qui peut néanmoins être exportateur, car par définition les transporteurs se déplacent. Ils sont soumis à la législation sociale de leur pays d'origine. Ils sont moins que l'industrie soumis à la pression des différences de salaires et de législations sociales au niveau mondial, mais ils sont très sensibles à ces différences entre pays voisins.

La logique de développement de ces services est celle du développement des entreprises qui en sont les

clients. Leurs sorts sont liés. La création d'emploi dans ces services dépend d'abord de la croissance de leurs clients industriels ou agricoles.

Mieux : les services marchands qui s'exportent s'apparentent souvent très étroitement à de pures activités industrielles. Prenons l'exemple des logiciels. Ils ont malgré les apparences toutes les caractéristiques d'un produit manufacturé. Ils sont conçus comme un produit : un cahier des charges plus ou moins formalisé selon les cas, des maquettes consistant en sous-programmes clefs, un prototype qui est testé et soumis à la critique, un premier de série qui est ensuite reproduit à l'identique. Le logiciel terminé est vendu à des clients, transporté et livré. Il fera l'objet d'évolutions ultérieures, comme les automobiles par exemple qui évoluent d'une année sur l'autre, et bénéficiera d'une maintenance. Autant de caractéristiques d'un produit manufacturé.

L'originalité des logiciels repose sur le fait que les coûts de production sont particulièrement faibles, la quasi-totalité du prix de revient étant concentré sur la conception. Mais cette particularité n'a plus rien d'exceptionnel : de nombreux produits traditionnels ont un coût de reproduction très faible en dehors des investissements nécessaires.

#### *Les services aux particuliers.*

Cette catégorie de services recouvre elle-aussi une très grande diversité d'activités : transports de personnes, soins, esthétique, distribution, courrier, téléphone, artisans... Pour elle-aussi, les statistiques de croissance des emplois sont trompeuses. Un exemple intéressant est fourni par le commerce de détail. Il est évident pour tout le monde qu'une grande surface occupe moins de personnels que la totalité des petits commerçants nécessaires pour faire la même activité : il n'y a personne pour vous servir au rayon épicerie d'un hypermarché, il y a quelqu'un dans un petit commerce. Cette évidence n'empêche pas la grande distribution de se présenter comme des créateurs d'emplois, pour obtenir l'autorisation d'ouvrir un nouveau magasin. Ils vont certes en créer dans leur nouvel établissement, mais ils vont en tuer beaucoup plus à côté. La différence est que les uns sont des emplois salariés, les autres des professions indépendantes. Les statistiques montrent une création d'emplois dans le tertiaire, la réalité est une suppression globale d'emplois.

#### **Quelques interrogations sur les estimations de croissance.**

Nous avons signalé précédemment les insuffisances de la statistique qui font croire à des créations d'emplois dans le secteur tertiaire quand il s'agit au mieux de transferts d'activités, voire de suppressions d'emplois.

Il faut également se méfier des analyses trop rapides qui évaluent la contribution des services à la croissance du Produit National Brut. Ou celles qui évaluent les gains de productivité qu'ils réalisent. Car il y a là aussi un biais important dans les instruments de mesure.

La Comptabilité Nationale ne peut s'appuyer que sur des activités mesurées en francs. Il faut enlever l'effet hausse de prix pour mesurer la croissance réelle de l'activité. Quand une usine réalise un chiffre d'affaires qui passe de 100 MF à 120 MF d'une année sur l'autre avec les mêmes effectifs, on est capable d'enlever la hausse des prix des produits fabriqués pour mesurer la croissance réelle et les gains de productivité réels. Quand un cabinet de conseils voit son chiffre d'affaires augmenter de 1 MF à 1,2 MF à effectifs constants, comment savoir si cette augmentation est due à une hausse des prix de facturation, à une efficacité plus grande des ingénieurs conseils ou à un accroissement de leur travail ? La distinction est impossible, car la hausse des prix ne peut pas être correctement isolée.

Une hausse des prix des services plus importante dans la réalité que la hausse estimée entraîne dans la comptabilité nationale une croissance et des gains de productivité qui ne sont qu'apparences. Comme les services ont une part de plus en plus importante dans la production nationale, les évaluations de la croissance globale et des gains de productivité sont entachés d'une grande imprécision.

A ce propos, il faut se demander si cette insuffisance comptable n'est pas une des premières pistes à explorer pour comprendre cette situation très surprenante selon laquelle le même niveau de croissance créerait moins d'emplois en France que dans la plupart des autres pays à économies comparables. Situation surprenante parce que peu vraisemblable. Si ces économies sont comparables en effet, la liaison entre taux de croissance et nombre d'emplois créés doit être similaire. Je trouve pour ma part très

révélateur que cette anomalie, dont l'éclaircissement permettrait sans doute de progresser dans les mesures à prendre pour lutter contre le chômage en France, reste à l'heure où j'écris ce livre un mystère, en tout cas pour le grand public.

Si ce phénomène était exact, il devrait sans tarder être expliqué objectivement pour pouvoir porter remède au plus vite à ce handicap potentiel. A défaut d'une explication objective, chaque commentateur en tire les conclusions qui confortent ses idées politiques, comme « les rigidités de la société française. »

Ces commentateurs devraient se montrer plus prudents. Car **il faut être très vigilant sur la pertinence des instruments de mesure de la croissance. En particulier quand on veut faire des comparaisons internationales.**

Notre comptabilité nationale n'est absolument pas faite pour réfléchir sur les problèmes d'emploi. Sait-on par exemple que plus on importe de produits étrangers, plus la croissance est grande ? Une croissance réalisée de cette manière est naturellement destructrice d'emplois. Alors que les exportations diminuent comptablement la croissance, mais créent beaucoup d'emplois.

## Chapitre 2

### **QUELQUES IDEES FAUSSES SUR LE CHOMAGE.**

*Le progrès technologique est-il cause de chômage ?*

*La formation initiale est-elle un véritable remède ?*

*Le partage du travail.*



## LE PROGRES TECHNOLOGIQUE EST-IL CAUSE DE CHÔMAGE?

### **Le progrès technologique: une histoire ancienne.**

Chacun s'en rend compte: le monde a beaucoup changé. En particulier le fonctionnement de l'économie. C'est à dire la manière dont se réalise la création des richesses.

Le moteur de ce changement est toujours le même. Il existe sans doute depuis que le monde existe: c'est l'intelligence de chaque homme, mise au service de l'efficacité de son action. Et chose curieuse, les résultats en ont presque systématiquement été les mêmes: la spécialisation des individus d'une part, et le développement d'outils d'autre part.

La première spécialisation est apparue en même temps que l'homme: celui qui portait les enfants, la femme, et celui qui ne le faisait pas. L'homme préhistorique chassait et cueillait à la fois, tout en veillant sur sa famille: progressivement, certains se sont mis à défricher et à cultiver, pendant que d'autres faisaient évoluer la chasse vers l'élevage. Il est plus tard apparu plus efficace d'assurer la sécurité du village par des hommes ne faisant que cela...C'est ainsi que s'est développée d'une manière continue la spécialisation des hommes dans leur travail. On voit apparaître aujourd'hui des esthéticiens pour chien. Et le processus n'est pas prêt de s'arrêter.

Le développement d'outils est lui-aussi très ancien. Dès la préhistoire, l'homme utilisait des objets naturels comme outils. Il les a d'abord façonnés pour les améliorer, puis grâce à eux en a fabriqué de nouveaux. Il continue encore d'en inventer et de les perfectionner.

Spécialisation des hommes et développement d'outils se renforcent mutuellement. Celui qui dans un village a acquis une forge est devenu forgeron à plein temps. Pourquoi les autres auraient-ils gaspillé leur énergie à s'en procurer une autre, quand il était si simple de lui confier le travail? Réciproquement, le spécialiste cherche sans cesse à améliorer ses outils pour être plus efficace.

Ainsi, ce que l'on appelle progrès technologique existe depuis que l'homme existe. Et rien n'indique que le progrès technologique progresse maintenant plus vite qu'avant. Au contraire semble-t-il: les gains de productivité, qui sont une bonne manière de mesurer le phénomène, paraissent plus faibles en cette fin de siècle qu'au début. Pourquoi dans ces conditions le progrès technologique qui n'a pas créé de chômage avant en créerait-il aujourd'hui? Il ne faut pas se laisser abuser par le fait que les machines sont devenues très complexes. L'invention du papier a plus apporté à la rapidité d'écriture que la machine à écrire. La productivité apportée par les ordinateurs et les robots qu'ils commandent est certainement plus faible que celle apportée par la fourniture d'énergie électrique sur tous les lieux de travail. Les entreprises se sont toutes équipées d'électricité, alors que les robots ne pénétreront que dans une minorité d'usines.

La modernisation a depuis toujours supprimé des emplois. Quand l'homme a découvert le silex, les gardiens du feu ont dû se reconverter. Quand il a créé la roue, il y a eu besoin de moins de porteurs...L'histoire économique est faite de progrès technologiques qui ont supprimé des tâches, donc des emplois. Mais supprimer des tâches ne signifie pas condamner des hommes à l'inactivité. Au contraire. L'homme déchargé d'une tâche devenue inutile pouvait se consacrer immédiatement à une autre activité. Imaginons des naufragés rejetés sur une île sauvage. La première constatation qu'ils font est qu'il ne manque pas de travail à faire pour s'installer et vivre. Ils décident de construire des habitations sur une hauteur pour dormir à l'abri. Les trois quarts d'entre eux transportent des matériaux depuis la plage, pendant que les autres élèvent les murs. Un câble est découvert, qui permet de construire un treuil. Tout le monde est heureux. Non pas parce que les porteurs vont pouvoir se reposer. Mais parce qu'ils pourront aider à construire les habitations plus vite.

**L'économie a fonctionné comme cela pendant des siècles. Tout progrès technologique supprimait des tâches devenues inutiles. Mais chacun retrouvait du travail. Collectivement, cela enrichissait tout le monde.**

Ce mécanisme millénaire a-t-il brusquement disparu? Je n'en crois rien. Parce que les besoins des hommes ne sont toujours pas satisfaits, comme on le verra plus loin. L'explication doit être cherchée ailleurs. Elle apparaîtra au chapitre 3.

### **La modernisation indispensable de l'industrie.**

Si l'automatisation de l'industrie est une des causes du chômage, pourquoi le Japon est-il épargné? Au point qu'à la fin des années 80, les chefs d'entreprises japonais demandaient avec insistance à leur gouvernement de laisser entrer de la main-d'œuvre étrangère non qualifiée, sans laquelle ils n'arrivaient plus à faire face à la demande? Pense-t-on que le Japon n'est pas un pays industrialisé? Croit-on que ses usines sont moins robotisées que les nôtres?

Le Japon est-il trop loin de chez nous pour constituer un exemple significatif? En Europe, l'Allemagne de l'Ouest a un chômage bien inférieur au nôtre. Chacun sait pourtant que la puissance industrielle allemande est nettement supérieure à celle de la France. Et que leur production est largement automatisée pour compenser le coût élevé de leur main-d'œuvre. Pour prendre encore un autre exemple, qui oserait prétendre que le chômage espagnol, un des plus élevés d'Europe, est dû à la modernité de ses usines?

Cela semble du plus élémentaire bon sens: il y a des machines qui détruisent des emplois. Pourtant, les pays qui ont automatisé leur industrie ont un faible taux de chômage. Le paradoxe n'est qu'apparent. Les entreprises qui ne réduisent pas leurs prix de revient au même rythme que leurs concurrents étrangers se trouvent bientôt en sérieuse difficulté. Elles perdent des parts de marché, leurs recettes diminuent. Elles doivent alors essayer de changer de métier, tenter une reconversion hasardeuse. Car le retard pris sur des concurrents actifs ne se rattrape que très difficilement. Ou alors licencier pour réduire les dépenses et s'efforcer de retrouver une compétitivité perdue. La diminution d'effectif devient inévitable.

La modernisation de la production industrielle est incontournable. Elle n'entraîne pas nécessairement des réductions d'effectifs. Car l'entreprise qui reste compétitive au niveau mondial peut accroître ses ventes à l'exportation et compense les effets négatifs de la modernisation par un accroissement des effectifs pour faire face au surcroît d'activité qui en résulte. Le Japon, l'Allemagne, ont un faible taux de chômage, car ils ont une industrie moderne qui en fait de grands pays exportateurs.

L'agriculture est dans une situation très voisine. Cependant, les mesures de protection dont elle bénéficie dans tous les pays modernes masquent en partie le phénomène. L'absence de modernisation entraîne un besoin accru d'aides publiques.

Ainsi, ce qui était vrai il y a 20 ans reste vrai aujourd'hui: **les pays qui ont le système de production le plus modernisé ont la plus grande activité économique et par suite le moins de chômeurs.** Tout simplement parce qu'ils sont capables d'affronter la concurrence internationale avec succès. Au contraire, ceux qui laissent les industries étrangères prendre de l'avance sur l'industrie nationale se trouvent rapidement obligés de mettre en place des mesures protectionnistes diverses ou de laisser fermer des entreprises entières et de regarder monter le chômage.

### **La modernisation discutable des services de proximité.**

Nous avons distingué au chapitre précédent les services soumis à la concurrence internationale, qui obéissent à bien des égards à la même logique que la production, et les services dits de proximité : banques, assurances, commerce de détail...qui sont soumis à une concurrence nationale, même si elle provient de sociétés dites étrangères. Car ce sont en réalité des sociétés françaises, certes filiales de groupes étrangers, mais qui sont soumises à la législation et aux conventions collectives françaises.

**L'automatisation dans les services de proximité supprime des emplois sans vraiment améliorer la compétitivité internationale d'un pays.** Un hypermarché fait vivre moins de personnes qu'un ensemble

de petits commerces. Les pompes à essence en self-service, les poinçonneuses automatiques dans le métro, ont des conséquences tout aussi néfastes sur l'emploi.

Ces modernisations sont-elles réellement intéressantes pour les consommateurs? En période de plein-emploi, c'est sans doute indiscutable. Dans la situation actuelle, la réponse est différente. Car les prélèvements effectués sur les revenus d'un ménage pour subvenir aux besoins des chômeurs sont plus importants que les économies qu'il réalise en faisant ses achats dans un hypermarché. Ces modernisations sont donc absurdes: penser qu'en période de fort chômage, on oblige ceux qui ont un emploi à prendre sur leur temps de loisir pour travailler encore davantage afin de se servir dans un hypermarché, avec comme conséquence de mettre au chômage d'autres personnes, est proprement insensé au niveau d'une nation. Il faut s'appeler Leclerc pour ne pas l'admettre.

Le Japon a parfaitement compris le problème. L'existence de poinçonneurs de billets dans le métro de Tokyo en est une démonstration éclatante. Nul doute en effet que les japonais, qui fabriquent des machines automatiques pour les industries du monde entier, sont capables de fabriquer des machines à poinçonner les tickets...

## LE PARTAGE DU TRAVAIL.

Le désir d'avoir des journées de travail plus courtes est-il une aspiration nouvelle? Je n'en suis pas du tout certain. Les agriculteurs qui étaient dans les champs tout au long de l'année, du lever au coucher du soleil, auraient certainement aimé travailler moins.

Mais si l'aspiration n'est pas nouvelle, son expression prend de la force. Car au-delà du simple besoin de repos, des motivations nouvelles sont apparues progressivement. Citons en particulier, dans l'ordre historique: la motivation sociale pour l'amélioration des conditions de travail, la motivation écologiste pour lutter contre les méfaits de la société de consommation, la motivation féminine pour concilier indépendance financière et éducation des enfants, la motivation des demandeurs d'emplois pour faire partager le travail. Auxquelles il faut ajouter la motivation des hommes politiques de proposer une mesure populaire contre le chômage lorsqu'ils sont dans l'opposition. Toutes ces motivations d'origines diverses coexistent aujourd'hui et se renforcent les unes les autres.

Nul doute dans ces conditions que le débat sur la réduction du temps de travail va prendre de l'ampleur. Le sujet mérite un tel débat, car il n'y a pas en la matière de bonnes et de mauvaises solutions. Il y a seulement des choix disponibles, chacun avec ses avantages et ses inconvénients. Choix d'autant plus vaste qu'il ne se limite pas à la durée hebdomadaire de travail. L'âge de la retraite, la diffusion du temps partiel, la durée des congés, la durée des études, etc. sont d'autres moyens de modifier la durée globale du travail. C'est à chaque peuple qu'il appartient de faire ces choix. Encore faut-il qu'ils puissent le faire en connaissance de cause. Ce qui impose à tout le moins de ne pas laisser vivre quelques idées fausses sur le sujet.

### Les besoins sont-ils satisfaits?

La génération précédente dans son immense majorité avait pleinement conscience que les besoins n'étaient pas satisfaits. Je revois encore ma mère lavé notre linge en plein hiver dans un bassin d'eau glacée. Il y a aujourd'hui en France des dizaines de milliers de personnes qui n'ont pas de logement. Comment peut-on parler de saturation des besoins?

Peut-on au moins dire que les besoins de ceux qui ont un emploi sont correctement satisfaits? Je ne le crois pas davantage. Je n'ai jamais rencontré d'employé qui ne souhaite à un moment ou l'autre une augmentation de salaire. Et pas pour le plaisir de demander quelque chose au patron. Certainement pour satisfaire quelque besoin dont il n'appartient à personne de discuter la légitimité.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les besoins les plus fondamentaux (nourriture, logement, soins..) sont en général satisfaits pour les Français qui ont un emploi. En outre, le développement de la classe moyenne concomitant avec l'homogénéisation des consommations courantes ont réduit les besoins nés de l'envie d'imiter les autres. Mais si les besoins nouveaux sont moins fondamentaux, ils n'en existent pas moins. Prenons l'exemple du développement des disques compacts. Le besoin nouveau satisfait par ce produit est une meilleure qualité de son et une longévité supérieure. Besoin mineur au regard de ce qu'avait apporté le disque microsillon traditionnel, qui a permis d'écouter chez soi, quand on le voulait, la musique que l'on aimait, interprétée par les meilleurs musiciens du monde...Et pourtant, le disque compact a très rapidement remplacé le disque traditionnel. Besoin marginal, mais consommation considérable.

On constate ce phénomène dans la plupart des produits: quelques avantages de plus, ne serait-ce qu'un aspect plus moderne, et le modèle ancien ne se vend plus.

**C'est une donnée économique fondamentale: le travail est sans limite. Quand notre économie était faite de villages d'agriculteurs et d'artisans, entourés d'un prêtre et d'un instituteur, chacun en avait pleinement conscience. Car le travail de chacun n'était limité que par la lumière du soleil ou la fatigue des individus. Mais aujourd'hui, de moins en moins de personnes exercent une activité professionnelle qui leur permette de se rendre compte par eux-mêmes de cette donnée fondamentale.**

Le salarié d'une entreprise n'a que très rarement conscience que le travail est sans limite. Le seul qu'il puisse fournir est celui qu'on lui demande de faire. Il peut certes prendre des initiatives, aller demander du travail à son supérieur, mais cela restera nécessairement limité. Il en va de même pour tous ceux dont

l'activité est définie par d'autres. C'est-à-dire aujourd'hui la grande majorité des Français.

Même des professions libérales, comme les médecins, les avocats, sont dans une situation un peu comparable. Ils peuvent certes rechercher davantage de patients ou de clients et augmenter ainsi leur charge de travail. Mais, sauf à réaliser des actes inutiles ou à engager des procès perdus d'avance, cette activité complémentaire aura été prise à des confrères. Ainsi, leur travail n'est pas vraiment sans limite: c'est plutôt le partage du travail entre eux qui est la règle.

Le chef d'une entreprise de production est dans une tout autre situation. Il peut, et il doit, imaginer de nouveaux produits, trouver de nouveaux types de clientèles... Il est un des rares à voir encore que les possibilités de travail sont illimitées, parce que les besoins des clients sont loin d'être satisfaits. Son problème à lui est de choisir entre de très nombreux projets possibles de développement ceux qui lui paraissent accessibles à son entreprise.

C'est à l'entreprise qu'il appartient de transformer un besoin non satisfait en un produit. Et pour produire, il faut de la main-d'œuvre. Puisqu'il y a des besoins non satisfaits, ce n'est donc pas le travail qui manque aujourd'hui. Il y a potentiellement du travail pour tous.

### **Travailler moins et gagner autant?**

Un des traits majeurs de l'évolution sociale et économique du monde occidental a été une augmentation générale du pouvoir d'achat avec une diminution simultanée du temps de travail. Cette double évolution a été rendue possible par les gains de productivité des entreprises dans des pays alors peu ouverts à la concurrence internationale. Elle a été obtenue grâce à la pression des syndicats sur le patronat.

Pour réduire le chômage, partager le travail en réduisant la durée hebdomadaire est une idée simple. Particulièrement séduisante si l'on propose à ceux qui travaillent de ne pas réduire leur rémunération. Rappelons-nous: c'était déjà un des thèmes centraux de la campagne de François Mitterrand en 1981. Nous travaillerions moins, nous gagnerions toujours autant, nous serions plus heureux et il y aurait moins de chômeurs. A Valéry Giscard d'Estaing qui essayait de rendre suspect un projet aussi attractif en demandant des précisions sur le financement, la réponse fut qu'il ne pouvait évidemment pas comprendre "une nouvelle logique économique."

**Le programme a été mis en oeuvre, mais on s'est vite aperçu que cela ne marchait pas.** La réduction du temps de travail et l'abaissement de l'âge de la retraite sans diminuer les salaires ont entraîné un accroissement des charges des entreprises. Leur capacité à exporter s'en est trouvée réduite. Comme simultanément les salaires les plus faibles avaient été augmentés, les achats de produits étrangers se sont accrus. Diminution des exportations, augmentation des importations, la balance commerciale commençait à se dégrader. Persister était impossible, car la France ne peut pas créer de devises. Ce fut la fin de la "nouvelle logique économique", avec la démission du gouvernement de M. Mauroy et le retour d'une politique proche de celle menée sous le septennat de M. Giscard d'Estaing. La contrainte internationale, les exigences de la balance commerciale, avaient bloqué un élément clef du programme de la Gauche. Dure prise de conscience chez quelques leaders socialistes. Et grande déception chez les électeurs.

Alors que la contrainte internationale était toujours là, les élus socialistes ont recommencé à préconiser le partage du travail à l'automne 1992, au démarrage de la campagne électorale des législatives qu'ils avaient toutes les chances de perdre. S'autorisaient-ils de nouveau à rêver au moment de quitter le pouvoir et la réalité des faits? En laissant un cadeau empoisonné à leurs successeurs? Peut-être pas. Car les idées ont évolué depuis cette expérience malheureuse. Quand on évoque le partage du travail, l'opinion publique accepte progressivement l'idée qu'il faut également partager les revenus. C'est un progrès dans le sens du réalisme économique. Mais c'est aussi une forme de renoncement au progrès social. C'est la résignation au partage du chômage.

### **Gagner moins, mais combien?**

Puisque la réduction de la durée du temps de travail sans réduction des salaires accroît le chômage au lieu de le réduire, il est indispensable de connaître l'importance de la réduction des salaires nécessaire.

M. Laroutou a eu le grand mérite de réaliser une estimation chiffrée, dans l'hypothèse où l'on passe à la semaine de quatre jours sans porter atteinte à la compétitivité des entreprises. Il fallait un ingénieur comme lui pour réaliser une telle étude et donner une base de discussion objective. Etude d'autant plus nécessaire que la réduction du chômage permet une réduction importante des charges des entreprises. Les entreprises payent en effet des cotisations pour tous, ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas. Si bien que la réduction du chômage permet un allègement sensible de ces charges. Grâce à cela, une diminution du temps de travail de 10% par exemple devrait permettre une réduction des salaires inférieure à 10%.

Le résultat de son étude chiffrée est que l'on peut arriver à une semaine de 33 heures (4 jours de 8 heures 15) avec une réduction des salaires limitée à 5% grâce à une diminution des charges de 8,8% rendue possible par une diminution substantielle du chômage (+10% d'augmentation des effectifs salariés). **Cette évaluation est certainement insuffisante pour un certain nombre de raisons pratiques.**

L'hypothèse des modalités d'application retenues par M. Laroutou est celle qui diminue le moins les salaires. C'est celle d'une entreprise restant ouverte cinq jours par semaine avec une durée journalière globalement inchangée mais chaque salarié travaillant quatre jours sur cinq grâce à un système assez sophistiqué d'équipes tournantes. Cette hypothèse me paraît peu réaliste, sauf peut-être pour de très grosses entreprises. Outre la difficulté pratique de gestion du personnel qui fera reculer bien des chefs d'entreprise, elle implique en particulier que l'encadrement accepte de travailler autant qu'avant. Il est beaucoup plus vraisemblable qu'une telle réduction se ferait soit par fermeture de l'entreprise un jour de plus par semaine avec une durée journalière de travail inchangée, soit par une réduction du temps de travail journalier avec une entreprise restant ouverte cinq jours par semaine.

Dans les deux cas, l'entreprise devra augmenter le nombre de ses outillages, de ses ordinateurs, de ses véhicules, la taille de ses locaux... Il est clair que 5 secrétaires travaillant 28 heures par semaine feront peut-être le même travail que 4 travaillant 35 heures, mais qu'il faudra un bureau et une machine de plus. Si la charge additionnelle est mineure pour des secrétaires, elle ne l'est plus pour des conducteurs d'engins de travaux publics... Ces charges supplémentaires, variables d'une entreprise à l'autre, pénaliseront d'autant les salaires. Les plus pénalisés étant ceux des entreprises qui utilisent beaucoup de machines, en particulier les entreprises de production soumises à la concurrence internationale. On verra plus loin toute l'importance de cette dernière remarque.

Une deuxième cause fondamentale de sous-estimation de l'évaluation faite par M. Laroutou est que l'efficacité au travail des uns et des autres n'est pas la même, loin de là. La raison n'est pas seulement la différence d'ardeur au travail entre salariés. Elle tient aussi à l'expérience acquise dans le métier et à la formation reçue adaptée à l'entreprise. Cette formation a une durée incompressible par salarié. Plus il y a de salariés à former, plus le temps consacré par l'entreprise à cette formation est important, pour un résultat final au mieux équivalent. Il en va de même du temps nécessaire pour l'encadrement: il est plus facile d'aider 4 personnes que 5 à faire le même travail. Pour ces raisons, et d'autres de même nature, on constate que plus une équipe grossit, moins elle est performante. C'est une des causes de la compétitivité des petites entreprises par rapport aux grandes.

La troisième raison, pour être moins évidente, n'en est pas moins encore plus importante que les autres. L'évaluation de M. Laroutou suppose que la compétitivité des entreprises, et donc le niveau de l'emploi, sont dans une situation stable, figée. Mais cet équilibre supposé n'existe pas. Les positions concurrentielles sont en perpétuelle évolution. Sans doute faut-il rappeler ici l'étude célèbre du Boston Consulting Group, qui n'est plus très jeune mais qui reste toujours aussi pertinente. Elle montre que la compétitivité d'une entreprise est la somme de l'expérience accumulée dans le métier par chacun de ses salariés. Illustrons cela par un exemple simple: le technicien qui répare des ascenseurs mettra de moins en moins de temps à trouver une nouvelle panne au fur et à mesure qu'il aura dépanné d'autres ascenseurs du même modèle. On peut transposer cet exemple au nombre d'affaires qu'ont traité les commerciaux, au nombre de fois qu'un médecin a rencontré un même syndrome... Or, l'expérience s'accumule en travaillant. **Si bien que nombre des entreprises françaises aujourd'hui compétitives face à leurs concurrentes étrangères seraient bientôt dépassées si chacun de leurs salariés travaillaient moins que dans d'autres pays.** Comme on le verra à de multiples reprises dans ce livre, il est indispensable aujourd'hui de tenir compte correctement des contraintes internationales pour ne pas commettre de graves erreurs d'analyse.

## Que peut-on conclure?

Il n'est donc pas facile de dire de combien il faudrait baisser les salaires pour réduire la durée du temps de travail. Espérons que nos experts travaillent sur le sujet, pour que le débat qui va se développer soit aussi quantifié que possible.

Mais il n'est pas non plus facile de dire combien cela fera gagner d'emplois. Il y a tout d'abord de nombreux emplois qui ne seraient pas touchés par une réduction de la durée du temps de travail. Par exemple les professions libérales, les artisans, les commerçants... Et l'immense majorité des cadres des entreprises, dont les horaires ne sont pas limités. Il y aura peut-être un léger effet d'entraînement, mais comment en mesurer l'ampleur?

Il faudrait également essayer de prévoir comment pourraient évoluer les heures supplémentaires, officielles ou occultes. Il est vraisemblable en effet que de nombreux salariés préféreraient maintenir leurs horaires de travail, et que de nombreux chefs d'entreprise y trouveront aussi leur intérêt...

Il faudrait enfin essayer d'évaluer à quoi le temps rendu disponible serait utilisé par les Français. Si c'est pour accomplir par soi-même des tâches confiées aujourd'hui à des sociétés de services, comme des travaux de maintenance du logement ou du véhicule, le gain en termes d'emplois ne sera pas élevé.

"Ce n'est pas en travaillant moins que la France se portera mieux." Je n'aime pas trop ces manières de raisonner simplistes, qui font plus appel à l'instinct qu'à la réflexion. Surtout sur un problème aussi complexe que celui du chômage. Il reste que la formule est pleine de bon sens. Les lignes qui précèdent ont essayé de montrer que ce bon sens n'était pas qu'apparent. Il est certain que l'on ne peut réduire le chômage en diminuant la durée du temps de travail sans accepter une baisse des salaires plus importante que ce que l'on dit. Et sans accepter d'entrer dans un système qui réduira inéluctablement, année après année, le pouvoir d'achat des français par rapport à celui des salariés des pays qui n'auront pas fait ce choix. Faut-il en arriver là? N'y a-t-il vraiment pas d'autre solution?

## Chapitre 3

### **TROIS CAUSES FONDAMENTALES DU CHOMAGE.**

*Le rétrécissement du monde économique.  
La contrainte de la balance des paiements.  
Les limites des services.*



## LE RETRECISSEMENT DU MONDE.

"...il n'y aura plus de firme américaine, britannique, française, japonaise ou allemande; il n'y aura pas davantage de produit fini qui puisse être qualifié d'américain, de britannique, de français, de japonais ou d'allemand." Robert REICH \*

### **L'accroissement des échanges mondiaux et l'uniformisation de la consommation.**

Est-il besoin de dire que les produits que nous consommons sont de plus en plus des produits internationaux? Le consommateur inattentif n'en sait peut-être rien. Celui qui regarde régulièrement depuis plusieurs années l'origine des produits qu'il achète a acquis la conviction que nous consommons de plus en plus de produits étrangers. Cette conviction est fondée. Mais les consommateurs étrangers ont également le sentiment de consommer de plus en plus de produits étrangers, y compris des produits français. Et ce sentiment est lui-aussi justifié. Comment expliquer ce paradoxe? L'explication est simple. Il y a des produits français qui se vendent dans des quantités de plus en plus grandes dans tous les pays du monde. Mais ces produits sont de moins en moins nombreux. Et ceux qui ne se vendent pas sur le marché mondial disparaissent, y compris en France, pour être remplacés par des produits étrangers.

Ce serait une erreur de penser que ce phénomène est nécessairement destructeur d'emplois. Il est au contraire parfaitement possible que le développement des quantités produites en France pour l'exportation compense les suppressions de postes dues à la disparition d'autres produits sous la pression de la concurrence étrangère. De nombreux pays, notamment dans le tiers-monde et le sud-est asiatique, bénéficient largement de la situation. Encore faut-il pour en profiter vouloir produire et vouloir exporter.

Indépendamment des conséquences sur la répartition des nouveaux emplois entre les différents pays, il résulte de cette évolution une uniformisation croissante de la consommation au niveau mondial. Les exemples sont innombrables: la fabuleuse expansion des restaurants Mac Donald, la diffusion générale des gadgets électroniques dits japonais... Il ne faut pas se laisser abuser par les théoriciens. Ils nous avaient annoncé la transformation des entreprises traditionnelles dans des entreprises d'un nouveau type, où l'on se contenterait de manipuler des symboles, de l'information. En réalité, faute de vouloir produire, on a surtout vu les entreprises mourir et le chômage se développer. Ils nous parlent désormais d'une économie de plus en plus tournée vers la personnalisation des produits. C'est vrai et faux. Il est vrai que pour vendre leurs produits dans le monde entier, les entreprises doivent faire un effort d'adaptation aux particularismes locaux. Et elles le font. Mais la réussite industrielle passe toujours par la maîtrise des coûts, et cette maîtrise repose encore sur l'allongement des quantités produites à l'identique. La personnalisation est limitée au mieux, et porte le plus possible sur des points de détail peu coûteux à fabriquer. Parallèlement, l'entreprise s'efforce d'intégrer toutes les options possibles. Car cela coûte souvent moins cher que de personnaliser un produit. C'est ainsi qu'une automobile vendue en Afrique aura une trappe à skis. Telle est la logique de l'entreprise.

La logique du consommateur n'est pas en règle générale la personnalisation. C'est la satisfaction d'un besoin. Ce besoin peut-être plus ou moins secondaire, il peut s'apparenter plus à la satisfaction d'un caprice que d'une nécessité vitale. Mais la motivation d'achat d'un produit par la seule raison qu'il est unique reste une motivation d'une infime minorité. D'autant que cela est et restera un luxe, très inaccessible. Il n'y a rien d'extraordinaire que le prix d'une robe conçue et réalisée en un seul exemplaire coûte plusieurs dizaines de milliers de francs: le coût de plusieurs mois de travail d'un artisan atteint des montants comparables. Ce qui est extraordinaire, c'est que l'on puisse acheter une paire de chaussettes pour cinq francs, c'est-à-dire quelques minutes de travail du même artisan. Car aucun artisan au monde n'est capable de réaliser une paire de chaussettes dans ces délais.

\*L'Economie Mondialisée, DUNOD, janvier 1993.

De ce point de vue, il n'y a donc pas de conflit réel entre la logique de l'entreprise et la logique des consommateurs. La mondialisation de l'économie leur apporte d'ailleurs un choix considérable. Il faut bien comprendre que 100 000 chemises identiques proposées à 1 milliard de consommateurs puis achetées par eux font que dans une ville de 10 000 habitants, un seul d'entre eux portera la chemise en question... **En jouant sur de telles quantités, l'originalité et la production de masse deviennent compatibles.**

En réalité, la personnalisation au sens propre du terme devient une position de repli pour les pays occidentaux où les coûts de production sont trop élevés. Faute de pouvoir se battre sur le terrain de la production de masse, leurs entreprises essaient d'orienter leur activité vers les produits sur mesure. Et les théoriciens essaient de transformer en une stratégie offensive ce qui est en réalité un recul. En tout cas un recul pour l'emploi. Inutile sans doute d'écrire de longs développements pour faire comprendre que la grande couture, malgré ses succès à l'exportation, n'a pas remplacé les effectifs perdus dans l'industrie textile de masse.

### **L'internationalisation des produits et des entreprises.**

La mondialisation des produits finis que nous venons d'aborder, connue des consommateurs, s'est déroulée de la même manière pour les produits intermédiaires utilisés par les industriels. On parle beaucoup de la coopération entre entreprises européennes pour réaliser les avions Airbus. Une automobile française est elle-aussi constituée d'un grand nombre de pièces venant de tous les pays. Il existe en Europe un grand nombre d'usines de fabricants d'accessoires pour automobiles. Ces fabricants fournissent tous les constructeurs européens en pièces détachées, certaines faites sur mesures pour un type de véhicule, d'autres que l'on retrouvera dans plusieurs modèles concurrents.

L'Europe ne fabrique qu'une toute petite partie des types de composants électroniques utilisés dans l'industrie. En schématisant beaucoup, les Etats-Unis et l'Extrême Orient fabriquent les composants qui font l'"intelligence", l'Europe doit se contenter de ceux qui transportent et modifient les courants électriques. Cela signifie qu'un produit fini fabriqué par la société allemande Siemens ou la société française Thomson inclut une part très importante de composants qui ne sont ni allemands, ni français, ni européens. La nationalité d'un produit est une notion qui garde un sens pour les produits agricoles: un vin de France, une orange d'Espagne. Elle a également un sens pour les composants et les pièces détachées: une vis de Pologne, une mémoire de Taïwan. Elle n'en a plus pour les produits finis industriels. **Le formidable développement des échanges mondiaux s'est traduit par des produits finis constitués de sous-ensembles venant du monde entier.**

La nationalité des grandes firmes connues du grand public n'a en pratique d'autre signification qu'affective: leur pays d'origine. C'est ainsi qu'IBM reste une firme américaine, Renault une firme française. Leur nationalité n'a guère de signification juridique car ces entreprises échappent très largement aux règles du pays où est situé leur siège social. Qu'une disposition fiscale les dérange, elles réaliseront leurs bénéfices dans un autre pays. Qu'une réglementation sociale les gêne, elles transféreront progressivement leur production ailleurs.

Elles emploient des hommes de toutes nationalités, employés dans des unités réparties dans le monde entier. Personne ne se soucie de savoir quelle est la nationalité dominante: cela n'aurait aucun sens. Les états-majors eux-mêmes deviennent multinationaux: en partie sans doute pour récompenser des cadres dirigeants qui ont largement contribué à leur développement, mais aussi parce que la direction efficace de tels ensembles requiert des équipes multinationales.

### **Un village sans foi ni loi.**

Depuis toujours, l'homme a utilisé son intelligence pour accroître l'efficacité de son action. Des trésors d'imagination ont été déployés, une multitude d'inventions ont vu le jour, des plus simples aux plus complexes, toutes différentes, les unes portant sur des outils, d'autres sur des méthodes. Il y a pourtant dans cette formidable diversité un point commun: le partage croissant du travail entre les

individus pour créer la richesse. Ce point a été développé plus longuement au chapitre 2.

Le partage du travail s'est réalisé d'une manière continue. Mais cette évolution s'est heurtée à des barrières successives qui l'ont ralentie, parfois durablement: les barrières de la communication. Elles ont depuis toujours tracé les frontières des entités économiques.

La première barrière a certainement été l'absence de langage, qui laissait les individus isolés. Dès qu'elle a été franchie, le village s'est créé. C'était l'horizon économique: une ou deux heures à pied. La spécialisation restait interne au village, qui vivait de ses seules ressources.

La deuxième barrière a été franchie dès l'antiquité, avec les chemins aménagés, les chevaux et les objets roulant. Les spécialisations ont pu se répartir sur des distances plus grandes, une ou deux heures à cheval. Se sont ainsi créés des bourgs puis des villes.

A la fin du siècle dernier, avec le chemin de fer, l'horizon économique s'est élargi jusqu'aux frontières des pays. Il s'arrêtait à des obstacles naturels difficilement franchissables, et aux différences de langages.

Il n'y a plus aujourd'hui de telles barrières sur la terre. L'horizon économique recouvre la planète entière. La spécialisation des hommes se poursuit, mais elle a atteint sa limite géographique: elle se fait désormais au sein de toute l'humanité. Il n'y a plus de barrière de communication qui enserre la spécialisation économique des hommes.

Tel est certainement le phénomène majeur de cette fin de siècle et de millénaire. Plus que n'importe quelle invention, plus que tout autre conquête. Le monde entier est devenu un village du point de vue économique.

C'est le résultat final de la logique universelle du partage du travail pour améliorer l'efficacité, la productivité. Les produits sont ainsi parvenus à des prix incroyablement bas pour leurs performances. Mais le sage sait qu'il ne faut aller ni trop loin, ni trop vite. C'est pourtant ce qui s'est passé.

Car ce village, pour la première fois sans doute depuis que les hommes ont commencé à se regrouper pour être plus efficaces, n'a pas de chef. Qui peut dire si un jour il en aura un? Les enseignements de l'histoire nous conduisent à penser que oui. A moins que notre aptitude à vivre en collectivité fasse tant de progrès que nous saurons nous en passer. L'avenir le dira à nos descendants.

Mais il faudra en toute hypothèse des règles de conduite, qui font cruellement défaut au monde d'aujourd'hui. Car ce village sans chef est aussi un village sans loi. C'est sans doute la première fois que cela arrive. Au fur et à mesure que grandissaient les entités économiques, les hommes avaient su mettre en place les structures politiques pour les diriger: chefs de village, bourgmestres ou maires, puis gouvernements d'Etat. **L'économie est devenue mondiale, mais le monde n'a ni chef ni loi.**

Il n'a même pas une morale commune, un ensemble suffisant de valeurs universellement partagées. Les divergences entre la morale chrétienne et la morale musulmane, pour se limiter à elles, ne portent pas que sur des points de détail.

Comment dès lors s'étonner de la dégradation de la situation? En particulier qu'il paraisse si difficile de vaincre cette épidémie sociale qu'est le chômage?

Le grand enjeu qui s'étendra sur tout le siècle prochain sera de combler ce vide. Car s'en remettre au cours naturel des choses, croire que le libéralisme peut se passer d'organisation politique, serait commettre une dramatique erreur. C'est pourquoi tous les efforts développés par un certain nombre de pays, au premier rang desquels la France, pour accroître le rôle et la légitimité d'organisations mondiales comme l'ONU doivent être vivement encouragés.

## LA CONTRAINTE DES BALANCES DES PAIEMENTS.

"voitures nippones, textiles chinois, chômeurs français."  
Un auteur anonyme, au bord de la RN 10,  
quelque part dans les Landes.

### L'équilibre de la balance commerciale.

Nous avons acquis tout au long du XXème siècle une liberté formidable: celle de pouvoir acheter les produits du monde entier, dès qu'ils apparaissent ou presque, auprès d'un distributeur situé à deux pas de chez nous. Mais cette liberté nouvelle a ses contraintes, comme toute liberté. Il faut les connaître. Car nous sommes obligés de les respecter.

Quand nous achetons un téléviseur, peu nous importe qui l'a fabriqué. Nous payons le distributeur avec l'argent nécessaire, des francs français, et l'affaire est réglée. Elle l'est en effet si le téléviseur est fabriqué en France. S'il est fabriqué ailleurs, au Japon par exemple, l'opération n'est pas terminée. La France doit encore verser au fabricant japonais les yens correspondant au coût de notre téléviseur.

A ce stade, les choses se compliquent singulièrement. Car la France ne peut pas fabriquer des devises étrangères. Elle doit les gagner. Elle dispose pour cela de trois catégories de solutions:

- vendre son patrimoine aux étrangers (or, devises, immeubles, actions d'entreprises, oeuvres d'art...).  
Mais chaque bien ne peut être vendu qu'une seule fois.

- emprunter à l'étranger. Mais l'emprunt ne peut être qu'une solution provisoire, utilisable pour compenser un manque passager de ressources. Car chacun sait que l'on ne peut vivre indéfiniment à crédit et qu'il faut un jour rembourser. Quand l'échéance arrive, il faut assurer la couverture des dépenses courantes, plus le remboursement de l'emprunt, plus le remboursement des intérêts. Le tout en devises.

- exporter. C'est bien sûr la meilleure solution, pour ne pas dire la seule. Car seules les exportations peuvent être renouvelées et constituent une source intarissable de revenus en devises.

Pour nous, simples particuliers, la seule possibilité pour dépenser de l'argent est d'en gagner. La France est dans une situation analogue: elle doit gagner par ses exportations autant de devises que les consommateurs français lui en font dépenser pour acheter des produits étrangers. **Il faut exporter autant que ce que l'on veut importer. Telle est la contrainte majeure.**

Il nous arrive bien souvent dans notre vie quotidienne de l'oublier: le touriste qui part en vacances à l'étranger, le particulier qui achète une voiture asiatique, ignorent sans doute que pour lui permettre d'agir ainsi, d'autres Français doivent faire venir des touristes en France et se battre sur les marchés d'exportation.

Les gouvernements eux-aussi l'oublient souvent. Il faut bien reconnaître pour leur défense qu'il leur est beaucoup plus facile d'emprunter à l'étranger pour compenser un excès d'importations que de créer les conditions nécessaires à un accroissement des exportations. Mais ce laxisme-là est proprement inacceptable. Nous verrons pourquoi plus loin.

Soulignons aussi que c'est une contrainte de plus en plus lourde. Quand la France importait un faible pourcentage de sa consommation et que les pays du tiers monde avaient sur nous un retard considérable dans presque tous les domaines, il n'était pas difficile d'exporter le nécessaire pour couvrir nos importations. Désormais, avec un quart du Produit National Brut acheté à l'étranger, et des industries du tiers-monde devenues très compétitives, la contrainte de l'équilibre de la balance des paiements est devenue particulièrement pesante.

## Les mécanismes d'ajustement.

Comment parvient-on à maintenir cet indispensable équilibre de la balance des paiements? Nous nous placerons dans ce chapitre dans le seul cas d'un régime de taux de change fixes, c'est à dire une situation dans laquelle les valeurs des monnaies des différents pays sont fixes entre elles et par rapport au Franc. Pour simplifier les choses, arrêtons-nous sur le comportement des trois catégories d'intervenants les plus importantes, à savoir les consommateurs, les exportateurs et les pouvoirs publics.

Les consommateurs achètent les produits qui leurs plaisent, au prix en francs que les vendeurs leur annoncent, quelle que soit le pays d'origine de ces produits. Personne ne peut dans nos sociétés modernes dicter aux consommateurs leur comportement. Ils sont totalement libres de leurs choix. Seule joue la concurrence.

En fonction de la compétitivité des produits français par rapport aux produits étrangers, les consommateurs demanderont à la France de se procurer un certain montant de devises égal à la proportion de leurs achats globaux constituée de produits étrangers. On a vu qu'aujourd'hui, environ un quart des achats français doit être fait en devises. Cette proportion de 25% est stable. Elle n'évolue que lentement, année après année. On peut considérer qu'à court terme, c'est une donnée fixe.

Les consommateurs laissent ainsi aux autres intervenants le soin d'équilibrer la balance des paiements. En plaçant la barre de plus en plus haut. Car ils souhaitent légitimement acheter de plus en plus de produits étrangers. Le taux de 25% que l'on peut considérer comme fixe aujourd'hui est le résultat d'une hausse lente mais continue. Et cette hausse ne demande qu'à se poursuivre.

Les producteurs essaient d'exporter leurs produits. Pas nécessairement parce que cela rapporte des devises à la France. Les exportateurs sont certes conscients du rôle essentiel qu'ils jouent dans notre économie. Mais ils exportent aussi parce que cela leur rapporte de l'argent. Tant mieux. En l'occurrence, leurs intérêts individuels rejoignent entièrement l'intérêt national.

Signalons cependant que les exportateurs sont tous obligés de refuser des ventes qui rapporteraient des devises à la France, mais qui feraient perdre de l'argent à leur entreprise. Par exemple, un constructeur d'automobiles ne pourra pas exporter au prix de 99 000 francs une voiture dont le prix de revient est de 100 000 francs. Il mettrait sinon son entreprise en péril. Mais ce refus légitime fait perdre aux Français l'équivalent en devises de 99 000 francs moins le prix de composants achetés à l'étranger pour la fabriquer. C'est dommage pour les Français. L'intérêt national et l'intérêt des entreprises divergent à ce stade. Les ventes à perte ("dumping") des Japonais à l'exportation, parfois évoquées, traduisent le fait qu'ils ont trouvé la solution à cette divergence d'intérêt. Il y a mille et une manières d'y parvenir. L'essentiel est de vouloir. Après avoir compris que l'équivalent d'un franc en devises a beaucoup plus de valeur pour les Français qu'un simple franc.

Les exportateurs, qui ne constituent qu'une faible minorité d'entreprises, font au mieux dans ce contexte. Il en résulte un montant annuel d'exportations. A première vue, ce montant n'a aucune raison d'être égal au montant des importations rendues nécessaires par les achats des consommateurs. Et l'on constate en effet des écarts importants entre les deux, mois après mois, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre.

Comment peut alors se faire l'ajustement, dont nous avons dit plus haut que c'était une contrainte incontournable? En régime de taux de change fixes, qui empêche les monnaies de jouer leur rôle régulateur, **ce sont les chômeurs qui servent de variable d'ajustement entre des producteurs qui font ce qu'ils peuvent et des consommateurs qui font ce qu'ils veulent.** Expliquons comment.

En schématisant, l'explication vient du fait que le chômeur consomme moins qu'un salarié. Puisqu'il consomme moins, il achète moins de produits étrangers. La balance des paiements se rééquilibre mécaniquement grâce aux chômeurs. C'est ce qui s'est passé à la fin des années 80. Les pouvoirs publics se flattaient d'avoir redressé notre balance commerciale. Mais les exportations n'avaient pas progressé. Ce sont les importations qui avaient diminué. Ils se flattaient en fait, sans doute par ignorance, d'avoir augmenté le nombre de chômeurs.

Telle est l'explication schématique. La réalité est un peu plus complexe.

Les consommateurs ne peuvent dépenser que ce qu'ils gagnent. Or ce qu'ils gagnent provient des entreprises, directement, ou indirectement par le biais des impôts. On retrouve ici une notion que malheureusement la grande distribution oublie trop souvent: les consommateurs sont d'abord des

producteurs. Si bien que les consommateurs ne peuvent dépenser plus que ce que les entreprises gagnent, c'est-à-dire à la fois ce qu'elles vendent en France et ce qu'elles exportent. Il en résulte qu'en théorie, les consommateurs ne peuvent pas acheter plus à l'étranger que ce que de leur côté les entreprises françaises vendent à l'étranger.

Mais ce mécanisme ne fonctionne qu'avec un retard de plusieurs mois. Imaginons un instant qu'à partir d'une situation d'équilibre, les consommateurs français se mettent à acheter davantage de produits étrangers. Ils vont pouvoir le faire sans aucune difficulté, car les entreprises leur ont déjà versé leurs salaires. Ce n'est qu'au bout d'un certain temps, plusieurs semaines ou plusieurs mois selon les produits, que les entreprises françaises concernées vont se rendre compte de ce changement de consommation. Si le changement leur paraît durable, elles vont alors ralentir leurs productions et réduire leurs effectifs en n'embauchant plus, voire en licenciant. Cela prend quelques mois de plus. Le chômage en France va alors augmenter. Et parce que les chômeurs gagnent moins que ceux qui travaillent, la consommation va globalement baisser. Mais cette baisse de consommation ne va malheureusement pas toucher que les seuls produits étrangers. Elle va aussi et surtout atteindre les produits français, à peu près dans la proportion de 75% / 25% mentionnée plus haut. De nouvelles entreprises doivent réduire leur activité et le processus redémarre.

Si les exportations n'augmentent pas, ou si la proportion de produits étrangers consommés ne diminue pas, on entre alors dans cette spirale descendante de baisse de la consommation et de montée du chômage. C'est la situation que nous connaissons.

### L'impossible relance?

Le troisième acteur important est constitué par les pouvoirs publics. Que peuvent-ils faire? Beaucoup de choses, comme on le verra plus loin. Mais pas nécessairement ce que l'on croit. Il faut comprendre combien l'accroissement des échanges internationaux a modifié les données économiques et les vieilles recettes pour résoudre les difficultés.

Dès l'Antiquité, les dirigeants politiques avaient compris les mécanismes de la relance pour faire redémarrer une activité économique assoupie. On dit que la crise de 1929 n'aurait pas eu lieu si l'on avait mis en oeuvre une relance de la consommation. Je suis tout disposé à le croire. Dans les années 80, l'opinion publique, militants socialistes en tête, s'est interrogée pour comprendre pourquoi le gouvernement ne relançait pas l'économie face à la montée du chômage. La réponse est simple: c'était impossible. Disons plutôt que c'était impossible compte-tenu des contraintes monétaires que le gouvernement socialiste se laissait imposer par ailleurs. Pourquoi?

Les techniques classiques de relance, par un allègement de la fiscalité, par des primes diverses, par de l'investissement supplémentaire, par une augmentation des salaires...se traduisent par de l'argent complémentaire donné à l'économie. Or, si l'on injecte aujourd'hui 100 francs dans l'économie française pour relancer l'activité, 25 vont partir à l'étranger. Cela va provoquer un déficit de la balance des paiements. La relance est bloquée.

Pour ces raisons, nos gouvernements socialistes se croyaient condamnés à l'inaction. Il fallait attendre que d'autres pays que le nôtre relancent leur économie. Qui pouvait le faire? Les pays à balance des paiements excédentaire. Les autres étaient bloqués, comme la France, par la même contrainte. L'Allemagne aurait pu le faire. Mais ses autorités monétaires indépendantes s'y sont opposées. Le Japon était et est toujours largement excédentaire. Mais il achetait tellement peu de produits à l'étranger qu'une relance chez lui n'avait pas de grande incidence dans les autres pays.

On voit ainsi apparaître l'idée que le niveau de chômage d'un pays n'est pas lié à sa taille, à son niveau d'inflation, à la force de sa monnaie, à son degré de libéralisme, au travail des femmes, à l'âge de la retraite, à la durée du travail, que sais-je encore. **Le niveau de chômage d'un pays est avant tout lié à ses capacités exportatrices.** Car c'est le volume des exportations d'un pays qui plafonne le volume global d'activité auquel il peut prétendre.

Puisque les consommateurs, libres de leurs choix, déterminent le niveau des importations, il reste aux pouvoirs publics à stimuler les exportations. Dans ce but, la grande idée qui leur a été soufflée par les

financiers est de faire ce que l'on appelle la "désinflation compétitive". Ces mots étaient très à la mode jusqu'aux élections de 1993. On les utilise moins depuis, mais la politique reste la même dans ses grandes lignes. Il s'agit d'avoir une inflation plus faible que nos concurrents, de telle sorte que les prix de revient des matériels que nous exportons augmentent moins vite que les prix de revient des matériels exportés par eux. Les produits français devenant ainsi plus compétitifs d'année en année, l'idée est de parvenir à accroître progressivement nos exportations au détriment de nos concurrents. Ce qui permettrait de placer l'activité économique française sur une orbite supérieure et donc de créer des emplois.

Raisonnement parfaitement cohérent, à la logique duquel je souscris. A une réserve près cependant: on ne peut prétendre exporter davantage vers des pays dont la balance des paiements est déjà déficitaire. C'est une ambition aussi vaine que celle du commerçant qui cherche à vendre à quelqu'un qui n'a plus d'argent. Chacun aura compris en effet que la contrainte de la balance des paiements que nous venons de décrire s'applique autant aux autres pays qu'à la France. Il est donc irréaliste d'espérer prendre un avantage significatif sur nos pays voisins, qui sont le plus souvent dans une situation analogue de la nôtre. La désinflation compétitive aurait un sens si notre ambition, et avec nous celle de nos partenaires européens, était de prendre un avantage sur les pays structurellement excédentaires comme le Japon. Mais cette autre ambition est tout autant irréaliste: la hausse des prix au Japon est tellement basse qu'il n'est guère envisageable de faire vraiment mieux...

Nos gouvernants et ceux qui les conseillent n'ont apparemment pas vu cet obstacle majeur. Présentée par les autorités monétaires comme une panacée pour résorber le chômage, la lutte contre l'inflation est ainsi devenue l'alpha et l'oméga de la politique économique. L'ennui est que les mesures de lutte contre l'inflation sont largement incompatibles avec une activité économique soutenue. En particulier le maintien de taux d'intérêt élevés qui asphyxient l'économie tout entière.

L'opinion publique ne voyait pas que l'objectif de la désinflation compétitive était irréaliste. Mais elle voyait bien que l'on ralentissait l'économie alors qu'il aurait fallu la relancer. On a donc cherché à donner une explication cohérente. Le mot "crise" était un superbe paravent. Il plaçait les responsabilités ailleurs. Et en attendant "la fin de la crise", l'expression fétiche était "assainir notre économie". Pour être fin prêts le jour J. Il faut être un grand technocrate financier et n'avoir jamais mis les pieds dans une entreprise pour estimer qu'une économie s'assainit quand des dizaines de milliers d'entreprises disparaissent et que les autres diminuent leurs investissements!

La contrainte de la balance des paiements a amené les autres pays européens à réagir de deux manières différentes:

- un certain nombre d'entre eux se sont lancés dans la même politique de désinflation compétitive que nous. Rendant inutiles nos efforts respectifs. Nous aurions quand même pu le prévoir. Sauf à avoir cru que les pays concurrents étaient plus bêtes que nous, ce qui pour un chef d'entreprise une attitude à bannir systématiquement tant cette vanité fait commettre de dramatiques erreurs...

- quant aux pays qui, comme l'Espagne, n'ont pas pu maîtriser leur inflation comme nous, la contrainte de leur balance des paiements les a obligés à dévaluer leur monnaie, rendant ainsi inutile nos propres efforts. Ironie de l'histoire, cela s'est produit au moment où la dernière hypothèque sur le traité de Maastricht était levée avec le "oui" au référendum français...

La contrainte de la balance des paiements démontrait une nouvelle fois qu'elle n'était pas durablement contournable. Elle est née du développement des échanges internationaux. Elle est devenue une donnée essentielle des mécanismes de l'économie mondiale.

## LES LIMITES DES SERVICES.

### Un rêve fou.

Essayons de replonger dans le rêve que nous faisons il y a peu de temps encore. L'an 2000, comme on l'imaginait.

Chacun exerce le métier qui lui plaît et qu'il a choisi librement. Professions libérales, fonctionnaires, commerçants, financiers, prestataires de service...Quelques agriculteurs, pour maintenir nos campagnes en ordre. Et pas d'industrie: il y a tant de pays dans le monde qui souhaitent produire et dont la main-d'œuvre est bon marché!

N'était-il pas un peu celui-là, notre rêve? Un exemple particulièrement significatif. Dans les jours qui ont suivi sa nomination comme Premier Ministre, Edith Cresson a annoncé son intention de "muscler l'industrie, pour développer l'emploi". Réaction immédiate de Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, sur une radio périphérique: "Elle se trompe de siècle!". C'était un cri du cœur. L'expression spontanée de notre rêve collectif.

Mais ce rêve est irréalisable. Et l'on sait bien pourquoi. Nous l'avons longuement expliqué au chapitre précédent. En schématisant, la France doit gagner par ses exportations autant de devises que les consommateurs français lui en font dépenser pour acheter les produits étrangers.

Il nous faudra toujours produire. Autant que ce que nous voudrions consommer. Il n'y a pas de miracle en économie. Voilà pourquoi **l'an 2000 ne sera pas comme les Français l'auraient souhaité: une société de services, qui les mette tous à l'abri de la pression internationale sur les salaires et les conditions de travail.**

On connaît les remarquables performances françaises en matière d'exportation de services. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas se procurer les devises nécessaires à ses achats de produits étrangers par des exportations de services?

Il faut se remémorer ici la classification que nous avons faite précédemment entre différents types de services. Quels sont les principaux pourvoyeurs de devises? Les transports. Les services qui s'apparentent à des produits. Et le tourisme.

Il est clair que notre aspiration collective à travailler dans les services ne porte pas vraiment sur ces services-là, les services exportateurs, qui sont bien évidemment soumis à la concurrence étrangère. Elle porte avant tout sur les services qui se rendent sur place et qui, bénéficiant de ce fait de la protection sociale nationale, sont peu soumis à la pression de la concurrence internationale: services publics, santé, assurances, banques...Une banque étrangère en France par exemple ne crée pas une véritable concurrence internationale en ce sens que tout ce qui compose son produit est soumis à la réglementation française: salaires minimaux, durée du travail, congés, retraites, impôts, charges, taxes, frais financiers...Le transporteur routier français doit lui affronter les transporteurs britanniques ou des pays de l'Est. Quant au salarié de l'industrie, il est confronté aux performances des pays d'extrême-orient.

En revanche, les services de proximité, qui attirent les Français, ne peuvent pas apporter les devises dont nous avons besoin. Cela n'empêche naturellement pas de chercher à développer ces emplois, bien au contraire. Mais est-ce une affaire facile?

### La solvabilité des services aux particuliers.



Les services aux particuliers suscitent de nombreux espoirs de créations d'emplois. C'est d'abord à eux que l'on pense quand on parle du "formidable gisement d'emplois de proximité". Il est vrai que l'on imagine sans peine de nombreux services qui pourraient être rendus aux particuliers et qui correspondent à un besoin réel: garde des enfants, entretien de la maison, aide aux personnes âgées, surveillance des biens, livraisons à domicile, protection de l'environnement...

Mais sont-ils solvables? Telle est la question qui est souvent posée, en particulier par ceux qui se méfient spontanément d'une idée trop belle et trop simple pour être réaliste.

Solvables pour qui? Pour la nation? Ils le sont bien évidemment, puisqu'à l'évidence, notre pays a les moyens de les financer: il en supporte déjà le coût par l'intermédiaire des cotisations d'assurance-chômage, versées à des personnes improductives pour la collectivité.

La question de la solvabilité est une question pernicieuse. Elle met en avant la contrainte des modalités de financement, toujours difficiles à définir, ce qui peut laisser croire que l'on n'est pas assez riche pour réaliser tel ou tel projet. Mais la contrainte financière n'est le plus souvent qu'apparente. En particulier, une nation est toujours assez riche pour s'offrir des biens réalisables par sa propre main-d'œuvre. Seule une insuffisance de devises peut constituer dans ce cas une véritable contrainte financière.

En réalité, la solvabilité est rarement une question financière. C'est la plupart du temps une question de préférences individuelles. Avec l'argent dont je dispose, suis-je décidé à satisfaire ce besoin? Telle est la réelle question économique. Cela me plairait de l'avoir, mais je ne suis pas prêt à sacrifier d'autres dépenses. Voilà ce qui rend un besoin insolvable. Il y a trop peu de particuliers prêts à en payer le prix. Voilà ce qui rend un projet irréaliste.

Mais pourquoi faudrait-il faire payer le coût des nouveaux services de proximité à ceux qui en bénéficieront? La question est d'autant moins saugrenue qu'il y a en France plus de 3 millions de personnes "payées à ne rien faire". Pourquoi ne pas leur demander de remplir ces tâches, gratuitement? Cela leur donnerait une activité et un rôle social, dont tous les spécialistes soulignent l'importance pour l'équilibre psychique des individus. Cela rendrait bien service aux autres. Et cela ne coûterait pas plus cher à la collectivité. Pourquoi ne pas le faire, puisque tout le monde serait gagnant?

La question a été posée par une jeune écologiste au Premier Ministre M. Balladur lors d'un débat télévisé en avril 1994. Il n'a pas répondu. Il est vrai que la question est aussi simple que la réponse est compliquée. Essayons pourtant d'y répondre clairement. Car la question se pose, en effet. Et de nombreuses personnes la formulent.

La première raison, sans doute inavouable par les hommes politiques, est de craindre que, très vite, ceux qui exerceront ces activités demanderont à être rémunérés comme les autres. A sortir du mode de rémunération dégressif de l'assurance chômage. Voire bénéficier d'un statut de fonctionnaire. Cette crainte est certainement fondée. Comment résister à l'argumentation "même travail, mêmes horaires, mêmes salaires"?

Or l'augmentation du nombre des fonctionnaires pénalise l'emploi. L'expérience en a été faite pendant les deux premières années du premier septennat de M. Mitterrand. D'autant qu'en l'espèce le financement de l'assurance-chômage est assuré directement par les entreprises.

La deuxième raison est que nombre de ceux qui nous dirigent caressaient et caressent peut-être encore l'espoir qu'une reprise prochaine de l'activité économique venue d'ailleurs nous permettra de résorber le chômage autrement qu'en augmentant le nombre de fonctionnaires. C'est l'effet psychologique du mot "crise" que l'on répète inlassablement, comme pour se rassurer. Car toute crise a une fin. On finit par y croire. Mais pourra-t-on sortir de la "crise" sans rien faire d'autre qu'en attendre la fin? Pour ma part, je n'y crois pas. Car nous ne sommes pas en réalité confrontés à une crise. Nous subissons les conséquences durables d'une inadaptation profonde de notre société à la nouvelle donne économique mondiale.

Il faut en outre rejeter l'idée que l'on pourrait confier ces tâches aux demandeurs d'emplois à titre provisoire et tant qu'ils sont au chômage, en attendant la fin de "la crise". Car nous ne sommes pas en situation d'équilibre, avec une masse fixe de chômeurs: nous sommes en train de nous enfoncer dans le chômage. **Et il faut non seulement occuper les demandeurs d'emplois, mais il faut aussi et en priorité arrêter de nous enfoncer.**

## L'entrave économique.

Un service est souvent une tâche qui peut être réalisée par soi-même. Pour être obligé d'en confier l'exécution à une autre personne, il faut que certaines conditions soient remplies. Par exemple:

- que le travail nécessite une compétence particulière. Pour dépanner un certain type de matériels par exemple. Mais s'il s'agit de matériels produits en grande série - appareils électroménagers, appareils photographiques, matériels électroniques...- le prix de la réparation est souvent trop élevé par rapport au prix du matériel neuf.
- qu'il demande un équipement spécifique, des outils en particulier. Mais le développement du temps libre et le faible coût des produits manufacturés font qu'il devient facile pour un particulier de se procurer en location ou à l'achat des outillages performants et faciles à utiliser.
- que l'on n'ait pas envie de travailler encore en rentrant chez soi. La réduction de la durée du temps de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'allongement des congés, sont autant de facteurs qui réduisent le besoin d'appel à des services.

Il y a là un premier frein au développement des activités de services.

Si le choix de faire soi-même ou de faire faire par autrui se pose, le coût du service va alors intervenir dans la décision. Dans ce cas, le niveau des charges et de la fiscalité qui pèsent sur la main-d'œuvre deviennent prépondérants. Imaginons un salarié ayant des revenus nets de 40 F de l'heure. Il songe à faire appel à un peintre en bâtiment pour son habitation. Le peintre qu'il contacte gagne lui-aussi 40 F nets de l'heure. Mais il demandera aux environs de 120 F de l'heure à notre salarié. Pour couvrir les 40 F de revenus nets, les charges sociales, les taxations diverses et ses différents frais (outillages...). Le salarié trouve que cela fait beaucoup. Il calcule que, même si le peintre fait en deux jours ce qui lui en demandera trois, il a tout intérêt à prendre un congé sans solde pour faire le travail lui-même. Il faudrait que le peintre puisse faire le travail en un seul jour pour que le choix devienne indifférent, mais cette hypothèse est improbable.

Notre salarié va dans ces conditions remettre la décision à plus tard. Tout le monde y perd naturellement: l'habitation n'est pas repeinte, le peintre n'a pas obtenu le travail escompté et les caisses publiques n'ont pas encaissé les recettes potentielles.

Cette situation constitue un frein considérable au développement de l'emploi. Elle est due au poids excessif des charges sociales et de la fiscalité qui pèsent sur la main-d'œuvre. Elle est aussi la conséquence de la faiblesse des prix des matériels par rapport au coût de la main-d'œuvre. Songeons qu'une coupe de cheveux, qui occupe une personne pendant une demi-heure, qui consomme un peu de shampooing et qui use à peine une paire de ciseaux, coûte le même prix qu'un aspirateur portable, qui demanderait plusieurs années pour être réalisé très grossièrement par un seul homme... On pressent qu'il y a là une situation tout à fait anormale, malsaine.

C'est malsain en effet. **La différence considérable entre le prix de certains produits importés et le coût de notre main-d'œuvre et des charges qui pèsent sur elle est une des causes essentielles du chômage qui est en train de détruire notre société.** Car elle freine considérablement le développement des services aux particuliers.

C'est pour cela que le remplacement par une augmentation de TVA de tout ou partie des charges et des impôts pesant sur la main-d'œuvre serait une mesure particulièrement efficace pour résorber le chômage. Car elle jouerait sur les deux tableaux: diminution du coût global du travail et augmentation du prix des produits importés. On y reviendra au chapitre 5.

## Chapitre 4

### **QUELQUES REFLEXIONS COMPLEMENTAIRES.**

*Du bon usage des monnaies.  
Les dangers du protectionnisme.  
Utiliser l'argent public pour l'emploi.*

## DU BON USAGE DES MONNAIES.

### Le rôle de la monnaie nationale.

La monnaie a d'abord été le moyen de passer du simple troc à des transactions qui impliquent plus de deux intervenants: au lieu d'échanger des pommes de terre contre un soc de charrue, la monnaie a permis à l'agriculteur de vendre ses pommes de terre à un intermédiaire et d'acheter le soc de charrue à son fabricant. En instaurant une valeur de référence, une unité de mesure commune, elle a grandement facilité le développement des échanges. Le commerce était né. Et avec lui la possibilité donnée aux hommes de se spécialiser pour être plus efficaces.

Après avoir gagné la confiance des acteurs économiques, la monnaie a permis de décaler dans le temps les transactions les une par rapport aux autres. L'agriculteur pouvait vendre sa récolte quand elle était prête et mettre un peu d'argent de côté pour se procurer plus tard un soc de charrue. L'épargne était née. Et avec elle le crédit, nécessaire pour financer les investissements. La base du progrès technologique, de la créativité, était jetée.

Les qualités demandées à la monnaie nationale ont évolué dans le temps. Au départ, il fallait qu'elle soit acceptée par tous comme moyen d'échange. Les pièces d'or se sont ainsi imposées naturellement. Lorsque son usage a été généralisé, l'important était qu'elle inspire une confiance suffisante pour encourager l'épargne. La maîtrise de l'inflation était alors indispensable. Avec la constitution d'un système bancaire puissant, qui s'est placé en position d'intermédiaire pour les transactions, l'épargne et le crédit, c'est la confiance dans les banques qui devenait essentielle.

Grâce à un équilibre entre la hausse des prix et les intérêts servis aux épargnants, il est devenu désormais possible de piloter le développement de l'économie au mieux des désirs de la collectivité. Mais le contrôle démocratique est absolument indispensable pour définir l'équilibre souhaitable. Ce n'est pas un choix technique, mais politique. Il est clair qu'une inflation trop forte décourage l'épargne. Il est clair également que des taux d'intérêt trop élevés permettent aux épargnants de s'enrichir sans rien faire, en particulier de s'enrichir sans prêter leur argent aux acteurs économiques qui créent de la richesse pour tous. Les choix techniquement possibles sont nombreux. Mais leurs conséquences ne sont pas les mêmes politiquement. On ne peut donc laisser à des spécialistes le soin de faire ces choix sans contrôle démocratique.

Il faut revenir aux objectifs prioritaires. **L'économie doit être au service de l'homme. La finance doit être au service de l'économie. Et non pas le contraire, comme nous le vivons.** Le Général de Gaulle disait: ce n'est pas à la Corbeille que se fait la politique de la France. Il n'y a pas si longtemps, l'un des objectifs prioritaires des socialistes était de contrôler les pouvoirs financiers: jusqu'à leur arrivée au pouvoir en 1981. Les temps ont bien changé!

La monnaie n'est rien d'autre qu'un outil. Comme l'invention de la roue a permis un véritable développement des transports, celle de l'imprimerie un véritable transmission du savoir et de l'expérience, l'invention de la monnaie a permis le développement des échanges et des investissements. La monnaie est un outil qui, comme les autres, doit être mis au service d'objectifs. En l'occurrence des objectifs économiques, eux-mêmes au service des objectifs politiques.

### Les taux de change.

Le système monétaire international est l'ensemble des règles et des mécanismes qui régissent les

échanges des monnaies nationales entre elles. Quel rôle faut-il lui assigner? Avant tout de favoriser les échanges internationaux. En l'absence de légitimité démocratique supra-nationale, on ne doit pas lui en demander davantage. On ne peut pas en particulier lui demander d'arbitrer entre la consommation et l'épargne au niveau mondial. D'ailleurs, les besoins en la matière sont tellement différents d'un pays à l'autre que la seule politique mondiale qui ait un sens est la juxtaposition des politiques nationales. On doit en revanche lui demander de perturber au minimum les politiques nationales de contrôle de l'inflation, de l'épargne et du crédit.

Pour favoriser les échanges internationaux, il faut faciliter la conversion des monnaies nationales entre elles. C'est là qu'interviennent les taux de change.

Si, lors d'un séjour à l'étranger, nous voulons acquérir un produit ou bénéficier d'un service, nous devons échanger nos Francs contre la monnaie du pays sur la base du taux de change en vigueur. Ce taux de change nous permet ainsi de porter un jugement sur les prix des produits et des services dans ce pays. En son absence au contraire, nous serions totalement incapables de porter une telle appréciation. Ce qui est vrai pour le prix des produits et des services reste vrai pour les coûts, en particulier les salaires. Il n'y a aucun autre moyen de comparer les salaires entre deux pays que de passer par l'intermédiaire du taux de change en vigueur. Quand on dit par exemple que les salaires en Chine sont en moyenne 30 fois plus faibles qu'en France, c'est le résultat d'un calcul impliquant inévitablement le taux de change. Cela ne signifie absolument pas que le niveau de vie du salarié chinois est 30 fois plus faible que le niveau de vie du salarié français. Si par exemple les produits consommés par les salariés chinois sont en moyenne 5 fois moins chers qu'en France, leur niveau de vie est seulement 6 fois plus faible que le niveau de vie des salariés français.

On comprend ainsi le caractère largement artificiel des comparaisons internationales. Que le taux de change varie, par exemple après une dévaluation qui peut être décidée à tout moment par un gouvernement, et tous les produits du pays qui nous paraissaient relativement chers deviennent du jour au lendemain bon marché. **Il n'y a en réalité aucune manière correcte de comparer les prix et les coûts entre deux pays.** Les seuls points fixes en la matière sont les suivants:

- dans un pays étranger, le prix des produits fabriqués à l'extérieur de ce pays resteront les mêmes pour le touriste, quel que soit le taux de change. Par exemple, les dépréciations successives et la dévaluation de la Peseta n'ont jamais changé le fait que le touriste français n'a jamais eu intérêt à acheter en Espagne des produits électroniques japonais: ils y ont toujours été au même prix qu'en France.
- dans son propre pays, une dévaluation ne change rien au coût des produits nationaux. En revanche, elle entraîne une hausse presque immédiate des produits fabriqués à l'étranger. C'est là tout l'intérêt d'une dévaluation: elle renchérit dans le pays qui dévalue les produits fabriqués à l'étranger, et elle rend plus compétitifs à l'exportation les produits nationaux. La France ne s'est pas privée de recourir à cette solution pendant les deux septennats les plus prospères: ceux du Général de Gaulle et de Georges Pompidou.

De bons esprits ont jugé nécessaire de sortir de cette incertitude en décrétant que les taux de change devaient être fixes. Deux arguments principaux ont été utilisés.

Le premier était de remarquer que si un pays pouvait dévaluer pour retrouver une compétitivité perdue, rien n'empêchait un autre pays de faire la même chose. On risquait ainsi d'entrer dans une succession sans fin de dévaluations compétitives qui s'annuleraient les unes les autres et qui n'auraient d'autre résultat que de créer une grande instabilité mondiale. Cette crainte est parfaitement fondée.

Le deuxième argument utilisé était de dire que le commerce international a besoin pour se développer de taux de changes fixes. Cet argument est en revanche faux. Expliquons pourquoi.

Ce dont a besoin un importateur, un exportateur ou une société multinationale pour développer ses activités, c'est de stabilité des prix. L'industriel français qui veut essayer d'exporter dans un nouveau pays doit d'abord dépenser de l'argent: études, voyages, documentations, prix de lancement... Ces dépenses doivent pouvoir être rentabilisées à terme, grâce aux exportations escomptées vers ce pays pendant cinq ans par exemple. Il faut donc que pendant cinq ans, les prix de ses produits rendus dans ce pays restent stables. Si l'industriel craint une dévaluation du pays en cause qui donnera à un concurrent local un avantage décisif sur les prix, il hésitera à investir, à juste titre.

**Mais stabilité des prix ne veut pas dire fixité des taux de change, au contraire. Cela veut dire des taux de change qui évoluent régulièrement pour compenser les écarts d'inflation entre les deux pays.** En effet, l'évolution du prix d'un produit rendu à l'étranger dépend à la fois de la hausse des prix dans

le pays producteur et de l'évolution du taux de change entre les deux pays.

L'Espagne était dans les années 70 un pays très bon marché pour les français: la nourriture, les boissons, les hôtels étaient très intéressants au taux de change Franc - Peseta. Malgré une hausse annuelle des prix espagnols supérieure à la hausse des prix français, l'attraction de l'Espagne pour le touriste français se maintenait, grâce à une dépréciation régulière de la Peseta. L'une compensait l'autre.

Les choses ont changé lorsque l'Espagne est entrée dans le marché commun: elle s'est alors engagée à ne plus dévaluer la Peseta. Mais cela n'a pas empêché l'inflation d'y rester plus élevée qu'en France. Si bien qu'en quelques années, à cause de cette hausse des prix plus importante qu'en France non compensée par une dépréciation de la Peseta, le tourisme en Espagne est devenu aussi cher que chez nous.

Simultanément d'ailleurs, et exactement pour les mêmes raisons, les produits industriels et agricoles que l'Espagne exportait sont devenus trop chers. La fixité des taux de change a fortement perturbé le commerce international espagnol.

### Vers une monnaie unique?

Après avoir souligné au chapitre précédent la lourde contrainte pour chaque pays que constitue sa balance des paiements, après avoir montré plus haut que la fixité des taux de change n'était ni possible, ni souhaitable entre pays ayant des politiques ou des résultats économiques différents, il faut naturellement dire quelques mots d'une monnaie unique, européenne ou mondiale. Car l'instauration d'une telle monnaie ferait disparaître immédiatement les contraintes des balances des paiements et les inconvénients des taux de change. Alors, pourquoi pas?

Il faut bien comprendre que ces deux problèmes, qui se présentent comme des problèmes monétaires, sont en réalité des problèmes économiques, que l'existence de monnaies différentes entre pays permet de mettre en évidence. Un déficit de la balance des paiements traduit une insuffisance des ventes d'un pays vers l'étranger par rapport à ses achats depuis l'étranger. Ce déséquilibre doit être en tout état de cause corrigé, sous peine d'amener les entreprises du pays déficitaire à la faillite. De même, les prix de revient d'une entreprise, d'une région ou d'un pays peuvent augmenter plus vite que ceux d'une autre entreprise, d'une autre région ou d'un autre pays. Mais s'ils sont en concurrence, ils doivent très vite corriger ces écarts sous peine de disparaître.

La suppression des monnaies différentes ne résoudrait en rien ces problèmes économiques. Elle les masquerait sans les supprimer. Ce n'est pas en cassant le thermomètre que l'on fait tomber la fièvre. Au contraire, l'absence de thermomètre empêche de prendre à temps les mesures correctrices qui s'imposent. Les grands groupes de sociétés laissent des comptes isolés à toutes leurs filiales. La raison n'est pas seulement légale. Des comptes séparés permettent de mettre en évidence les problèmes de gestion de chaque unité et de les corriger au plus vite.

De plus et surtout, une monnaie unique enlèverait un moyen pour porter remède aux contraintes douloureuses dévoilées par les balances des paiements. **L'existence de différentes monnaies, au lieu d'être un handicap, fournit au contraire de précieux indicateurs qu'il faut surveiller de près. Et l'existence de taux de change un remède puissant qu'il faut vouloir utiliser.** On développera ce point au chapitre 5.

Les problèmes fondamentaux ne sont pas monétaires. Ils résident dans les différences économiques entre pays. La mise en place d'une monnaie unique ne peut pas gommer ces différences. L'unification monétaire de l'Italie n'a pas empêché le sud de se vider au profit du nord, au contraire. Celle de la France n'a pas empêché Paris de se gonfler démesurément au détriment de la province.

## LES DANGERS DU PROTECTIONNISME.

### **Les fermetures d'entreprises et les délocalisations.**

Nous connaissons en France depuis bien longtemps des suppressions d'emploi dans un lieu donné. L'exode rural en est un exemple, le premier sans doute dans l'ordre chronologique. Et le premier par son ampleur. C'est-à-dire par le nombre de personnes touchées. Si malgré cette ampleur, l'exode rural s'est déroulé sans grand drame social, c'est parce que l'agriculteur qui renonçait à poursuivre ses activités, le fils d'agriculteur qui préférait vendre les terres héritées plutôt que de prendre la relève familiale, prenaient leur décision isolément, chacun à son tour. La cause était pourtant la même pour tous. Ils préféraient exercer une autre activité "en ville", le plus souvent parce que la poursuite de l'activité agricole ne leur aurait pas procuré un revenu suffisant.

Il y a eu ensuite les fermetures d'entreprises industrielles, supprimant des dizaines ou des centaines d'emplois dans une même agglomération, parfois brutalement. Les mines de charbon dans le Nord, la sidérurgie en Lorraine, la construction navale à Marseille, en fournissent des exemples. On a découvert à cette occasion que les entreprises sont comme les humains. Qu'elles naissent et qu'elles grandissent, certes, mais qu'elles finissent aussi par mourir un jour. Certains ne l'ont jamais accepté. C'est pourtant un phénomène à peu près inévitable: comment imaginer qu'une entreprise fabriquant des roues de carrosses au XVIIIème siècle puisse exister encore en 1994?

L'exode rural, les fermetures d'entreprises, continuent d'exister. Mais jusqu'à la fin des années soixante, cela n'entraînait pas de chômage global. Les salariés de telle ou telle ville étaient certes parfois obligés de déménager, voire de "monter à Paris" pour retrouver un emploi. Cela créait souvent de véritables traumatismes individuels ou familiaux. Mais celui qui voulait retravailler le pouvait. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La raison en est que les créations d'emplois ne compensent plus le phénomène naturel des pertes d'emploi localisées. Tel est le véritable phénomène nouveau. Comment l'expliquer?

Ce n'est pas parce que les besoins sont satisfaits et qu'il n'y a plus rien à produire, comme on l'a vu au chapitre 2. Cela tient au fait que les besoins nouveaux sont trop souvent satisfaits par des produits fabriqués dans d'autres pays que le nôtre. Les délocalisations, c'est-à-dire le transfert pur et simple d'activités depuis la France vers des pays où la main-d'œuvre coûte moins cher, en est l'illustration la plus visible. Si les demandeurs d'emploi français partaient en extrême orient, comme leurs parents sont partis en région parisienne, ils y découvriraient de nombreuses possibilités de retravailler. Mais comment pourraient-ils partir avec leur famille dans un pays dont ils ne parlent ni ne comprennent la langue? Où ils n'ont aucun cousin, même lointain, qui puisse les accueillir et les conseiller? Où ils devront ensuite être en concurrence avec des gens qui ont une culture toute différente de la leur?

**Le grand changement de cette fin du XXème siècle n'est pas dans les mécanismes économiques, qui restent les mêmes. Il est dans un changement d'échelle. Auparavant, les emplois perdus dans certains secteurs réapparaissaient dans d'autres villes et dans d'autres secteurs, mais en France. Désormais, ils réapparaissent dans d'autres pays.**

Nous avons été incapables à l'époque d'empêcher le gonflement démesuré de la région parisienne. Tout le monde s'en plaignait pourtant. La solution ne passait évidemment pas par le maintien en survie artificielle des emplois provinciaux, comme le demandaient d'une manière utopique certains. Il fallait utiliser les mécanismes économiques pour favoriser la création en province des emplois nouveaux. Les hauts fonctionnaires parisiens qui dirigeaient notre pays ne l'ont pas voulu. Ils faisaient même le contraire. J'ai commencé à écrire en 1978, quand j'étais conseiller technique du Directeur du Budget au Ministère des Finances, un rapport sur les transferts géographiques de l'argent public. Il mettait vite en évidence que, malgré l'existence d'un Aménagement du Territoire qui avait toutes ses lettres de noblesse, la province finançait la région parisienne dans le domaine des investissements de transports. Je n'aurais eu aucun mal

à montrer la même chose dans le domaine de la recherche publique, deuxième secteur essentiel pour la création d'emplois. On m'a gentiment prié d'arrêter là ce travail.

Serons-nous capables d'arrêter les transferts d'emplois depuis notre pays vers les pays étrangers? Les difficultés sont les mêmes. Empêcher par la contrainte des lois les entreprises françaises de se délocaliser est une idée utopique. En admettant que l'on s'en donne les moyens juridiques, on n'empêcherait pas les entreprises étrangères de le faire. Les entreprises françaises mourraient au lieu de s'expatrier: le résultat en termes d'emplois serait pire. Il faut créer les conditions économiques nécessaires pour gagner, ou à tout le moins pour ne pas perdre, la bataille mondiale de la production. Mais ces mêmes hauts fonctionnaires qui continuent de diriger la France le veulent-ils vraiment? Ils étaient peu sensibles aux problèmes de la province. Ils ne le sont pas beaucoup plus à celui des chômeurs. Il est vrai que leur statut les protège à jamais du chômage...

### **La tentation protectionniste et l'enrichissement de l'occident.**

A ce stade de l'analyse, bien des lecteurs pensent sans doute qu'il est nécessaire d'instaurer un protectionnisme efficace pour sortir de l'impasse. Il est certain que des mesures protectionnistes apporteront une solution réelle. L'instauration de droits de douanes conséquents ou de contingents d'importations sur les produits étrangers permettrait de recréer des emplois en dopant la consommation de produits nationaux. Ce n'est guère contestable.

A la condition toutefois que cela n'entraîne pas des mesures de rétorsion trop sévères de la part des pays visés. De telles mesures pourraient nous faire perdre autant d'emplois sur les produits que nous exportons que nous en gagnerions sur les autres. Cette conséquence fâcheuse n'est pourtant pas inévitable. Correctement choisies, des mesures protectionnistes peuvent avoir des effets nettement positifs, malgré les rétorsions à en attendre. Les pays occidentaux auraient par exemple tout à gagner à taxer les produits japonais jusqu'à ce que les excédents commerciaux de ce pays aient été durablement résorbés. Des barrières supplémentaires mises par les japonais pour gêner la pénétration des produits occidentaux ne changeraient pas grand chose à la situation actuelle...

Nous ne nous étendons pas ici sur les difficultés pour mettre en place de telles mesures. Elles sont grandes. La suppression des contrôles aux frontières situées entre les pays de la Communauté interdit en pratique toute mesure de ce type qui ne serait pas prise simultanément dans tous les pays de l'Europe. Les chances de parvenir à une telle décision collective sont faibles. En admettant même qu'un tel accord puisse être trouvé pour certains produits en provenance d'un pays particulier, il resterait à prouver l'origine géographique des produits en question. Encore une opération particulièrement délicate: la plupart des groupes industriels possèdent aujourd'hui des usines réparties dans différents pays du monde...

Avant de mettre en place de telles mesures, il faut surtout se rappeler ce que le libre-échange des produits entre nations nous a apporté. Et éviter de jeter le bébé avec l'eau du bain. Nous devons en particulier ne pas oublier les raisons qui ont permis à notre niveau de vie de s'accroître régulièrement pendant plus de trente ans - les trente glorieuses.

Une des raisons en est l'amélioration constante de la productivité dans les entreprises françaises. Cette productivité croissante a été obtenue grâce à des investissements importants, en particulier de machines-outils, de moyens de télécommunication...Grâce aussi à une amélioration constante de la compétence des hommes, leur permettant de réaliser leur travail de manière plus efficace, plus rapide.

Mais c'est dû aussi, et surtout, au fait que les pays du tiers-monde se sont développés et sont devenus capables de réaliser des produits qui nous intéressaient. Nous avons alors largement bénéficié de leurs très faibles coûts de fabrication. Tout comme le niveau de vie des seigneurs du Moyen-Âge n'a pu vraiment augmenter que lorsque le tiers-état s'est mis à travailler efficacement et a donné naissance à une bourgeoisie, de même les pays occidentaux ont vu leur croissance s'accélérer quand ils ont réussi à faire travailler les pays du tiers-monde intelligemment. Disposant d'une population jeune qui ne demandait qu'à apprendre, d'une main-d'œuvre pauvre qui ne demandait qu'à travailler, ces pays se sont progressivement mis à reproduire certains des produits que nous fabriquons, avec des coûts nettement plus faibles. Nous les avons souvent aidés en leur fournissant les machines, les méthodes et les financements dont ils avaient



besoin. C'est ainsi que nous leur avons abandonné la grande majorité des produits textiles.

Au fur et à mesure que leur niveau de vie s'élevait, grâce aux exportations qu'ils faisaient vers nous, ils ont pu progressivement nous acheter des produits plus sophistiqués. Des automobiles par exemple. Ainsi, les salariés du tiers-monde devenaient progressivement des consommateurs, de leurs propres produits et de ceux de l'occident. Cela a permis un fort accroissement des quantités produites en occident. Chacun sait combien ces accroissements permettent de réduire encore les prix de revient, grâce à des économies d'échelle, des automatisations plus importantes, des utilisations plus grandes des machines... Nous avons ainsi profité une deuxième fois du développement des échanges internationaux.

**C'est ainsi que le développement des échanges internationaux est la raison principale de l'accroissement de notre richesse.** Il n'est pas de l'intérêt du monde occidental de freiner le développement du commerce international. Et c'est encore moins de l'intérêt des pays du tiers-monde. Faudrait-il désormais renoncer à ces avantages matériels? Y sommes-nous prêts? Quand on constate la vivacité avec laquelle certaines catégories professionnelles défendent des avantages acquis somme toute mineurs et empêchent ainsi la mise en place de mesures qui contribueraient à l'amélioration de la situation de tous, je doute que telle soit la volonté nationale.

### **Le développement du tiers-monde et la paix mondiale.**

On a profité de part et d'autre de ces échanges. Comme le salarié qui travaille pour un chef d'entreprise travaille aussi pour lui-même, les pays du tiers-monde ont travaillé pour eux en fabriquant pour l'occident. En l'occurrence, les deux parties se sont enrichies. Et certains pays du tiers-monde, notamment en extrême orient, se sont enrichis beaucoup plus vite que ceux de l'occident. Au point de les avoir parfois rattrapé en termes de niveau de vie.

Car en économie, il n'y a pas nécessairement un gagnant et un perdant comme dans le domaine du sport ou de la politique. Dans un échange bien constitué, les deux parties sont gagnantes. Quand un commerçant vend un produit à un client, le premier est content d'avoir gagné de l'argent et le second est content de s'être procuré ce qu'il cherchait.

Mais l'intérêt de maintenir et de développer les échanges entre les pays du monde va bien au-delà des seuls avantages économiques. Le développement des échanges internationaux a contribué davantage à la paix dans le monde que toutes les déclarations des hommes politiques, toutes les constructions d'organisations internationales, tous les traités, toutes les forces de dissuasion. Pourquoi?

Les guerres dans l'histoire avaient souvent pour objectif des conquêtes territoriales. Mais aujourd'hui, quel pourrait-être le but de visées territoriales? Des matières premières? On peut les acheter aux pays du tiers-monde contre des produits manufacturés d'une valeur bien plus grande. Un accès à la mer? La libre circulation des marchandises est désormais quasi-garantie: il y a trop d'interdépendances entre pays dans tous les sens, trop d'intérêts en jeu profitant à trop d'acteurs économiques, pour la remettre en cause. Des conquêtes industrielles? Elles n'ont d'intérêt que si le personnel continue de travailler. La participation active des salariés est indispensable à l'efficacité d'une entreprise. Sinon on ne récupère que des bouches à nourrir mais pas de production compétitive. Des ambitions personnelles? Elles seraient bâillonnées dans les démocraties par le pouvoir économique. Il reste avant tout les fanatismes religieux ou idéologiques.

Mais aucun de ceux qui ont les moyens de déclencher des hostilités militaires n'a aujourd'hui un intérêt économique à le faire. Cela leur coûterait beaucoup plus cher que ce que leur rapporte les échanges avec les autres nations. La conquête d'un territoire ne rapporte plus rien ou presque. Ce qui importe désormais ne sont pas les ressources naturelles, qui sont accessibles à tous à condition d'en payer le prix. Ce qui compte, ce sont les capacités d'un peuple à travailler, à produire. Et chacun sait qu'un peuple ne sera pas efficace sous la menace, sous la contrainte. Vouloir posséder n'apporte rien. Seule compte désormais la capacité à motiver les hommes.

En réalité, le formidable développement des échanges économiques mondiaux a fait beaucoup plus pour la paix que l'ONU, le Traité de Rome ou la déclaration des Droits de l'Homme. Chacun sent bien d'ailleurs que les risques principaux de guerres se concentrent sur les pays qui ne sont

pas entrés dans ce cercle d'échanges: les pays de l'Europe de l'Est par exemple.

Nous vivions au début du siècle dans un monde de nations en concurrence les unes par rapport aux autres. Elles s'appuyaient sur leurs économies pour développer les moyens militaires de conquête de territoires. Les enjeux étaient les ressources naturelles, le nombre de soldats potentiels et les capacités de production de matériels de guerre. On parlait de taille des empires, du nombre d'hommes mobilisables, de productions nationales. Nous sommes désormais dans un monde d'entreprises se faisant concurrence par delà les nations. Les moyens sont l'accroissement des parts de marché. Les enjeux sont le développement des actifs et des bénéficiaires. On doit dorénavant parler de taille des entreprises, de nombre de salariés, de produit national par habitant.

**Le monde n'est plus le théâtre d'une rivalité entre nations pour satisfaire des ambitions économiques. C'est un champ de bataille entre entreprises économiques qui n'appartiennent plus à aucune nation.** L'affrontement n'est plus épisodique, il est permanent. Le sort des citoyens ne dépend plus des militaires et des gouvernants, mais des chefs d'entreprises et des politiques.

Nous avons indiqué au début de ce livre que l'un des grands enjeux de cette fin de siècle était de concilier le droit au travail et l'efficacité du libéralisme économique. Au point où nous en sommes, on comprend que cet enjeu peut s'exprimer différemment: concilier le plein emploi dans tous les pays et le libre-échange international. Concilier le développement du tiers-monde et le maintien de la prospérité de l'occident, en particulier de l'Europe.

S'il n'y avait pas d'autre solution que le protectionnisme pour résorber le chômage, sans doute faudrait-il en venir là. Mais n'y a-t-il vraiment aucune autre solution? C'est ce que nous allons verrons au chapitre 5.

## UTILISER L'ARGENT PUBLIC POUR L'EMPLOI.

"L'incapacité de maîtriser les dépenses publiques  
et les déficits budgétaires qui en résultent  
devient clairement *une maladie grave des démocraties.*"

Jean BRILMAN\*

Le choix entre plus de consommation privée ou plus de consommation publique est un choix politique par excellence. Les options politiques de chacun sont prépondérantes dans ce choix. L'expression "choix de société" est souvent employée à tort et à travers. Mais en l'espèce, c'est certainement une expression qui convient. Le choix dépend d'abord du type de société, ou plus simplement du mode de vie, que l'on souhaite.

Pour trancher ce type de question, le suffrage universel est ce que l'on a inventé de mieux. En ce qui me concerne, je me rallie volontiers au choix de la majorité de mes concitoyens sur une telle question, même si ce n'est pas le mien.

Mais avant le choix de société, il y a des contraintes que l'on peut baptiser techniques et dont il faut absolument tenir compte. Faute de quoi, ceux qui nous gouvernent prennent des mesures qui paraissent s'inscrire dans le type de société qui leur convient mais dont les conséquences pratiques vont dans le sens opposé à celui souhaité. C'est particulièrement visible lorsque, voulant par des dépenses publiques réduire les inégalités sociales, ils provoquent une augmentation du chômage qui est une des pires exclusions.

### **Des bons et des mauvais emplois.**

C'est une idée tentante pour les hommes politiques que de créer des emplois dans la fonction publique. Ne serait-ce que pour en obtenir la reconnaissance des intéressés.

C'était un des points majeurs du programme des socialistes à leur arrivée au pouvoir en 1981. Ils ont aussitôt mis l'idée en pratique: les faits leurs ont vite démontré qu'elle était mauvaise. La leçon a semble-t-il été comprise par les leaders nationaux des grands partis politiques. Pas un aujourd'hui ne propose un tel remède. Mais il n'est pas certain que tous les élus en aient tiré la leçon. En particulier les élus locaux. La croissance des effectifs administratifs locaux sans réelle diminution des effectifs administratifs nationaux est à cet égard particulièrement éloquent.

Pourtant, les mêmes causes continuent de produire les mêmes effets. Les difficultés rencontrées par les industries aéronautiques et spatiales de notre pays en donnent malheureusement une illustration cruelle. Après le formidable déploiement de forces qui a été nécessaire en Irak, après la déstabilisation politique des pays de l'Est et les graves risques militaires qui en découlent, au moment où les pays européens prennent conscience de l'intérêt d'une défense commune, qui peut croire que l'intérêt de notre pays soit de réduire son potentiel de recherche dans le domaine militaire? Quel stratège, quel économiste peut comprendre que la France favorise aujourd'hui la constitution d'un monopole mondial par l'industrie américaine de l'armement?

En réalité, notre pays n'a plus les moyens de faire autrement. Au prétexte de lutter contre le chômage, nous avons accru le nombre de fonctionnaires, en particulier dans l'enseignement. Il faut aujourd'hui réduire le nombre d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers de l'industrie pour pouvoir les payer. La conséquence n'est pas seulement un échange de postes entre la fonction publique et l'industrie de l'armement. Que les hommes politiques aient la liberté de faire de tels arbitrages est parfaitement justifié, pour ne pas dire indispensable.

\* Les clés de la relance. DUNOD 1993.

Mais cet échange de postes a des conséquences graves en termes d'emplois. En réduisant ses commandes à l'industrie de l'armement, l'Etat pénalise fortement les capacités exportatrices de cette industrie: allongement des délais de mise au point de produits nouveaux, retard dans la présentation aux clients étrangers des matériels de série, absence de références auprès de l'armée française, augmentation des prix à l'exportation...

Nous avons expliqué au chapitre sur les balances des paiements comment nos exportations définissaient le niveau d'activité de notre pays, et par conséquent son niveau d'emploi. L'exemple précédent en donne une illustration concrète. Un ingénieur de recherche dans l'aéronautique peut entraîner une vingtaine d'emplois derrière lui si les produits sur lesquels il travaille connaissent un développement industriel et peuvent s'exporter. Car il faudra ensuite du personnel pour les fabriquer, pour les transporter, pour les entretenir...

Ainsi, dans certains domaines, un emploi peut en créer d'autres. C'est le cas dans la recherche, en particulier la recherche appliquée. C'est le cas dans l'exportation, où les devises dégagées permettent de réaliser sans crainte des dépenses d'investissements nationaux. Il y a là un effet multiplicateur d'emplois. Dans la plupart des autres domaines, un emploi n'en entraîne pas d'autre. Un emploi est un emploi. Il est clair que **l'efficacité demande d'utiliser au maximum l'argent public pour créer des emplois à effet multiplicateur**. Se contenter d'emplois sans effet multiplicateur est insuffisant et conduit très vite au chômage. Car il ne faut pas oublier qu'il y a des emplois qui disparaissent. Les entreprises, on le sait, finissent par mourir: c'est une loi naturelle. Il faut donc en permanence mettre en place les emplois qui devront remplacer ceux qui sont appelés à disparaître. Telle est la base d'une politique dynamique de l'emploi.

L'investissement public peut lui aussi être négatif pour l'emploi. En particulier s'il se traduit par des achats importants à l'étranger, ou si, cas fréquent mais moins visible, il va entraîner des déficits de gestion qui devront être financés au détriment de la création d'emplois à effet multiplicateur.

On entend trop souvent, pour justifier des dépenses douteuses, la phrase "cela crée des emplois". Ces mots, imprégnés du bon sens populaire, n'en sont pas moins fallacieux. Il y a des créations d'emplois qui sont nuisibles car elles sont en réalité des destructions d'emplois. En particulier, supprimer des emplois à effet multiplicateur pour les remplacer par des emplois simples est une politique particulièrement néfaste. On ne doit pas dépenser l'argent public n'importe comment pour faire n'importe quoi. Les quelques personnes que cela va nourrir masquent celles qui n'auront plus à manger.

### **Du déficit budgétaire.**

Je ne porte aucun jugement de valeur a priori sur le déficit budgétaire public (Etat, collectivités locales, organismes sociaux, établissements publics...). Il n'est en lui-même ni bon, ni mauvais. Il n'est pas davantage de droite ou de gauche. C'est un paramètre économique parmi beaucoup d'autres. La seule question qui mérite d'être posée est de savoir si, à un moment donné, ce déficit est efficace. Notamment en termes d'emplois.

Il arrive régulièrement aux entreprises privées de se trouver en position de déficit de trésorerie, à cause de difficultés d'exploitation, pour financer des investissements importants ou pour relancer leurs activités. Les banques sont alors sollicitées pour des concours complémentaires. L'entreprise qui obtient ainsi des financements nouveaux devra très vite montrer le bien-fondé de ses prévisions. En particulier ses capacités à rembourser les concours complémentaires accordés. Si l'amélioration des résultats, l'augmentation des marges ou la croissance du chiffre d'affaires escomptées ne sont pas au rendez-vous, l'entreprise devra compresser ses dépenses.

Le déficit de trésorerie est fréquent dans le secteur privé. Mais il n'est jamais durable.

A l'évidence, le secteur public n'évolue pas dans le même cadre. D'abord parce que l'Etat n'a pas en face de lui une banque qui puisse lui refuser des crédits. L'indépendance de la Banque de France ne change rien à l'affaire. Il faudrait avant tout que l'Etat courre le risque de déposer son bilan. Mais ce n'est pas le cas puisqu'il a toute l'attitude pour augmenter les impôts. Si bien que les banques prêtent quand on le leur demande. Et que l'endettement public n'arrête pas d'augmenter.

Ensuite parce que, **vu par un chef d'entreprise, le secteur public utilise fort mal le déficit pour relancer son activité.**

L'économiste Keynes a convaincu de nombreux hommes politiques qu'un déficit budgétaire momentané pouvait être particulièrement utile pour relancer une économie en train de ralentir. L'idée a été expérimentée dans de nombreux pays. Elle y a fait les preuves de son efficacité dans un contexte de ralentissement conjoncturel de l'activité, provoqué par une épargne des consommateurs qui devient trop importante ou par un ralentissement de l'investissement productif des entreprises. Dans ce type de situation, les déficits publics permettent de maintenir le niveau général d'activité et de maintenir le plein emploi.

Mais, même dans ce contexte, la théorie économique comme le plus simple bon sens invitent les pouvoirs publics à utiliser ce déficit de la manière la plus efficace possible, dans des investissements qui préparent l'avenir: développement des réseaux de transports et de communication, recherches sur de nouveaux produits...

Et surtout pas dans l'augmentation du nombre de fonctionnaires. Parce que, comme on l'a vu, cela supprime en réalité des emplois. Et parce qu'il sera impossible ensuite de supprimer les postes créés, ce qui empêchera tout retour à l'équilibre budgétaire. L'embauche de fonctionnaires pour relancer l'économie est aussi absurde que l'alourdissement des frais généraux d'une entreprise en difficulté. Car au lieu de préparer une résorption du déficit, elle le pérennise. Et en le pérennisant, elle l'alourdit. Il faut en effet faire face l'année suivante au même déficit, rembourser au moins une partie des emprunts contractés pour le financer, et payer les frais financiers liés aux emprunts contractés.

Si au contraire l'économie s'essouffle parce que le pays n'exporte pas assez par rapport à ce qu'il importe, utiliser le déficit budgétaire pour relancer n'est plus une opération délicate, mais un contre-sens. Alors qu'il faudrait aller chercher le retour à la croissance dans une relance des exportations ou une reconquête du marché intérieur par les produits nationaux, le déficit public injecte au contraire des liquidités qui vont accroître les importations et aggraver le mal.

J'entends parfois dire que les déficits publics sont une notion abstraite, qui ne concerne pas directement les Français. Que cela concerne les pouvoirs publics. Qu'ils s'en débrouillent.

En réalité, nous sommes directement concernés par deux conséquences au moins. La première est que l'accroissement des dépenses publiques est la contre-partie d'un accroissement des consommations imposées par les pouvoirs publics au détriment des consommations choisies individuellement par chaque consommateur. Cela devrait être la conséquence d'un choix politique, d'un choix de société. En réalité, c'est le plus souvent le résultat d'une incapacité à contrôler les dépenses publiques. Nous revenons sur ce point au paragraphe suivant.

La deuxième conséquence est une absorption d'une grande partie de l'épargne disponible par les organismes publics. Il en résulte une hausse des taux d'intérêts, ce qui entrave lourdement l'activité économique et donc l'emploi, comme nous le verrons au chapitre suivant.

Le lecteur attentif se sera certainement demandé à la fin du chapitre sur la contrainte de la balance des paiements pourquoi la relance est encore qualifiée d'impossible depuis 1993 alors que, surtout grâce à l'augmentation du nombre de chômeurs, notre balance commerciale est redevenue positive. Il faudrait poser la question à M. Balladur lui-même. J'imagine volontiers que le niveau considérable des déficits publics déjà atteint n'autorise aucun déficit complémentaire sans pousser encore davantage à la hausse les taux d'intérêt.

Faute d'avoir, quand il en était encore temps, cherché à alléger la contrainte de la balance des paiements autrement que par des palliatifs, en particulier par le déficit budgétaire et l'endettement à l'étranger, la France a rendu sa situation économique encore plus délicate à redresser ultérieurement.

Car le déficit public, qui peut être un bon instrument de relance à court terme de l'activité économique lorsqu'on part d'une situation équilibrée, ne peut plus servir à cela quand on lui a laissé prendre des dimensions trop importantes.

**Arrêter au moins les gaspillages.**

Sommes-nous inéluctablement entraînés vers un libéralisme dur, qualifié parfois de sauvage, par les

contraintes économiques? Peut-être en effet irons-nous dans cette direction. Mais si nous le voulons bien. Car il n'y a aucun modèle de société imposé par la nouvelle donne économique mondiale.

En revanche, il faut bien comprendre que nous ne pouvons pas tout avoir. Nous ne pouvons à la fois disposer d'une monnaie forte pour acheter à bas prix les produits fabriqués à l'étranger, et bénéficier simultanément de dépenses publiques considérables financées largement par nos entreprises. Il faut savoir choisir. A défaut, ce sont les chômeurs qui font la variable d'ajustement, comme on l'a vu au chapitre sur la balance des paiements. Ne pas choisir aboutit à la pire des solutions, un chômage croissant qui met en péril notre société tout entière.

Qu'il y ait un équilibre à trouver entre le beurre et l'argent du beurre n'est sans doute pas facile à faire comprendre aux électeurs. Puisse ce livre y contribuer. Quant à leur imposer un tel choix, en particulier à ceux qui sont à l'abri du chômage, c'est peut-être impossible. Surtout si les hommes politiques ne leur expliquent rien et se contentent de dissimuler leur inaction derrière l'excuse facile de la "crise". Comment contourner cet obstacle politique? Ne serait-il pas possible de s'en remettre aux mécanismes du marché? Dépenses publiques et importations de produits étrangers ne sont-elles pas après tout deux formes de consommation? N'y a-t-il aucun moyen de faire en sorte que les arbitrages individuels fassent un choix collectif satisfaisant?

Si l'on abandonne le dogme des taux de change fixes, ce qui a par ailleurs d'autres avantages expliqués au chapitre 4, et qu'on le remplace par la fixation des taux de change pour équilibrer les balances commerciales proposée au chapitre suivant, les conséquences néfastes du non-choix entre le beurre et l'argent du beurre ne se manifesteront plus par des chômeurs, mais par des prix de produits étrangers plus élevés. Ce serait déjà un grand progrès.

Mais l'équilibre ainsi obtenu ne serait sans doute pas celui souhaité par la collectivité. Quand je constate la prudence avec laquelle les Français dépensent leurs propres revenus, je doute en effet que la manière dont est dépensé l'argent public corresponde à leur aspiration collective. Restrictions constantes d'un côté, gaspillages flagrants de l'autre: le contraste est frappant. Ne nous étendons pas sur le sujet: un livre entier n'y suffirait pas. Je renvoie le lecteur aux ouvrages déjà cités de Jean Brilman et de François de Closets.

Nous portons tous une part de responsabilité dans cette affaire. Les Français sont friands de subventions de toutes sortes. Sans doute parce qu'ils ont le sentiment, justifié, qu'ils n'ont aucune prise sur la limitation des impôts et prélèvements, les plus actifs d'entre eux essaient d'obtenir qu'il leur en revienne un maximum. A la satisfaction des hommes politiques qui peuvent ainsi se concilier les faveurs des grands électeurs.

Le niveau de dépenses publiques est un authentique choix de société. Le suffrage universel est là pour le faire. Mais **les gaspillages d'argent public ne sont en réalité souhaités par personne. Sachons arrêter leur développement.**

Il est vrai que tout le monde n'est pas d'accord sur ce qui est du gaspillage et ce qui ne l'est pas. Pour moi par exemple, des dépenses de recherche pour développer de nouveaux produits ne sont pas du gaspillage, même si ces recherches échouent, dès lors qu'elles ont été correctement pilotées. Car la retombée en termes d'emplois d'une recherche appliquée qui réussit est telle qu'elle demande que l'on prenne des risques dans ce domaine. L'argent perdu sur le Concorde, même s'il aurait dû être moindre, n'est rien comparé aux emplois développés par les Airbus.

Mais qui peut souhaiter que, sous prétexte de lutte contre le chômage, on continue à dépenser de l'argent public qui en réalité ne sert à rien? Qui peut comprendre par exemple que, faute d'une clarification des responsabilités des collectivités locales, des milliers de fonctionnaires perdent en permanence leur temps à essayer de se convaincre les uns les autres?

Il faut arrêter ces gaspillages. Ils sont une des causes du chômage aujourd'hui parce que l'on ne veut pas faire perdre à ceux qui travaillent leur pouvoir d'achat à l'étranger. Ils ne le seraient plus demain si on laissait évoluer normalement nos taux de change comme nous l'avons proposé plus haut. Mais ils seraient alors la cause d'une amputation absurde du pouvoir d'achat de tous les Français.

Comment faire?

**Il faut d'abord concentrer au mieux l'argent public pour le développement de l'emploi.** Ce n'est malheureusement pas le cas aujourd'hui. La priorité affichée par nos gouvernements successifs est un leurre. Hypocrisie ou impuissance? Je préfère retenir la deuxième hypothèse, en espérant que ces lignes donneront à ceux qui nous dirigent la conviction qu'ils peuvent agir efficacement. Et leur donneront quelques idées pour distinguer les dépenses publiques efficaces pour créer des emplois de celles qui ne le sont pas.

Mais, pour que cela puisse se réaliser, il faut d'abord modifier en profondeur nos institutions politiques. Cela fera l'objet de la conclusion de ce livre.

Chapitre 5

**TROIS DOMAINES  
D' ACTIONS PRIORITAIRES.**

*Préserver l'indépendance des peuples.  
Exporter plus, importer moins.  
Alléger le coût du travail.*



## PRESERVER L'INDEPENDANCE DES PEUPLES.

### Les monnaies sous contrôle.

C'est un phénomène malheureusement répandu dans notre monde complexe: plus personne ne paraît vraiment contrôler l'ensemble. Les spécialistes avancent seuls dans leur domaine, déconnectés des autres acteurs, en se disant qu'ils agissent dans l'intérêt de la collectivité. Suivant sans doute en cela un précepte répandu, qui demande que chacun fasse ce qu'il doit faire et qui prophétise qu'ainsi tout ira bien. C'est peut-être un bon principe. A la condition toutefois qu'un chef d'orchestre donne aux autres la partition qu'ils doivent jouer. Sinon, c'est la cacophonie.

Mettant à profit la complexité relative des mécanismes financiers modernes, les autorités monétaires de notre pays ont réussi à faire croire que la gestion de la monnaie était un domaine isolable du reste de l'économie. Qu'il fallait les laisser faire pour la gérer au mieux. Ils ont convaincu d'autant plus facilement que nos hommes politiques sont soit issus de ces mêmes milieux financiers, soit totalement inexpérimentés en la matière.

Mais la gestion de la monnaie n'est pas un but en soi. Elle a un rôle bien précis à remplir, d'ailleurs très simple. **La monnaie a une seule fonction: être au service de l'économie. Comme l'économie a une seule fonction: être au service des hommes.**

On rencontre parfois des chefs d'entreprises qui commettent un péché d'orgueil tout à fait similaire à celui commis par les autorités monétaires: ils oublient parfois qu'ils fabriquent des produits destinés à des consommateurs. Il leur arrive de prétendre imposer leurs idées à ceux qui sont par nécessité les rois: les clients. Mais pour eux, la sanction de ce péché d'orgueil arrive sans tarder. Le produit fabriqué ne se vend pas, ou se vend mal. Le chef d'entreprise doit impérativement s'adapter à la demande de ses clients sous peine de disparaître.

Seules les entreprises en situation de monopole peuvent échapper à cette sanction. Inutile sans doute de donner des exemples. Inutile aussi de souligner combien ces situations monopolistiques conduisent à des abus que l'opinion publique supporte de plus en plus mal.

Avec l'indépendance de la Banque de France, les autorités monétaires sont désormais en situation de pouvoir quasi-absolu dans leur domaine. C'est une situation inédite pour une société qui se veut libérale. Le chef d'entreprise est soumis au pouvoir régalien des clients. L'homme politique à celui des électeurs. Le pouvoir financier ne dépend plus que de lui-même. Avec le risque évident que cela comporte. Celui que les autorités monétaires oublient quel est leur rôle dans notre société. Qu'elles poursuivent leurs objectifs propres. Qu'elles disent ce qui est bon pour la collectivité, sans avoir cherché à recueillir son avis.

Le risque de dérive est bien réel. C'est clairement démontré par les deux objectifs principaux de la politique monétaire de notre pays depuis de nombreuses années: maîtriser l'inflation et avoir une monnaie aussi forte que possible. Voilà deux objectifs purement monétaires, sans aucune référence aux objectifs économiques qu'ils devraient servir. Que l'on me comprenne bien: ce sont deux objectifs légitimes, auxquels je souscris. Mais ils ne doivent être que des objectifs secondaires par rapport à l'objectif premier, qui est d'assurer le bon fonctionnement de l'économie dans l'intérêt des hommes.

La précision est essentielle. Si l'on définissait l'objectif économique prioritaire que l'on cherche à atteindre, on s'interdirait d'utiliser un certain nombre de moyens qui lui portent atteinte, même s'ils sont efficaces à l'égard des objectifs monétaires secondaires. Soyons plus précis.

La maîtrise de l'inflation a été de tout temps une préoccupation des autorités monétaires. Historiquement, elle a permis de donner confiance dans la monnaie et de développer l'épargne. Elle reste nécessaire pour éviter des spirales incontrôlables de hausse des prix.

L'objectif d'une inflation aussi faible que possible a été lancé avec l'appui d'un gouvernement socialiste. Bon élève, celui-ci a expliqué aux Français que l'inflation, parce que "elle rend plus cher le panier de la ménagère" (sic), porte d'abord préjudice aux bas revenus. Faux prétexte. Car ce qui compte, pour la ménagère comme pour tout le monde, c'est l'évolution du pouvoir d'achat. Et le pouvoir d'achat dépend certes de la hausse des prix mais aussi et tout autant de la hausse des revenus.

Aussi, lorsque les ménagères ont constaté que la hausse des prix avait été ralentie mais que leurs revenus augmentaient désormais encore moins vite, elles ont compris que le gouvernement socialiste les avait prises pour des imbéciles.

Le deuxième objectif des autorités monétaires, essayer d'avoir une monnaie aussi forte que possible, est lui aussi parfaitement légitime: plus le Franc est fort, plus le pouvoir d'achat des Français est élevé. Car plus le Franc est fort, moins les produits étrangers coûtent cher aux Français.

Mais en réalité, le problème ne se pose pas ainsi. Le pouvoir d'achat des Français est d'abord déterminé par leurs revenus nets de charges. Si au prétexte d'un Franc fort, on accroît le nombre de chômeurs, les charges sur les salaires vont augmenter. C'est ce que nous vivons depuis plusieurs années. Notre pouvoir d'achat à l'étranger augmente en effet. Mais nos revenus disponibles moyens diminuent lorsqu'on intègre les exclus. Au global, nous sommes perdants. Comment pourrait-il en être autrement? Comment imaginer que ce soit une stratégie efficace de développement pour un pays que de conduire à l'inactivité plusieurs millions de personnes qui voudraient travailler et contribuer à l'enrichissement national?

Le seul bon moyen d'avoir une monnaie forte, c'est d'avoir une économie forte. C'est-à-dire une économie fortement exportatrice. L'Allemagne a une monnaie forte parce qu'elle s'est de longue date donnée les moyens de développer une industrie puissante et exportatrice. C'est l'industrie allemande qui a fait la force du Mark. Pas l'inverse. L'exemple du Japon est encore plus significatif. Pour développer leurs exportations, les japonais maintiennent le Yen à un niveau aussi bas que possible. Grâce en particulier à des taux d'intérêt très faibles. Leur succès est insolent: ils ont une monnaie forte avec des autorités monétaires qui font tout pour qu'elle soit aussi faible que possible!

Ces deux exemples montrent bien que l'on ne doit pas laisser les autorités monétaires faire ce qu'elles jugent bon dans leur domaine. Car elles fixent alors des règles du jeu qui ne sont absolument pas neutres. Certes, elles laissent aux hommes politiques le soin de définir le reste. Mais leurs choix deviennent alors très limités. Faire ce qu'il faut avec ces règles, c'est diminuer les acquis sociaux, laisser le libre jeu de la concurrence sur les salaires, réduire au maximum les dépenses publiques et la protection sociale... Telle est l'idée. Sous couvert de technicité et de compétence, les autorités monétaires imposent une politique économique et sociale ultra-libérale.

**C'est aux hommes politiques qu'il appartient de définir la politique économique. Et les règles monétaires doivent être soumises aux objectifs économiques.**

### **La fixation des parités monétaires.**

Ce qu'à mon avis les Européens devraient demander aujourd'hui au système monétaire international, et au système monétaire européen, c'est d'abord de faire en sorte que le développement des capacités productrices du tiers monde ne conduise pas l'Europe au chômage. C'est d'accompagner la spécialisation internationale et son corollaire, le développement des échanges internationaux, de telle sorte que cette évolution se fasse dans l'intérêt des hommes.

Pour faciliter le développement des échanges internationaux, ce n'est pas d'une fixité des taux de change dont les entreprises ont besoin. On a expliqué pourquoi au chapitre 4. L'idéal pour les exportateurs comme les importateurs, c'est-à-dire ceux qui font les échanges internationaux, c'est que la parité entre deux monnaies se détermine en fonction des taux respectifs d'inflation. Que l'évolution des parités monétaires corrige les niveaux différents d'inflation entre les pays.

Le Système Monétaire Européen (SME) avait parfaitement compris le problème et l'avait correctement traité. Fondamentalement, le SME était un système permettant d'ajuster les changes régulièrement, d'un commun accord, en fonction des écarts d'inflation. En outre, le SME incitait chaque pays à maîtriser son inflation et empêchait toute dévaluation compétitive. En particulier:

-les changements de parités ont été réalisés plus tardivement qu'ils ne l'auraient été si les pays étaient restés totalement libres dans ce domaine.

-ces ajustements ont été réalisés à des niveaux inférieurs à ceux calqués sur les évolutions différentielles d'inflation et de revenus, empêchant ainsi toute dévaluation compétitive.

Le résultat en a été une pénalisation des pays les moins efficaces en matière de lutte contre l'inflation. Mais comme le soulignait Daniel Cohen, chercheur au CEPREMAP, "Le Système monétaire Européen ne peut certainement pas continuer à fonctionner pour la décennie qui vient comme il l'a fait au cours des cinq dernières années...On ne pourra pas continuer à tenir la parité du pouvoir d'achat comme référence pour les réalignements, sauf à imposer une politique déflationniste extrêmement forte pour les pays qui ne seraient pas en surplus."

Ce n'est pas le principe des parités ajustables qui posait problème, mais la méthode d'ajustement. Quand nous exportions vers l'Allemagne essentiellement des vins et des fromages, pendant que nous importions essentiellement de la bière, l'idée était acceptable: la parité entre le Franc et le Mark pouvait en effet être fixée en tenant compte exclusivement des écarts d'inflation entre les deux pays. Car les quantités consommées de vin et de bière restaient à peu près constantes. Il fallait jouer sur les parités seulement pour compenser les hausses de prix différentes entre les deux pays.

Mais les choses ont bien changé. Le cas des rapports entre le Japon et l'Europe sont à cet égard particulièrement significatifs. Pour simplifier, l'Europe y exporte essentiellement des produits traditionnels dont la consommation connaît une faible croissance, tandis que le Japon exporte des produits électroniques dont la consommation est en forte croissance. Se contenter de fixer les parités à partir des écarts de hausse des prix conduit au bout de quelques années à des excédents commerciaux japonais et des déficits européens totalement inacceptables.

**Aujourd'hui, depuis que les échanges internationaux sont devenus d'une très grande ampleur et que chaque pays s'est progressivement spécialisé dans des productions particulières, c'est en fonction des balances commerciales que devraient être fixées les parités monétaires de chaque pays.** Puisque la balance commerciale du Japon est structurellement excédentaire, le yen doit être réévalué. Nous pouvons difficilement convaincre les Japonais de le faire s'ils ne le veulent pas. Mais ce qui est en notre pouvoir est de dévaluer les monnaies occidentales par rapport au Yen, ce qui revient à peu près au même.

La théorie économique libérale ne préconise d'ailleurs rien d'autre. Par un hasard dont nous sommes coutumiers, ceux qui croient défendre les théories libérales s'arc-boutent sur une fixité des parités monétaires qui ne peut être obtenue que par un dirigisme étroit. C'est le triste résultat de la désinformation économique dont nous sommes victimes en France, et dont la campagne truquée du référendum sur le traité de Maastricht a donné un exemple caractéristique: on a escamoté le débat complexe sur la monnaie unique pour le transformer en un débat sur l'Europe, simpliste et hors sujet.

### **La fragilité des démocraties.**

Nous sommes tellement habitués à vivre dans des démocraties que nous en oublions parfois les conditions indispensables à leurs existences. L'acceptation sur chaque question et par tous les citoyens de la décision d'une majorité, parfois très faible, est pourtant une discipline collective qui ne va pas de soi. Elle demande à l'évidence un minimum de consensus. La possibilité réelle d'une alternance politique, des solidarités organisées, une mémoire collective, ne sont peut-être pas tous indispensables. Mais on imagine mal qu'une démocratie puisse fonctionner sans aucun de ces ingrédients.

Il est clair dans ces conditions que les hommes politiques dans une démocratie ne peuvent proposer que des mesures recevant un assentiment suffisamment général.

Il convient par ailleurs de se rappeler que chaque pays est confronté en permanence à une situation différente de celle rencontrée par les autres, notamment dans le domaine économique. Par exemple, une chute du dollar va pénaliser davantage la France, par l'intermédiaire en particulier de ses industries

aéronautiques et spatiales, que le Portugal. Des taux d'intérêt à 8% n'ont pas du tout la même conséquence dans un pays à forte inflation et un pays à faible inflation...

Les réactions et les comportements humains eux-mêmes ne sont pas similaires d'un pays à l'autre. Par exemple, les syndicats allemands, sans doute parce que le pays tout entier a profondément rejeté l'inflation incontrôlée qu'il a connu dans les années 30 et qui a favorisé l'ascension d'Hitler, sont plus modérés en matière salariale que les syndicats italiens. Ainsi, au même moment, dans des circonstances économiques identiques, le chef d'entreprise allemand pourra faire accepter une hausse des salaires limitée à 2%, tandis que le chef d'entreprise italien qui viserait le même objectif mettrait son entreprise en grève.

Face à des situations différentes, les mesures efficaces sont nécessairement différentes. Ce qui est bien adapté pour un pays à un moment donné ne l'est probablement pas pour un autre pays au même moment. Par exemple, le maintien de taux d'intérêt élevés en Europe est sans doute bénéfique à l'Allemagne, puisqu'elle en est responsable. Mais c'est certainement nocif pour les autres pays européens: ils ne se privent pas de le dire.

Pour des raisons de maintien du consensus politique minimal, et pour des raisons de simple efficacité économique, il est malsain de chercher à imposer à des pays démocratiques différents des politiques économiques identiques. L'éclatement des anciens pays de l'Est, l'incapacité de la seule Europe Communautaire à sortir de la crise, en donnent me semble-t-il une illustration suffisamment claire. La recherche de l'uniformisation est inspirée par la logique cartésienne, vertu bien française. Mais elle est à l'opposé des aspirations humaines.

Dans un monde où les interdépendances économiques des peuples deviennent très fortes, et où les différences culturelles demeurent considérables, dans cet immense village sans valeurs communes, il me paraît fondamental de limiter les efforts d'organisation collective sur l'essentiel, la paix, la santé, la drogue, et d'éviter soigneusement d'imposer des contraintes internationales sur des questions secondaires, comme les activités économiques des différentes nations.

Comment pouvons-nous espérer la participation active des pays du tiers-monde à la reconnaissance de l'ONU et à ses interventions armées si les pays occidentaux veulent simultanément leur imposer leur modèle économique? Comment dans ces conditions les convaincre que l'ONU est autre chose que le bras armé de la défense des intérêts économiques occidentaux?

De quel droit, au nom de quel principe, pourrions-nous interdire le travail des enfants ou des vieillards si dans certains pays, ce travail est la condition de la survie des intéressés eux-mêmes, leur seul moyen de ne pas mourir de faim?

**La fixation des parités monétaires en fonction des résultats des balances commerciales permet de laisser à chaque pays une grande indépendance dans le domaine économique, et par conséquent dans les domaines sociaux et culturels. Il faut leur laisser cette indépendance, si l'on veut avoir quelques chances de succès dans l'organisation nécessaire du monde.**

Voilà ce que nous devons demander à nos autorités monétaires de faire. Au lieu de chercher à régir par les contraintes monétaires les politiques économiques, ce qui n'est pas de leur compétence, assurer l'indépendance de ces politiques par une gestion intelligente des taux de change, lissant les fluctuations à court terme, accompagnant les glissements structurels. L'indépendance des peuples passe par là. Certainement pas par l'indépendance des autorités monétaires.

On aurait d'autant plus tort de ne pas maintenir cet espace de liberté des nations que le mode de fixation des parités monétaires proposé ne constitue pas une entrave au développement des échanges internationaux. Chacun reste libre d'acheter les produits étrangers qu'il désire, sans la moindre contrainte réglementaire. Mais le prix d'achat dépendra des capacités du pays à exporter. C'est une manière de concilier ces deux thèses apparemment contradictoires que sont le libéralisme et le protectionnisme.

Ce n'est pas pour autant une mesure miracle. Chaque pays gardera certes sa liberté économique et sociale, mais il devra également assumer les conséquences de ses choix. Les mauvais choix se traduiront par des prix des produits étrangers plus élevés, les bons choix par des prix plus faibles. Au lieu de faire payer les mauvais choix par l'élévation du nombre de chômeurs. Pour reprendre un terme utilisé plus haut, la variable d'ajustement ne sera plus le nombre de chômeurs, mais le pouvoir d'achat à l'étranger.

C'est autrement plus équitable. Car les chômeurs n'ont jamais été les responsables de la politique

financière, économique et sociale. Le pire d'ailleurs est qu'en France, aucun de ces responsables ne sera jamais chômeur, car ils bénéficient tous de la protection donnée par le statut de la fonction publique.

C'est autrement plus efficace. En mettant tout le monde à contribution, en particulier ceux qui nous gouvernent, nul doute que les motivations vont changer. Il faudra par exemple qu'ils choisissent entre la poursuite du gaspillage de l'argent public qui passe entre leurs mains et la possibilité de continuer à passer leurs propres vacances à l'étranger à faible prix. Est-ce une déformation professionnelle de chef d'entreprise? Je crois beaucoup aux résultats obtenus grâce aux motivations personnelles de ce genre.

Et c'est seulement ainsi que l'on pourra durablement réconcilier le droit individuel au travail et l'efficacité collective du libéralisme.

Dans son allocution du 14 juillet 1993, la première de la cohabitation avec le gouvernement de M Balladur, le Président de la République, interrogé sur l'efficacité des mesures économiques prises par ce nouveau gouvernement pour lutter contre le chômage, a déclaré: "on a déjà tout essayé." Ce n'était pas une condamnation des mesures proposées par le nouveau gouvernement. C'était un formidable aveu d'impuissance.

Permettez-moi de vous rassurer, monsieur le Président: tout n'a pas été essayé. Pas ce qui précède.

## EXPORTER PLUS, IMPORTER MOINS.

### La bataille de la production.

On ne peut consommer que ce que l'on produit: voilà une contrainte toute simple, dont les hommes préhistoriques avaient sans doute clairement conscience. Pourtant, au fur et à mesure que l'économie se développait, les choses devenaient moins évidentes.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la France était encore un pays essentiellement rural et artisanal. Chacun se rendait compte que sa nourriture avait été produite par quelque agriculteur du voisinage, que les meubles de la maison avaient été façonnés par quelque artisan, que les vêtements qu'il portait avaient été confectionnés par quelque couturière.

Aujourd'hui, on achète tout ce que l'on consomme auprès d'un intermédiaire. Personne ne connaît plus physiquement ceux qui ont fabriqué les biens que nous consommons. A peine avons-nous vu parfois l'extérieur d'une usine qui porte un nom connu et dont nous nous demandons si tel ou tel objet familier en est issu. Les produits sont peu à peu devenus dans notre subconscient les hôtes éternels des rayons des grandes surfaces. Nous finissons par croire qu'ils sont là à leur place naturelle, depuis toujours et pour l'éternité. C'est à peine si nous nous rendons compte que l'un d'entre eux est emporté dans un chariot, dès lors que ses sosies sont toujours là, inépuisables. Ils finiront pourtant tous par disparaître à jamais. Le jour où ils ne plairont plus. Mais personne ne s'en apercevra. Car ils auront été remplacés par d'autres, plus beaux, plus performants, plus économiques.

Le changement de perception est considérable. Le produit fait désormais partie du paysage naturel, comme un arbre ou une colline. Comment dès lors s'étonner que la production d'objets apparaisse à l'opinion publique comme une activité dépassée?

Pourtant, aujourd'hui comme hier, les Français ne peuvent pas consommer plus que ce qu'ils ont produit. Ils peuvent bien sûr acheter des produits à l'étranger. Mais il faut qu'en même temps, d'autres Français vendent à l'étranger des produits qu'ils ont fabriqués. Ces produits pourront être de natures très diverses, incorporer plus ou moins de composants étrangers, être classés dans les services par la comptabilité nationale comme dans le cas des logiciels...Il n'empêche qu'ils devront être fabriqués en France, pour procurer à la France les devises indispensables à l'achat des produits étrangers.

Voilà pourquoi au XXI<sup>ème</sup> siècle, notre société ne sera pas seulement une société de loisirs. **Il nous faudra toujours produire. Autant que ce que nous voudrions consommer.** Il n'y a pas de miracle en économie.

Et ses lois sont incontournables. Au niveau collectif, nous n'avons pas voulu livrer la bataille de la production. Mais au niveau individuel, nous n'avons pas voulu renoncer à nos consommations. Il y avait un choix à faire: produire davantage ou consommer moins. Nous avons refusé de le faire. Les lois économiques ont arbitré pour nous en créant le chômage: les chômeurs ont réduit leur consommation, par nécessité. Leur perte de revenus a permis de réduire la consommation globale du pays, en permettant à ceux qui travaillaient de maintenir leurs revenus.

La bataille de la production est la bataille de tous les Français. C'est la bataille de l'emploi. Est-elle perdue? Rien n'est jamais complètement perdu si l'on veut encore se battre. Vouloir produire: telle est la voie sur laquelle il faut mobiliser les énergies de la nation. Les entreprises de production font au mieux de ce qu'elles savent et peuvent faire. C'est leur métier. Sont-elles aidées par les pouvoirs publics, ou au moins encouragées? Pratiquement pas. Le libéralisme ambiant, particulièrement vif dans ce domaine à Bruxelles, préconise qu'il faut laisser faire. Ce n'est évidemment pas comme cela que l'on peut réussir face à des pays comme le Japon entièrement mobilisés derrière leur industrie. Mais les dogmes sont plus puissants que la réalité. Car ils permettent de ne pas la voir telle qu'elle est.

### 2/ Se mobiliser pour exporter.

C'était la question posée en conclusion du chapitre consacré au protectionnisme: comment concilier le développement des échanges internationaux et l'absence de chômage dans les pays occidentaux où le

coût de la main-d'œuvre est élevé? On a vu qu'il n'était pas facile de bloquer les échanges internationaux, et que ce n'était pas souhaitable. Il est d'ailleurs déjà trop tard.

En réalité, le problème à résoudre n'est pas de diminuer les échanges entre les pays. Il est de les équilibrer. Ce ne sont pas les exportations japonaises qui sont une des causes majeures du chômage en Occident. D'ailleurs, les performances japonaises en matière d'exportation ne sont pas vraiment extraordinaires comparées à celles réalisées par d'autres pays. Ce sont les excédents commerciaux japonais qui sont la racine du mal. Des excédents ininterrompus depuis des années et qui atteignent des niveaux considérables. 120 milliards de dollars en 1992, 140 en 1993. Il faut essayer de traduire ces montants en nombre de chômeurs, bien qu'un calcul précis soit impossible à faire. C'est la seule manière de fixer les idées. Ces excédents ont pour contrepartie de 7 à 15 millions de chômeurs en occident. C'est l'ordre de grandeur du nombre de personnes qu'il aurait fallu pour réaliser une production d'une valeur équivalente à ces excédents. Que cette production occidentale ait été exportée vers le Japon, ou qu'elle ait été gardée et consommée à la place de produits japonais. En toute hypothèse, il faudrait ce nombre de personnes, directement et indirectement, pour ramener à l'équilibre la balance des paiements japonaise. C'est considérable. Cela montre bien qu'il y a là une cause de chômage autrement plus importante que la qualité de notre système éducatif...

Les pays qui ont le moins de chômeurs ne sont pas ceux qui ont le moins modernisé leurs usines, ni ceux qui ont cherché à avoir une monnaie forte, ni ceux qui ont réduit la durée du travail en abaissant l'âge de la retraite... **Les pays qui ignorent le chômage sont ceux qui ont une économie compétitive au niveau international. Ceux qui sont capables de satisfaire par eux-mêmes une bonne partie de leurs besoins nationaux et qui sont capables d'exporter dans le monde entier.**

Ce n'est pas le fait du hasard. Les besoins sont loin d'être saturés au niveau mondial, il y a énormément de travail à fournir pour les satisfaire, et ceux qui ont la capacité de les satisfaire connaissent non pas la crise, mais une croissance rapide.

La compétitivité internationale n'est pas un résultat qui s'obtient par enchantement. C'est au contraire le résultat d'une volonté générale et de tous les instants.

D'abord vouloir fabriquer des produits, au lieu de rêver à une société de services. Vouloir produire: tel est le maître mot. Fabriquer les produits que son pays veut consommer pour éviter les importations. Fabriquer les produits que les marchés étrangers demandent pour exporter davantage.

Ensuite vouloir exporter. J'ai été souvent surpris d'entendre des commentaires critiques à l'égard de propositions gouvernementales visant à améliorer nos exportations. L'objet de telles mesures n'est pas de "satisfaire quelques exportateurs", comme il est trop facile de le dire pour discréditer des mesures d'intérêt général en les ramenant au rang de simples mesures catégorielles. Ce sont des mesures évidemment efficaces pour l'emploi. Car les exportations accroissent l'activité des entreprises, qui est la seule manière durable de développer l'emploi.

Exporter vers qui, me demande-t-on avec scepticisme? Comme s'il n'y avait dans le monde que des pays insolubles, vers lesquels on ne peut exporter qu'en leur donnant de l'argent. Il faut bien comprendre à cet égard que les balances commerciales de tous les pays du monde ne peuvent pas être déficitaires en même temps. Au contraire, les déficits des uns sont provoqués par les excédents des autres, et pour un même montant. Pour développer son activité par l'exportation, un pays doit exporter vers les pays excédentaires comme le Japon, qui sont parfaitement solvables.

Signalons au passage que ces pays excédentaires sont très heureux de prêter par l'intermédiaire de leurs banques de l'argent aux pays déficitaires:

- prêter à un pays reste une opération moins risquée et plus rentable que beaucoup d'autres. La faillite pure et simple d'un Etat est naturellement inenvisageable. Et un pays est toujours à même d'accepter de payer des taux d'intérêt élevés sur ses emprunts à l'étranger: cela ne l'empêchera pas de continuer à vivre.
- les taux d'intérêt élevés qui en résultent entraînent à la hausse les taux d'intérêt internes aux pays déficitaires. Cet argent cher entrave les investissements des entreprises exportatrices de ces pays et les rend plus fragiles, ce qui leur donne un handicap sérieux au moment où au contraire il leur faudrait une énergie complémentaire pour accroître leurs exportations.

Ainsi un pays commercialement déficitaire peut-il trouver facilement les devises lui permettant de contourner provisoirement la contrainte de la balance commerciale. Mais en ne prenant pas les mesures correctrices nécessaires, il va alors entrer dans la spirale du chômage comme y est entrée la France.

Je prends souvent exemple sur le Japon en matière économique. Ce n'est pas que j'éprouve à leur égard la moindre admiration. Encore moins que j'aimerais voir mon pays évoluer vers une civilisation japonaise. Mais j'essaie toujours d'observer ceux qui réussissent le mieux dans leur domaine, pour comprendre les raisons de leur réussite. Pas nécessairement pour les imiter servilement, mais pour bien assimiler les clefs de leur réussite. Et les adapter ensuite à notre situation, avec l'ambition de faire mieux.

A la suite du Japon, bien des pays d'Extrême Orient ont compris cette vérité d'évidence: il faut vouloir produire et exporter. L'Allemagne le sait depuis toujours. La France sera-t-elle le dernier pays à le comprendre? J'aimerais pouvoir toujours admirer la France. Car c'est mon pays. Mais il m'est difficile de le faire en matière économique quand je le compare au Japon.

Tous les Japonais ont compris, depuis le Premier Ministre jusqu'au plus modeste des salariés, qu'il était de leur intérêt collectif, et donc individuel, de consommer en priorité des produits nationaux. Les mesures protectionnistes qui existent au Japon sont tellement en harmonie avec l'état d'esprit général que non seulement elles ne sont pas critiquées, comme ce serait le cas chez nous, mais encore elles sont à peine utiles, tant le consommateur japonais se fait un devoir d'acheter les produits locaux. On trouve d'ailleurs des comportements similaires en Allemagne. Il y a là, dans l'esprit civique de leurs consommateurs, un des premiers atouts économiques de ces pays.

Nous avons aussi beaucoup de leçons à prendre au niveau des classes dirigeantes. Il y a bien longtemps qu'ils ont compris que les choses étaient devenues trop complexes, les interactions et les interdépendances trop nombreuses, pour qu'il existe encore des hommes politiques ou des chefs d'entreprises providentiels, sachant tout et capables de tout faire. Il y a bien longtemps qu'ils ont compris que le véritable savoir était collectif, que l'action efficace était collective. Et que la première des qualités était de savoir écouter et de savoir rassembler.

C'est ainsi que la nomination de hauts fonctionnaires à la tête de grandes entreprises est pour eux un contre-sens. La démarche japonaise est au contraire de prendre comme responsables économiques des hommes ayant une longue expérience de l'entreprise.

C'est ainsi que la sphère financière japonaise dépend étroitement de la sphère économique, alors que chez nous la finance contrôle l'économie.

C'est ainsi que le Japon pratique depuis des années une politique de monnaie faible avec des taux d'intérêt aussi bas que possible, ce qui a permis à son économie de devenir une des plus fortes du monde.

### **D'autres voies que la désinflation compétitive.**

La désinflation compétitive, dont on a déjà parlé au chapitre 3, vise à aider les exportations. Mais l'efficacité de cette voie dépend entièrement d'une fixité des parités monétaires qui est et qui restera illusoire. Nous en avons fait l'expérience en 1992.

Il y a bien d'autres manières d'aider les exportations. Il serait fastidieux de chercher à en faire la liste. Les pays efficaces passent d'ailleurs leur temps à en inventer en permanence de nouvelles. Contentons nous d'en citer quelques-unes, pour illustrer le propos.

Certaines sont symboliques. Mais quelques symboles sont indispensables pour entraîner l'adhésion collective. Par exemple inculquer à notre classe dirigeante le souci permanent d'utiliser l'argent public dépensé à l'étranger, par le personnel des ambassades, au cours des multiples missions publiques et parapubliques, avec l'objectif de développer nos exportations.

D'autres auraient une grande efficacité. Comme la baisse des taux d'intérêt et la fixation de la parité du Franc français en fonction des résultats de la France à l'exportation, comme on vient de le voir. Ou encore le financement des charges sociales par l'ensemble de la collectivité comme on le verra au chapitre suivant.

Le développement de produits nouveaux, de matériaux nouveaux, de machines nouvelles, constituent un excellent moyen de développer les exportations. Une véritable innovation, ayant quelques applications pratiques, trouve très vite des débouchés. Les travaux de nos chercheurs publics sont-ils prioritairement orientés vers cet objectif? Objectif qu'ils devraient d'autant plus facilement faire le leur que leurs moyens de travail - salaires et investissements - sont de plus en plus menacés par les insuffisances de recettes de l'Etat? Malheureusement pas. Il suffit de constater la place prépondérante faite dans la carrière des



chercheurs aux publications, dont la première conséquence est de diffuser dans le monde entier des travaux qui devraient être protégés et exploités pour donner du travail à nos chômeurs. Les dépenses publiques consacrées à la recherche pourraient être si on le voulait beaucoup plus efficaces pour l'emploi que celles utilisées à faire du traitement social du chômage. Que certaines dépenses de recherche se révèlent in fine inutiles donc gaspillées est un risque inévitable en la matière. Mais ce risque est à comparer aux gains importants en termes d'emplois que l'on peut obtenir en cas de succès.

Limiter le champ des efforts à faire en matière d'exportation aux seuls produits industriels serait naturellement une erreur. Toutes les devises sont bonnes à prendre, quel que soit le moyen d'y parvenir. Surtout lorsqu'il s'agit de lutter contre le chômage. Accroître par exemple notre activité en matière de transports internationaux ou de productions culturelles constituent d'excellents objectifs, d'autant plus d'ailleurs qu'ils concernent des secteurs en croissance mondiale qui ont toutes les chances de le rester. Faisons-nous ce qui est en notre pouvoir de faire pour y parvenir? J'en doute.

Prenons l'exemple du tourisme. Ne serait-ce que parce qu'il échappe à la classification sommaire que nous avons retenue dans les développements que nous avons consacrés plus haut aux activités de services, entre services aux particuliers et services aux entreprises. En effet, le tourisme s'adresse autant aux entreprises avec les voyages d'affaires qu'aux particuliers avec les voyages touristiques, autant aux français qu'aux étrangers, tout cela avec les mêmes produits (hôtels, restaurants, spectacles...). La venue de touristes et d'hommes d'affaires étrangers en France est une excellente source de devises. Il ne faut pas oublier cependant que les déplacements des Français à l'étranger présentent des caractéristiques exactement inverses: ils consomment des devises. Quand on dit que la France est un des premiers exportateurs mondiaux de services, il faut se rappeler que le tourisme occupe une place prépondérante dans ces exportations. Et qu'il faut mettre en face des entrées en devises les sorties associées au tourisme des Français à l'étranger. L'indicateur important en la matière est le solde entre les entrées et les sorties de devises. Il est de ce point de vue tout aussi efficace d'inciter les Français à passer leurs vacances en France qu'à chercher à y attirer des étrangers.

Nos ancêtres ont fait beaucoup pour le tourisme: Gustave Eiffel est peut-être aujourd'hui le premier exportateur français en prenant comme critère les devises totales apportées à notre pays! Sans le vouloir sans doute, mais il avait bien des excuses: la France d'alors n'avait pas besoin du tourisme. Mais aujourd'hui, alors que l'importance des devises devient de plus en plus évidente, cherchons-nous à créer autant que faire se peut des équivalents modernes de la Tour Eiffel - parcs naturels, attractions diverses, festivals...? Et faisons-nous tout ce qu'il faut pour faire connaître aux étrangers ce qui existe chez nous? En d'autres termes, sommes-nous organisés pour faire du tourisme en France une activité aussi exportatrice que possible? Certainement pas. Il suffit pour s'en rendre compte de constater la multiplicité et le chevauchement des compétences des organismes chargés d'en coordonner le développement.

C'est d'autant plus regrettable que cela permettrait de créer de nouveaux emplois durables et sains. Car le tourisme constitue un véritable gisement d'emplois.

Et que, comme toute activité source de devises, cela permettrait de desserrer la contrainte de la balance des paiements qui bloque les possibilités classiques de relance économique, comme nous l'avons vu plus haut.

## ALLEGER LE COÛT DU TRAVAIL.

### Les charges fiscales et sociales des entreprises.

Aucun impôt, aucun prélèvement, n'est neutre à l'égard de l'emploi. Il y en a qui sont sans incidence et d'autres qui sont très pénalisants. Il faut savoir les distinguer et ne pas se contenter de dire que tout impôt ou que tout prélèvement est négatif pour l'emploi. Nous aimerions certes qu'il n'en existe pas. Mais puisqu'il y en a, autant que ce soient les bons pour l'emploi. Ne serait-ce que pour diminuer le montant payé par chacun en augmentant le nombre de personnes qui travaillent.

L'impôt sur les revenus par exemple ne pénalise pas directement l'emploi. Peut-être le fait-il indirectement? En réduisant la récompense financière de ceux qui prennent des initiatives économiques positives? Ou plus sûrement par l'utilisation qui en est faite, en particulier les gaspillages fréquents d'argent public? Mais ce n'est pas dans une modification de l'impôt sur les revenus qu'il faut rechercher une mesure véritablement efficace contre le chômage. Il y a beaucoup mieux à faire ailleurs.

L'entreprise a toujours été considérée comme une vache à lait pour financer les dépenses publiques. On imagine volontiers pourquoi. Certainement par crainte d'évasion fiscale sur les revenus de chefs d'entreprises familiales. Mais aussi parce que les entreprises ne votent pas, alors que les ménages, eux, votent. Peut-on rêver une situation plus confortable pour des élus que de pouvoir imposer sans risque de mécontentement politique? La tentation de taxer les entreprises était trop forte. Les hommes politiques ne se sont pas gênés. Pour prélever des impôts bien sûr, mais aussi pour financer les charges sociales.

Tant que les entreprises françaises n'étaient en concurrence qu'entre elles, il n'y avait pas grand mal. La taxation de l'entreprise ne faussait pas la concurrence. En bout de chaîne, le citoyen payait. Mais sans s'en rendre compte. N'était-ce pas pour tout le monde mieux ainsi? **Aujourd'hui, alors que l'emploi dépend d'abord de la compétitivité de la nation, la taxation des entreprises soumises à la concurrence internationale est proprement absurde.**

Je prends un exemple qui est certainement l'illustration la plus claire de cette situation: la taxe professionnelle, une des "quatre vieilles" servant à financer les collectivités locales. Voilà un impôt qui frappe la masse salariale et les investissements. Si bien qu'entre deux entreprises qui vendent en France le même produit, l'une en l'important de l'étranger, l'autre en le fabriquant elle-même, c'est la deuxième qui est la plus taxée, et de très loin. La taxe professionnelle pénalise ainsi celui qui produit par rapport à celui qui importe. C'est en outre un impôt qui frappe les exportations. Quoi de plus absurde pour l'emploi?

Les hommes politiques ne peuvent pas dire qu'ils font tout pour lutter contre le chômage et laisser inchangé un tel impôt. Il y a là une contradiction trop flagrante pour ne pas être soulignée. Il est attristant de voir des élus locaux défendre leur taxe professionnelle en disant qu'elle n'est pas plus élevée que chez le voisin. Pour eux, le voisin est la commune, le département ou la région d'à côté. Pour l'emploi, les voisins sont les pays concurrents. Lequel d'entre eux y pense quand il vote une augmentation des taux? S'ils allaient voir ailleurs, ils y découvriraient que les pays qui sont épargnés par le chômage sont ceux qui aident leurs entreprises exportatrices par tous les moyens possibles. Chez nous, elles sont taxées! L'instauration d'un plafond fixé à la taxe professionnelle sous forme d'un pourcentage de la valeur ajoutée contribue à atténuer ces graves défauts. Il faut encore abaisser ce plafond pour les supprimer.

Les prélèvements des Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) souffrent des mêmes défauts. Elles ont été constituées par des commerçants qui se sont regroupés pour essayer de dépasser leurs relations normalement concurrentielles et conduire ensemble un certain nombre d'actions d'intérêt commun. On est là dans une logique de concurrence locale qui s'organise. L'industrie dans un département n'est pas du tout

dans cette logique, si tant est qu'elle ne l'ait jamais été. Le véritable concurrent d'une industrie se trouve de plus en plus dans un autre pays. On passe d'une logique locale à une logique internationale. L'aide à la création d'entreprise en donne une illustration. Aider localement un commerce à se créer aboutit le plus souvent à l'arrivée d'un concurrent nouveau, ce qui est mal ressenti en période de difficultés économiques par les commerçants qui sont déjà en place. En revanche, aider une industrie à s'implanter ou à se développer n'aboutit qu'exceptionnellement à un accroissement de la concurrence locale. Mais cela demande des moyens, des structures, des comportements, des hommes complètement différents. Seules quelques CCI, notamment celles des grandes agglomérations, peuvent surmonter cette position contradictoire. Ailleurs, là justement où le développement industriel est le plus nécessaire au maintien de l'emploi, l'industriel se trouve très isolé. Et n'en est pas moins taxé.

Les impôts et les taxes ne sont qu'une partie des prélèvements sur les entreprises. Les charges sociales forment un autre volet, de loin le plus important par son poids. Nous avons expliqué au chapitre 3 pourquoi ces charges pénalisent lourdement le développement des services aux particuliers. Signalons au passage que les services aux entreprises n'en souffrent pas. En effet, que l'entreprise fasse appel à une société extérieure ou réalise le travail par elle-même, les charges sur la main-d'œuvre seront approximativement les mêmes. Contrairement au particulier, l'entreprise n'hésitera pas à faire appel à une société de services. Aussi ce secteur d'activité, par ailleurs très peu soumis à la concurrence internationale, s'est-il développé rapidement, conformément aux besoins.

Comment ne pas voir par exemple l'absurdité du mode de financement de l'assurance-chômage? Il y a du chômage parce que la santé des entreprises est insuffisante. Or, plus il y a de chômeurs, plus les entreprises payent pour les indemniser. Et pire devient leur santé. On voudrait mettre en place un système qui développe le chômage, on ne s'y prendrait pas autrement. Au lieu de corriger les difficultés des entreprises, ce système ne fait que les aggraver. Au lieu de contribuer à résorber le chômage, il tend à le faire croître. Lui aussi date d'une autre époque, celle où l'entreprise pouvait être une vache à lait et où la perte d'emploi était une situation temporaire, due par exemple à la réduction d'activité d'une entreprise isolée.

Ajoutons que, comme la taxe professionnelle, les charges sociales frappent les exportations. Encore une occasion perdue de ne pas pénaliser l'emploi.

La TVA est un prélèvement beaucoup plus astucieux. Il est neutre du point de vue de l'emploi. Il ne pénalise pas plus celui qui fabrique que celui qui importe. Pas plus celui qui a une production intégrée que celui qui fait vivre des sous-traitants. Et il ne touche pas les exportations.

C'est un Français qui a inventé il y a de nombreuses années cet impôt remarquablement bien adapté aux mutations que nous vivons. **Rendons-lui hommage en généralisant l'usage de la TVA pour remplacer le financement archaïque de la protection sociale et des collectivités locales.**

Contrairement aux idées reçues, le consommateur ne supporte pas plus la TVA que la taxe professionnelle ou les charges sociales: tous ces prélèvements se retrouvent dans les prix de vente des produits. C'est plus visible pour la TVA, parce qu'elle est affichée sur les factures, mais la réalité économique est la même. Ce sont toujours les consommateurs qui payent.

### **Les charges financières du secteur exposé.**

En matière de frais financiers, la règle est la loi du plus fort. Pourquoi? Parce que ceux qui peuvent bénéficier des délais de règlement les plus longs de la part de leurs fournisseurs et les plus courts de la part de leurs clients sont les plus puissants, les plus riches. En particulier ceux qui ne sont pas soumis à la concurrence internationale.

C'est par exemple le cas des magasins à grandes surfaces situés en France. Ils ne sont en réalité confrontés qu'à la concurrence française. Même si une entreprise étrangère vient les concurrencer, elle sera soumise aux règles sociales françaises, ce qui leur assure une protection efficace. C'est certainement pour cela que les patrons de ces sociétés sont d'ardents défenseurs de la libre concurrence...

Les entreprises de la grande distribution - Carrefour, Leclerc... - se font payer comptant par leurs clients, les consommateurs. Ils ne peuvent guère espérer mieux. Ils allongent au maximum leurs délais de règlement à leurs fournisseurs, car tel est leur intérêt. Et ils sont suffisamment puissants pour l'imposer.

En conséquence de quoi, le producteur français qui essaye en permanence de résister contre la concurrence étrangère y compris pour alimenter le marché français sera payé par ses clients, la grande distribution, avec des délais longs. Et il ne pourra obtenir de la part de ses fournisseurs de matière première que des délais très courts parce que, soumis à une forte concurrence étrangère, il sera le plus souvent dans une position financière précaire.

Ainsi, ceux qui doivent s'endetter le plus pour compenser le décalage de temps entre les dépenses et les recettes ne sont pas ceux qu'il faudrait pour sauvegarder l'emploi. La loi du plus fort avantage ceux qui sont déjà protégés et pénalise ceux dont il faut préserver l'existence.

Cette situation n'est même pas de l'intérêt des consommateurs. Du point de vue du risque des banques, il vaudrait beaucoup mieux que l'endettement soit contracté par la grande distribution que par les agriculteurs et les entreprises agroalimentaires, dans le cas des produits d'alimentation par exemple. Qui dit risques plus faibles pour les banques dit taux d'intérêts plus bas. Si bien que les prix de revient y gagneraient, au bénéfice des consommateurs. Une fois encore, on constate qu'une politique de laisser-faire va à l'encontre de la réduction du chômage. Et qu'en revanche, une politique volontariste serait parfaitement efficace sans remettre en cause le libre-choix des consommateurs.

Il n'y a rien de plus légitime que de dire que **ceux qui sont riches et invulnérables doivent payer leurs dettes aussi rapidement que possible, au lieu de profiter de leur position de force pour faire des profits financiers.**

La grande distribution tue les emplois du commerce de proximité, avec un solde global négatif: pour un même chiffre d'affaires, il y a plus de monde pour servir chez un épicier que dans un hyper-marché. La grande distribution tue l'emploi des producteurs français, en leur faisant faire des pertes financières - qui lui permettent de son côté de faire des profits financiers...Nul besoin d'être un grand spécialiste pour comprendre qu'il y a là une situation propice au développement du chômage. Ce qui n'empêche pas M Edouard Leclerc d'être présenté par les média comme un défenseur de l'emploi. Ni M Michel Bion, ancien Directeur Général de Carrefour, d'être nommé en 1993 Directeur Général de l'Agence Nationale Pour l'Emploi. C'est pour le moins déconcertant.

Il faut reconnaître que dans ce domaine de la charge de l'endettement, le secteur public donne l'exemple de comportements absurdes. En règle générale, il paye ses fournisseurs - entreprises de bâtiment et de travaux publics, de fournitures de matériels...- avec des délais très longs alors que sa capacité à rassembler des moyens financiers est considérablement plus grande que la leur. Car les banques ne craignent pas pour lui une cessation d'activité, un dépôt de bilan. Les conséquences sont analogues à celles que l'on a vues pour la grande distribution. Fragilisation des entreprises privées, charges financières plus lourdes sur la chaîne globale, prix de revient des prestations publiques plus élevées.

Le cas des hôpitaux est à cet égard particulièrement significatif. Leurs délais de règlements sont souvent supérieurs à 6 mois. Et l'industrie française de matériels médicaux, qui a été pendant longtemps un secteur en pointe au niveau international, s'appuyant sur des équipes médicales prestigieuses, est en train de disparaître progressivement.

On peut se dire qu'il y a là une évolution normale, une conséquence de la mondialisation de l'économie. Les pays se spécialisent dans certains domaines et sont obligés d'en abandonner d'autres. Peut-être. La France avait cependant beaucoup d'atouts dans ce secteur. En particulier par rapport aux pays d'extrême orient, qui sont les concurrents les plus dangereux dans le domaine industriel. Les différences de coût de la main-d'œuvre constituent un avantage moins décisif dans ce secteur car les quantités à produire sont relativement petites. Et l'innovation technologique y est très importante, à cause de la nécessité de faire évoluer les produits rapidement pour suivre les progrès de la médecine.

Si nous avions su conserver une balance commerciale excédentaire dans ce secteur qui est en croissance au niveau mondial, elle bénéficierait régulièrement, pour ne pas dire mécaniquement, de devises complémentaires pour améliorer notre balance commerciale. La croissance des dépenses de santé plus rapide que les autres dépenses aurait été une chance pour nous. C'est désormais un handicap.

Quel beau résultat pour l'emploi dans un secteur entre les mains des pouvoirs publics, soit directement par le biais des hôpitaux, soit indirectement par les remboursements de l'assurance maladie!

**De l'inflation et des taux d'intérêt.**

Il faudrait sans doute un livre entier pour analyser à qui profite l'inflation. Rien n'est simple en la matière, et les conclusions dépendent de beaucoup d'autres facteurs, en particulier du niveau des taux d'intérêt. Une certitude cependant: l'inflation encourage l'investissement. Le ménage qui aimerait acheter un logement hésitera avec raison à le faire si, en l'absence d'inflation, il réalise qu'il devra pendant 15 ans ou plus verser tous les mois à sa banque une somme d'argent qui lui paraît déjà importante. L'inflation lui permet au contraire de se dire que l'effort à consentir diminuera avec le temps. Le risque de se trouver incapable d'honorer les échéances devient plus faible. Il se décidera dans ces conditions plus facilement.

Le chef d'entreprise qui envisage d'acquérir de nouveaux locaux, de nouvelles machines, ou de réaliser des études pour de nouveaux produits, est dans une situation psychologique analogue. L'inflation a pour l'entreprise un autre avantage important: celui de pouvoir conduire une politique salariale qui encourage les salariés qui ont les meilleurs résultats. En l'absence d'inflation, la totalité des salaires de l'entreprise ne peut augmenter d'une année sur l'autre que du montant des gains de productivité. C'est très faible. L'inflation augmente d'autant la masse financière disponible pour récompenser les salariés les plus méritants.

Le seul véritable inconvénient de l'inflation est que les pouvoirs publics en perdent le contrôle. Il en résulte alors une perte de confiance dans la monnaie très préjudiciable aux échanges et à l'investissement. Ce n'est pas un risque théorique. L'expérience de pays comme l'Allemagne dans les années 20 ou comme le Brésil après la Guerre en portent témoignage. Il faut en particulier éviter de faire entrer le pays dans une spirale inflationniste, dans laquelle les anticipations de hausse de prix provoquent effectivement celle-ci selon un mécanisme qui s'entretient de lui-même. Les socialistes français ont montré en 1981 qu'il existait un remède puissant à cette situation: en bloquant les salaires du secteur public, ils ont ramené très rapidement l'inflation française que l'on disait inévitablement élevée à des niveaux que nous ont enviés nos voisins européens.

L'inflation ne pénalise les exportations qu'en régime de taux de change fixes. Cet inconvénient disparaît si les taux évoluent pour compenser les différentiels d'inflation ou pour équilibrer les balances commerciales. On renvoie sur ce point le lecteur aux chapitres précédents.

On dit aussi que l'inflation spolie les épargnants en diminuant le pouvoir d'achat de leurs économies. Avec la généralisation des rémunérations versées par les établissements bancaires pour les sommes d'argent immobilisées, cet inconvénient n'existe plus. En réalité, c'est le niveau des taux d'intérêt par rapport au niveau de l'inflation qui permet de déterminer si l'épargne est encouragée ou au contraire si elle est pénalisée. Si les taux d'intérêt sont supérieurs à l'inflation, ce qui est le cas aujourd'hui, l'épargnant gagne de l'argent sans rien faire. **Mais comment espérer résorber le chômage si l'on gagne mieux sa vie en ne faisant rien qu'en travaillant?**

On dit souvent que la hausse des taux d'intérêt est un moyen de combattre l'inflation. C'est indiscutable dans un cas particulier: lorsque cette inflation est due à un excès de consommation, avec des usines qui tournent à plein. Dans ce cas en effet, augmenter les taux d'intérêt permet de réduire la demande en rendant plus cher le crédit aux consommateurs. Mais ce n'est certainement pas une mesure adaptée à d'autres causes d'inflation. N'importe quel chef d'entreprise sait que la hausse des taux d'intérêt a pour premier effet d'augmenter ses prix de revient. Ce qui le pousse à augmenter ses prix de vente. La hausse des taux d'intérêt entretient dans ce cas l'inflation.

Qu'il y ait en Allemagne, à cause notamment de la réunification du pays, des risques d'inflation par la demande, c'est possible. C'est ce qu'a proclamé la Buba pendant les années 90. Pourquoi ne pas la croire? Elle est mieux placée que les Français pour juger de la situation allemande.

Mais pourquoi ce qui est vrai chez eux serait nécessairement vrai chez nous? C'est un des paradoxes de la psychologie collective des Français. Nous avons une plus grande confiance dans un jugement porté par les Allemands que par nous-mêmes. Si seulement le jugement des Allemands portait sur le même sujet que le nôtre. Ce n'est même pas le cas. Nous sommes toujours prêts à croire qu'une opinion portée par les Allemands sur leur pays est plus applicable à notre pays qu'un jugement porté par nous-mêmes sur notre propre situation...

En réalité, il n'y a pas chez nous de risque d'inflation par la demande depuis le milieu des années 80. Les taux d'intérêt sont élevés en France tout simplement parce que notre économie n'est pas assez forte pour

que puissions avoir des taux d'intérêt sensiblement plus faibles qu'en Allemagne sans être obligés de déprécier le Franc par rapport au Mark.

L'argent est cher en France pour défendre la parité de notre monnaie. Le Franc n'est pas une monnaie forte. Si c'était une monnaie forte, nous pourrions mener la politique de taux d'intérêt qui nous convient sans craindre une dépréciation. Le Franc est en réalité une monnaie qui est fortement soutenue. Ce qui est exactement l'inverse d'une monnaie forte.

La force réelle d'une monnaie dépend uniquement de la force de l'économie. En particulier de ses capacités exportatrices par rapport à ses besoins d'importations. Le Mark est une monnaie forte parce que l'Allemagne a eu pendant très longtemps une balance commerciale excédentaire. Cela reste vrai aujourd'hui parce que les opérateurs pensent que les difficultés allemandes ne sont que passagères. Ils prévoient que l'Allemagne sera encore plus forte lorsque la digestion de l'Allemagne de l'Est sera réalisée. La France a eu pendant très longtemps une balance commerciale déficitaire. D'où une faiblesse du Franc. Les excédents actuels sont d'abord dus au nombre impressionnants de chômeurs, qui présentent la caractéristique, par la force des choses, de consommer moins de produits étrangers que ceux qui ont un travail. Les opérateurs pensent que cette situation ne peut pas durer, que tôt ou tard la France devra résorber au moins partiellement son chômage. Qu'à ce moment-là, on verra la balance commerciale française redevenir négative. D'où une faiblesse du Franc.

Ceux qui attribuent la force de l'économie allemande à la force de sa monnaie confondent causes et conséquences. Chacun voit que les taux d'intérêt élevés en France affaiblissent notre économie. Ils privilégient les rentiers au détriment de ceux qui travaillent. Ils encouragent les placements financiers stériles au détriment des investissements productifs. Ils affaiblissent les entreprises, en particulier les entreprises de production, qui apportent l'essentiel de nos devises. Ils bloquent l'activité dans le secteur du bâtiment, grand pourvoyeur d'emplois. Quoi de plus absurde dans la situation que nous connaissons?

**Il faut arrêter cette politique en trompe l'œil. Au lieu de soutenir notre monnaie en asphyxiant l'activité, soutenons notre économie en développant l'emploi. Nous aurons un Franc fort en prime.**

En commençant par baisser les taux d'intérêt. Tant pis pour les Allemands s'ils ne veulent pas nous suivre dans cette relance.

Chapitre 6

**CONSTRUIRE AUTREMENT  
L'EUROPE.**

*L'Europe pour quoi faire ?*

*L'Europe monétaire.*

*Construire autrement l'Europe.*

## L'EUROPE POUR QUOI FAIRE?

"Conséquences pénibles: les hommes populaires sont interrogés en permanence. Les hommes politiques caressent toujours l'opinion dans le bon sens. Il n'y a plus de débat. La société passe son temps à observer sa propre image et non à imaginer un avenir différent."

Patrick Champagne\*

### Un acte de foi?

J'ai parfois l'impression, à écouter certains hommes politiques, que le mot Europe leur tient lieu de pensée. C'est la réponse passe partout. La solution à toutes les questions un peu difficiles qui se posent à la France et qui sont soumises aux contraintes internationales est un "plus d'Europe" accommodé à toutes les circonstances. Réponse bien commode qui leur évite de réfléchir véritablement aux problèmes posés et à analyser objectivement les solutions possibles.

Il faut bien reconnaître que cette attitude simpliste est politiquement efficace. Car elle place insidieusement, en remémorant un débat pourtant complètement obsolète sur l'indépendance nationale, ceux qui sont d'un avis un peu plus nuancé dans le camp mal fréquenté des nationalistes réactionnaires.

Lorsqu'en 1982 les socialistes au pouvoir se sont rendu compte que la contrainte de la balance commerciale les empêchait de mener à bien leur politique, en particulier celle de la réduction du temps de travail pour réduire le chômage, ils auraient pu choisir la voie du protectionnisme, qui est la voie socialiste naturelle. Ils auraient aussi pu choisir la voie de la dévaluation. Ils n'ont fait ni l'un, ni l'autre.

Ils ont reporté leurs espoirs sur la construction européenne. Puisque notre programme est inapplicable en France, appliquons-le à l'Europe. Autrement dit si l'on ne peut pas instaurer le socialisme en France, faisons-le en Europe.

La politique menée par les socialistes jusqu'à leur départ du pouvoir en 1993 a ainsi été marquée par le désir d'une construction européenne aussi rapide que possible, en faisant des concessions considérables à leur doctrine antérieure, notamment en acceptant des décisions imprégnées d'un libéralisme pur et dur. Cela témoignait pour le moins d'une grande foi dans les vertus européennes.

Mais pourquoi ce qui était impossible en France serait-il possible pour l'Europe? Est-ce une manifestation de cet acte de foi que tout problème insoluble en France trouvera sa solution en Europe? S'est-on réellement posé la question? N'a-t-on pas assimilé la concurrence mondiale à la seule concurrence européenne? La contrainte internationale à la seule contrainte posée par nos voisins les plus proches? Il est vrai que la balance commerciale de la France dépend en premier lieu de ses échanges avec ses partenaires européens. Mais il est non moins vrai que la balance commerciale de l'Europe dépendra de ses échanges avec les autres pays du monde. Et que dans quelques années, la dépendance de l'Europe à l'égard de ces pays sera comparable en ampleur avec la dépendance actuelle de la France à l'égard de l'Europe. Le même problème aura simplement été transposé. Avec la différence majeure qu'il faudra encore attendre des années pour que, en Europe, la capacité d'action des hommes politiques et la cohésion sociale soient aussi grands qu'ils le sont aujourd'hui en France.

\*Faire l'opinion, Editions de Minuit, 1990.



Que les choses soient claires: je suis favorable à la construction européenne et je suis convaincu que nous devons lui consacrer beaucoup d'efforts. Mais de quelle construction s'agit-il? Pour atteindre quels objectifs?

Le vote sur le traité de Maastricht était une excellente occasion de lancer le débat. La plupart des grands leaders politiques français ont cherché à l'escamoter. La question posée était d'approuver une manière de construire l'Europe. Ils ont tout essayé pour la transformer en une autre question: pour ou contre l'Europe. Pourquoi? Sont-ils tellement habitués à répondre à côté des questions qu'on leur pose, à éviter le moindre débat d'idée pour éviter de mécontenter qui que ce soit, qu'ils sont devenus incapables d'expliquer à l'opinion publique des sujets un peu complexes?

N'était-ce pas plutôt une nouvelle manifestation d'une attitude héritée d'une autre époque? D'un comportement de chefs de droit divin qui sont seuls à savoir ce qui est bien? Qui demandent aux Français de se contenter de leur faire confiance?

Quelle qu'en soit la raison, nous sommes ainsi retombés de nouveau dans nos vieux travers, qui amusent tant les étrangers et qui nous font commettre bien des erreurs. **Nous avons une fois encore transformé une question concrète en un vaste débat sur de grands principes et de grands sentiments.** Et ceux qui ont essayé d'analyser la question concrète ont naturellement été accusés de mauvais sentiments... La situation m'a rappelé étrangement celle que nous avons vécue juste avant l'élection présidentielle de 1981. On reprochait à M. Giscard d'Estaing la montée du chômage. Mais qu'importaient les propositions de M. Mitterrand sur l'emploi? On considérait a priori que son étiquette socialiste garantissait des résultats en matière d'emploi. On sait ce qu'il en advint. Aujourd'hui, le mot Europe est synonyme a priori de prospérité future et de paix. A quoi bon dès lors s'interroger sur le contenu d'un traité?

Il est vrai qu'escamoter le débat était aussi une tactique de politique intérieure française. Cela arrangeait certainement MM Mitterrand et Giscard d'Estaing que la question pour ou contre Maastricht se transforme en pour ou contre l'Europe. M Chirac ne pouvait alors plus prendre position contre le traité sans risquer d'apparaître comme un anti-européen.

Ce débat était pourtant indispensable aux hommes politiques eux-mêmes. Une constatation révélatrice. Les socialistes pro-Maastricht espéraient que, grâce à ce traité, ils pourraient construire au niveau européen la société idéale qu'ils n'arrivaient pas à construire en France. Les libéraux pro-Maastricht voyaient au contraire dans ce même accord un excellent moyen pour qu'une société socialiste soit à jamais irréalisable pour les français. A l'évidence, l'un des deux camps au moins se trompait. Mais cela n'a apparemment inquiété ni les uns, ni les autres.

### **Des objectifs obsolètes.**

M Mitterrand au moment du référendum sur le traité de Maastricht nous a demandé de dire oui à l'Europe pour la prospérité et pour la paix. Quoi de plus consensuel? Et quoi de plus efficace également? Car cela répondait habilement à deux idées bien ancrées dans notre inconscient collectif. Celle qu'appartenir à une grande puissance donne la prospérité. Et celle que la paix passe par l'unification des peuples. L'ennui est que ces deux idées sont fausses. Elles datent d'un autre âge.

On a pris l'habitude de classer les pays selon leur production annuelle, et dire que les plus riches sont ceux qui produisent le plus. Ainsi, selon ce critère, la Chine est plus riche que la Belgique. Mais c'est une manière de mesurer la richesse qui date d'une autre époque. Celle où la richesse était assimilée à la puissance. Et la puissance aux capacités de conquêtes militaires, qui dépendaient d'abord de la taille de la population, puis de l'aptitude du pays à bien équiper ses soldats. La production annuelle d'un pays est un bon indicateur de cette double capacité.

Peut-on mesurer aujourd'hui la richesse d'un pays de cette manière? Peut-être. Mais certainement pas sa prospérité. Sa prospérité se mesure plutôt par l'intermédiaire du revenu par habitant. Et il y a bien longtemps que ce revenu n'est plus lié à la taille des pays. Depuis qu'ils peuvent se procurer les matières premières dont ils ont besoin sur le marché et que leur possession n'est plus essentielle. Cela fait un bon nombre de dizaines d'années. Il suffit de regarder le classement des pays sur la base du Produit National par habitant pour comprendre combien l'idée que la taille fait la prospérité est erronée: on y trouve dans le peloton de tête des petits pays comme la Suisse ou la Belgique, et des pays comme la Chine ou l'Inde en bas du classement...

Nous avons expliqué plus haut, à propos du protectionnisme et des pays du tiers-monde, en quoi le développement des échanges économiques entre pays changeait fondamentalement les données de la paix dans le monde.

Ces données nouvelles sont particulièrement évidentes dans l'Europe des Douze. Qui peut croire qu'il existe un risque de conflit au sein de cette Communauté? Il ne s'agit pas là de l'expression d'un optimisme béat. Il s'agit simplement de constater que, contrairement à ce qui existait encore pendant la première moitié du XXème siècle, personne dans l'Europe des Douze ne peut désormais y trouver un intérêt quelconque.

L'Europe est beaucoup plus menacée aujourd'hui par une absence d'idéal moral et d'identité culturelle et par la montée du chômage que par des nostalgies de conquêtes militaires.

Ceux qui nous dirigent, comme toute leur génération, ont été profondément marqués par la deuxième guerre mondiale. C'est bien normal. Qui pourrait le leur reprocher? Ils veulent en construisant l'Europe réaliser un vieux rêve: mettre en place ce qui aurait permis d'éviter cette guerre qu'ils ont vécu. Mais c'est en 1934 qu'il aurait fallu construire cette Europe là.

Nous sommes en 1994, 60 ans plus tard. Puisqu'ils veulent encore construire notre avenir alors qu'ils ont largement dépassé l'âge de la retraite, qu'ils fassent l'effort de comprendre que le monde a changé. La paix était la proie des nationalismes entretenus par les ambitions industrielles et financières. Elle est aujourd'hui menacée par le terrorisme et la misère du tiers-monde. La génération précédente a connu une prospérité croissante. Nous connaissons la croissance continue du chômage.

**Ne nous attardons pas à apporter des solutions aux problèmes qui sont derrière nous.** Ne perdons pas de temps à construire une Europe institutionnalisée, avec ses technocrates, ses politiciens, ses directives, son drapeau et pourquoi pas son hymne national. Elle ne ferait que placer la planète dans l'état où se trouvait l'Europe avant la Guerre: des blocs qui se comprennent mal et qui se font face. Essayons pour une fois de traiter les questions qui sont devant nous. Pour ne pas être comme par le passé systématiquement en retard d'une guerre.

### **Que veulent les Français?**

On recherche désespérément des théories pour remplacer le communisme, le socialisme, le capitalisme ou le libéralisme. Des grandes idées pour dire aux Français quelle est la voie à suivre. De grands intellectuels qui, cheveux au vent, nous inventeront de vastes débats autour desquels nous pourrions discuter jusqu'à l'aurore.

Ne serait-il pas plus simple de demander aux Français ce qu'ils souhaitent, et d'essayer de le leur donner? Les entreprises ont compris depuis bien longtemps qu'elles ne devaient pas fabriquer le produit qu'elles voulaient faire, mais celui que le marché attendait. D'où le grand développement de ce qu'on appelle le marketing, l'analyse du marché.

Grâce aux sondages, les moyens existent aujourd'hui de réaliser un authentique marketing politique. Il n'y a rien de déshonorant pour un homme politique de rechercher de ce que veulent les Français. C'est une partie importante de son rôle. Bien comprendre les aspirations de ses électeurs, leur dire ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, et essayer de mettre en place les moyens pour y arriver: c'est ainsi que je conçois le rôle de l'homme politique moderne. C'est lui qui doit diriger la manœuvre et donner en permanence le cap. Ce n'est pas à lui tout seul de dire où l'on veut aller.

N'y a-t-il pas en effet dans les sondages un important progrès potentiel de la démocratie? Une forme opérationnelle de démocratie directe? Au lieu d'en rester au bon vieux temps où existaient une élite qui savait et un bon peuple qui suivait?

**Mais cette forme moderne de démocratie est complètement dévoyée. Elle supposerait que l'on interroge les citoyens non pas sur les moyens mais sur les objectifs. C'est l'inverse que l'on constate.** On interroge les Français sur des mesures techniques: Franc fort, déflation compétitive, SMIC jeunes... sur lesquels ils ne peuvent pas avoir une position ferme faute d'informations. Mais on les interroge rarement sur les objectifs, sur lesquels ils ont pourtant un avis clair.

Il paraît que les Français sont le peuple le plus sondé du monde. En moyenne deux sondages par jour. Mais ces sondages servent-ils vraiment à savoir ce qu'ils veulent? Où servent-ils au contraire à faire dire aux Français ce que certains souhaitent?

Les médias ne sont pas les derniers à commander des sondages. C'est parfois une manière d'aborder un sujet quand on manque d'idées. Ou de "créer un événement", même s'il est sans signification statistique. Voire de donner du poids aux thèses défendues par le media. Mais rarement de savoir ce que souhaite l'opinion publique. Car on ne peut répondre qu'aux questions que les organismes de sondage posent. Or ces questions sont rarement celles que nous nous posons. Les sondages dissimulent ainsi à l'opinion publique et aux hommes politiques les véritables préoccupations des Français.

Mais il y a pire. Chacun sait qu'il est relativement facile de faire dire ce que l'on souhaite à un sondage sur un sujet difficile. La personne sondée, quand elle n'a pas de position ferme, cherche à donner ce qu'elle croit être "la bonne réponse". C'est-à-dire celle supposée de la majorité. Alors que la seule bonne réponse est ce que pense la personne sondée. Réflexe conditionné par les questions que l'on nous posait à l'école, et qui avaient effectivement une bonne réponse? Moyen de se sécuriser psychologiquement sur un sujet où l'on est mal à l'aise? Souci de ne pas paraître idiot? Quoi qu'il en soit, ce comportement constaté des personnes sondées permet de belles manipulations. Surtout si l'on a recours à des questions mal posées et à un choix limité de réponses disponibles.

Que peut-il en résulter de positif? Sur les sujets difficiles, sur les mesures à prendre, rien d'autre que l'expression d'un grand conformisme. On ne devrait sonder les Français que sur leurs aspirations ou leurs intentions. Et ne le faire sur les autres sujets qu'après un vaste débat, organisé, structuré, comme pour un référendum. En dehors de ces cas, les sondages sont au mieux sans intérêt. Au pire de dangereux moyens de manipulation.

Que veulent les Français? A défaut de sondages sur ce sujet capital, j'en suis réduit à les faire parler. Que sont leurs préoccupations? D'abord la santé, pour eux et pour leurs proches. Ensuite la sécurité, pour les personnes et pour leurs biens. La drogue est à cheval sur les deux catégories. Leurs aspirations? Le bonheur. Ce n'est pas directement l'argent, bien que, comme le dit le dicton populaire, il y contribue largement. Et derrière la préservation de l'environnement. Voilà pour l'essentiel. Le reste? La politique, la Bourse, l'Europe, la presse... Des moyens. Rien que des moyens. Que l'on doit donc analyser à la lumière de l'efficacité.

## L'EUROPE MONETAIRE.

La prochaine étape de la construction européenne doit-elle être la mise en place d'une monnaie unique? Tel est apparemment l'avis des responsables européens, qui ont préparé pour ce faire le traité de Maastricht. Ce n'est pas le mien. Je ne résiste pas à l'envie de citer ici, intégralement et sans aucune modification, les réflexions que j'avais à l'époque livrées à un certain nombre de responsables politiques.

### QUESTIONS POSEES.

*Une des dispositions essentielles des accords de Maastricht est la mise en place d'une monnaie unique européenne, l'Ecu. Et il n'est pas sans intérêt d'essayer d'en prévoir les conséquences économiques et sociales, même si l'on est a priori convaincu, comme je le suis, des bienfaits de tout rapprochement entre pays européens.*

*Le problème est qu'il faut essayer de prévoir l'avenir. C'est une tâche difficile, qui ne se réduit pas à la simple lecture du texte particulièrement indigeste de ces accords. C'est même un exercice dans lequel on est certain de se tromper: car il y aura toujours des hommes pour modifier le cours naturel des événements.*

*A défaut de certitudes, on se contentera de rappeler quelques faits et de poser quelques questions.*

### UNE SIMPLIFICATION DES PROCEDURES?

*L'Union Monétaire va permettre la suppression des frais de change entre pays adhérents. C'est un élément évidemment positif, notamment pour les entreprises, parce qu'il simplifiera un certain nombre d'opérations bancaires.*

*Pour les particuliers, les avantages procurés par l'utilisation de la même monnaie dans différents pays européens effaceront à terme les difficultés d'adaptation causées par l'abandon des monnaies nationales, inconvénients que l'on a connus en France lors du passage au Franc Lourd.*

*En revanche, il ne faut pas attendre de la Monnaie Unique un développement plus rapide des échanges entre pays membres. En effet, le Système Monétaire Européen déjà en place a depuis de nombreuses années très fortement réduit les fluctuations de parités des monnaies européennes entre elles, supprimant ainsi l'essentiel des entraves monétaires aux échanges intra-communautaires.*

*On peut craindre par ailleurs que l'harmonisation des normes et règlements entre pays de la Communauté ne soit désormais ralentie, alors qu'elle est loin d'être achevée. En effet, les règles actuelles de fonctionnement de la Communauté, basées sur une nécessaire unanimité pour toute décision, ne lui permettent guère de faire autre chose que ce laborieux travail d'harmonisation. Avec l'accord de Maastricht, la Communauté pourra s'intéresser à des tâches bien plus gratifiantes.*

*Or, cet obscur travail d'harmonisation est essentiel pour la réduction des coûts des produits européens. Car ce n'est pas tant l'existence de frontières qui fait que l'Europe n'est pas un grand marché: on les franchit aujourd'hui à faible coût. C'est l'existence de normes techniques et de réglementations diverses qui empêchent un produit vendu dans un pays de la Communauté de pouvoir l'être dans un autre, ce qui oblige à développer un grand nombre de modèles et de variantes.*

*Un exemple récent permet d'illustrer cette crainte. Les pays de la Communauté progressent depuis de nombreuses années dans l'harmonisation des taux de leurs taxes respectives sur la valeur ajoutée (TVA en France). Brusquement pressée, la Commission n'a pas attendu la fin de ce processus pour instaurer le marché unique de 1993. En conséquence de quoi la suppression des contrôles douaniers va s'accompagner de la création de nouvelles procédures fiscales. Les entreprises attendaient du Marché Unique une simplification administrative, elles auront le contraire.*

## UN ECU FORT?

*Ce n'est pas la taille d'un pays qui fait la force de sa monnaie. La Suisse, un tout petit pays, dispose d'une des monnaies les plus fortes du monde. Le Produit National Brut des Etats-Unis est bien supérieur à celui du Japon, mais le Yen est une monnaie plus forte que le Dollar. L'unification de l'Allemagne a accru sa puissance, mais a affaibli durablement le Mark.*

*La force réelle d'une monnaie dépend avant tout des capacités exportatrices du pays qui l'utilise. Le Deutsche Mark est une monnaie forte parce que l'Allemagne est depuis de nombreuses années plus exportatrice qu'importatrice.*

*La France a cru au contraire qu'avec une monnaie forte, son économie le deviendrait aussi. Mais à défaut d'exportations suffisantes, il nous faut soutenir le Franc français avec des taux d'intérêts élevés. Ils sont aujourd'hui en termes réels parmi les plus élevés du monde. Le résultat est une activité économique bridée et un chômage impressionnant. Le Franc est artificiellement fort et l'économie française tourne au ralenti. Quant aux récents excédents de notre balance commerciale, ils ne doivent pas faire illusion: ils sont dus essentiellement à la baisse de l'activité du marché français qui diminue nos importations. Et les parts de marché que nous gagnons en Europe, nous les perdons aux USA et au Japon.*

*L'Ecu sera-t-il une monnaie réellement forte? La question ne va pas de soi, puisque la taille du marché n'a aucune relation avec la force de la monnaie. En réalité, la réponse à cette interrogation est directement liée à une autre interrogation: les pays de l'Union Monétaire seront-ils clairement plus exportateurs qu'importateurs?*

*Il n'est malheureusement pas possible de le dire aujourd'hui, puisque l'on ignore les pays qui seront finalement admis dans cette Union Monétaire. On sait seulement qu'en l'état actuel des choses, il n'y a que trois pays parmi les douze qui satisfont aux critères d'admission imposés par les accords de Maastricht: la France, le Luxembourg et le Danemark. Si les choses restaient en l'état, l'Ecu ne serait pas plus fort que le Franc. Si l'Allemagne parvient à se joindre à ces pays, l'Ecu sera sans doute plus fort que le Franc, mais moins que le Deutsche Mark. N'oublions pas en effet que la balance commerciale allemande est excédentaire grâce aux autres pays européens, mais qu'elle est déficitaire à l'égard des Etats-Unis et du Japon...*

## UNE ECONOMIE PLUS PUISSANTE?

*Les accords de Maastricht ne prévoient pas de mesure particulière pour renforcer l'économie des pays de la Communauté.*

*Leur inspiration est celle du plus pur libéralisme, dans la continuité de la politique actuelle incarnée par le trop célèbre Lord Brittain. Il est un peu surprenant que l'on ait encore une telle confiance dans un libéralisme théorique qui démontre toutes ses limites en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, pendant que triomphe le pragmatisme de l'Allemagne et surtout du Japon. Tout se passe comme si cette politique proche du laisser-faire était le seul terrain d'entente possible pour les 12, à défaut d'accord sur les mesures concrètes à prendre, en particulier pour lutter contre le chômage.*

*Paradoxalement pour un politique libérale, il n'y a pas dans les accords de Maastricht de limitations des dépenses publiques des Etats. Qu'importe leur montant, pourvu qu'elles soient financées par des impôts ou par des emprunts. Seul le déficit budgétaire est limité. Ainsi, tous les choix sont possibles pour chacun des Etats membres: depuis une économie où tout est privatisé jusqu'à un secteur public très important.*

*Par ailleurs, un certain nombre de dispositions auront une incidence lourde sur le budget européen. Il s'agit en particulier des engagements d'aides financières aux pays les moins riches de la Communauté. Ces engagements ont été décisifs dans la décision de certains pays de signer les accords de Maastricht (Irlande, Grèce, Portugal, Espagne notamment). L'accroissement d'impôts qui va en résulter est connu sous le nom de "paquet Delors". Par prudence, la discussion sur le mode de prélèvement de ces impôts nouveaux a été repoussée après la ratification du traité, à cause de leur ampleur.*

*Ainsi, en l'absence de toute mesure significative en matière de politique industrielle, de politique agricole ou de politique de recherche pour lutter contre les Etats-Unis ou le Japon, c'est l'augmentation de la pression fiscale pour aider les pays européens les moins riches qui apparaît comme la seule évolution économique clairement induite par le traité de Maastricht.*

*Il est par ailleurs particulièrement inquiétant de constater que, pour respecter les critères de convergence économique imposés par ces accords, un bon nombre d'Etats européens sont conduits à mener des politiques qui affaiblissent leurs propres économies. Par exemple la France, qui maintient des taux d'intérêt trop élevés afin de conserver la parité entre le Mark et le Franc. Ou encore l'Espagne, qui ralentit volontairement sa croissance alors que son taux de chômage est encore plus élevé que le nôtre. Or ce*

*n'est pas avec des pays plus faibles que l'Europe pourra être plus prospère.*

#### **UNE BAISSÉ DES TAUX D'INTERET?**

*Des taux d'intérêt élevés sont une des causes majeures du fort niveau de chômage que connaissent les pays européens, notamment la France, par rapport aux USA et surtout au Japon.*

*Les raisons en sont bien connues. En augmentant les échéances de remboursement, ils dissuadent les consommateurs d'avoir recours au crédit, diminuent le nombre de ménages pouvant acheter un logement, réduisent les capacités d'investissement des collectivités publiques et des entreprises, amoindrissent les capacités exportatrices du pays... De forts taux d'intérêt provoquent le ralentissement de la plupart des secteurs économiques, ce qui entraîne inéluctablement un chômage croissant.*

*L'Union Monétaire permettra-t-elle de faire baisser les taux d'intérêt, notamment chez nous? C'est une question de première importance pour l'évolution de notre chômage. Les accords de Maastricht confient la gestion de la monnaie à une Banque Centrale Européenne dirigée par des administrateurs inamovibles pendant huit ans, et de ce fait totalement indépendants. Cette indépendance n'existe ni aux Etats-Unis, ni au Japon, deux pays dont la réussite économique est supérieure à celle de l'Allemagne. L'organisation japonaise, qui repose sur le célèbre MITI dont on loue partout la grande efficacité, est même totalement opposée à celle-là.*

*Toute la question est donc de deviner quelle politique ces administrateurs indépendants mèneront collectivement. On dispose pour cela de quelques éléments indicatifs.*

*Ils auront pour unique mission de veiller à la bonne santé de l'Ecu. Or il existe pour défendre une monnaie deux moyens principaux: favoriser le développement d'une économie puissante et exportatrice ou maintenir des taux d'intérêt attractifs sinon élevés. Le premier moyen est placé hors de leur domaine de compétence et donc de leur capacité d'action. En revanche le second repose entièrement entre leurs mains.*

*Ainsi, la structure de la future Banque Centrale Européenne permettra d'augmenter les taux d'intérêt aussi souvent que nécessaire et sans opposition extérieure possible.*

#### **UNE MEILLEURE POLITIQUE SOCIALE?**

*C'est un des aspects les plus surprenants des accords de Maastricht: il n'est pas prévu d'harmoniser les législations sociales avant la mise en place d'une monnaie unique. L'accord est même explicitement donné à un pays important, la Grande-Bretagne, de se tenir à l'écart de toute mesure sociale sans que cela ne puisse l'empêcher de participer à l'Union Monétaire.*

*C'est un peu comme si l'on avait en France autorisé une région comme Rhône-Alpes à se dispenser d'appliquer le SMIC, les conventions collectives, la limitation de la durée légale du travail.*

*Cette absence d'harmonisation traduit l'acceptation par la Commission Européenne d'une concurrence sur les salaires et les législations sociales entre pays européens. C'est l'abandon au niveau européen d'un des volets les plus importants des règles d'encadrement de la concurrence que la plupart des pays ont reconnu nécessaires et ont mis en place chez eux.*

*La Grande-Bretagne ne cache pas son intention d'utiliser la limitation des salaires pour accroître la compétitivité de ses entreprises, y compris à l'égard des autres entreprises européennes. On imagine mal que les règles sociales françaises évoluent au point de permettre à nos entreprises de se battre à armes égales sur ce terrain. Il faudrait pour cela l'accord des partenaires sociaux, qui ne sera évidemment pas donné.*

*La conséquence la plus probable de cette situation est une concurrence croissante des entreprises britanniques, qui va entraîner une pression accrue vers le bas des salaires dans les secteurs exposés, l'agriculture et l'industrie.*

#### **MOINS DE CHOMAGE?**

*A cette question, la réponse des commentateurs de tous bords est unanime: la mise en oeuvre des accords de Maastricht aura comme conséquence une augmentation du chômage. Les défenseurs du traité ajoutent pour leur part "pendant quelques années", sans autre précision.*

*En effet, parmi tous les points que nous venons d'aborder, seule la simplification des procédures est porteuse de dynamisme économique. Aucun des autres, un pur libéralisme économique, des taux d'intérêt toujours élevés, un accroissement annoncé de la pression fiscale, une concurrence inévitable entre législations sociales, ne joue en faveur d'une réduction du chômage, sauf peut-être en Grande-Bretagne. Nous en avons l'expérience en France où, pour tenir nos engagements européens, nous ne pouvons pas*

*baisser nos taux d'intérêts, mesure qui serait pourtant bien efficace pour relancer l'économie et réduire le chômage. D'autres pays en font aussi l'expérience. Le plus proche de nous est l'Espagne, qui s'engage dans une politique de sévère ralentissement économique malgré un chômage plus important qu'en France, afin de satisfaire aux critères d'admission à l'Union Monétaire Européenne.*

*Il y a sans doute là une des explications majeures du sentiment diffus que les accords de Maastricht n'ont pas été élaborés pour les citoyens: ils vont accroître le chômage, en tout cas pendant plusieurs années, alors que les européens attendent de leurs dirigeants des actions efficaces en sens inverse.*

## CONCLUSION

*Ce n'est pas dans des retombées économiques positives pour les prochaines années qu'il faut rechercher des arguments en faveur des accords de Maastricht. Le bilan dans ce domaine est nettement négatif. Ces accords s'inscrivent dans la continuité d'une politique qui s'est mise progressivement en place depuis 15 ans, et dont on mesure de plus en plus les graves inconvénients: l'emploi et le pouvoir d'achat y sont sacrifiés au profit de la maîtrise de l'inflation et de la stabilité des taux de change. A l'évidence, les concepteurs des accords de Maastricht conservent ces priorités. C'est bien dommage. Car ils se privent ainsi de l'adhésion d'un bon nombre de responsables économiques qui étaient a priori favorables à toute avancée de la construction européenne.*

Si j'ai reproduit ce texte déjà ancien, c'est que j'ai l'impression, avec plusieurs mois de recul maintenant, que cette analyse n'était pas complètement erronée. Pourtant, que de critiques, de quolibets, voire d'insultes, ai-je reçus à l'époque!

Aujourd'hui, après que les passions se sont calmées, il me semble que l'on doit tirer de cette affaire quelques enseignements sur la manière dont se construit l'Europe.

Nombre de mes relations, qui ne partagent pas mon goût pour analyser en détail les questions économiques, mais qui n'ont pas plus que moi une confiance illimitée dans les hommes politiques français en la matière, se laissent souvent impressionner par la conclusion d'un accord avec les autres pays. Méfiants sur nos propres capacités nationales, ils ont davantage confiance dans une position collective multinationale. Je ne pense pas pour ma part que cela donne des garanties complémentaires. Car en réalité, il n'y a pas en règle générale d'accord unanime à Bruxelles. Si les négociations sont rarement faciles à deux, elles sont extrêmement complexes à douze. Le texte commun finalement signé n'est que la partie rendue publique de nombreuses autres négociations bilatérales conclues par des accords confidentiels. Ils rassemblent les contre-parties obtenues en parallèle par les uns et les autres pour donner leur accord au texte officiel.

Ces textes sont conçus par les permanents. Ils sont ensuite littéralement vendus aux Etats membres. Ils contiennent en conséquence un certain nombre de caractéristiques récurrentes: ils vont dans le sens de la constitution d'un Etat européen pour plaire au camp français, ils font progresser le libéralisme pour plaire au camp britannique et ils ne portent pas tort au camp germanique, qui reste avant tout pragmatique. Dans ce contexte de marchandage permanent, ce sont les plus réticents, les "eurosceptiques", qui obtiennent le plus. La France, qui cherche trop souvent des "avancées significatives", en fait les frais.

Cela nous permet-il de faire avancer la construction européenne? Avec notre manie de nous délecter des grandes idées et de négliger les réalités objectives, **nous faisons des concessions bien concrètes pour obtenir des avancées douteuses qui à la longue discréditent l'Europe.**

Nous avons par exemple demandé et obtenu dans le traité de Maastricht que le droit de vote soit donné aux étrangers pour les élections européennes. Mesure symbolique d'une future citoyenneté européenne. Mais mesure absurde, qui ne peut donc pas durer. En France, personne ne peut être électeur dans deux communes à la fois. C'est bien normal: le résultat des élections en serait sinon faussé. Comment imaginer que la démocratie puisse fonctionner en Europe avec des électeurs autorisés à voter dans deux pays? Une bonne mesure aurait été d'autoriser tout citoyen d'un pays européen à devenir sans condition et sans délai citoyen d'un autre pays européen. Mais une mesure comme celle-là était probablement impossible à "vendre".

La monnaie unique s'inscrit bien dans ce schéma. Une mesure hautement symbolique des progrès

apparents de l'unification, obtenue par un très grand libéralisme monétaire, et qui permet à l'Allemagne de faire maintenir chez ses principaux partenaires des taux d'intérêt élevés pendant qu'elle se réunit. Mais, parce que cette mesure est contraire à l'intérêt de l'Europe, elle en a fait en réalité reculer la construction.



## CONSTRUIRE AUTREMENT L'EUROPE.

Avec l'expérience de ces dernières années, tout le monde se rallie progressivement à l'idée qu'il faut construire l'Europe avec modestie, en limitant son action aux problèmes majeurs que l'on n'arrive pas à résoudre correctement dans chaque pays. Mais ce principe important, dit de subsidiarité, ne suffit pas. Il faut d'abord rechercher avec tous les pays membres de véritables accords. Pas des marchandages obscurs. Si certains pays ne veulent pas de tel ou tel accord, qu'importe? Il vaut certainement mieux une Europe déterminée et efficace à quatre qu'un ensemble informe et paralysé à douze ou plus. Il faut surtout construire l'Europe dans l'ordre. L'ordre logique. Il faut faire l'Europe sociale avec l'Europe économique. Puis l'Europe politique avec l'Europe diplomatique et militaire. Enfin l'Europe monétaire, s'il reste encore des européens convaincus que cela puisse servir à quelque chose de positif.

Où arrivera-t-on? Quelle Europe aura ainsi été construite? Une Europe fédérale? Une Europe des nations? C'est un débat sans aucun intérêt pratique pour les quelques années qui viennent. Que ceux qui refusent une Europe fédérale supprimant les nations se rassurent: si les choses sont faites dans l'ordre, ils ont bien le temps de réagir. Que ceux qui au contraire veulent cette Europe fédérale soient lucides: en mettant la charrue avant les bœufs, on ne peut rien construire de durable. Peut importe où l'on arrivera demain. L'essentiel est aujourd'hui d'avancer dans la bonne direction. Et **la bonne direction, c'est de résoudre correctement les problèmes. Pas de prendre des mesures symboliques dont l'inefficacité discrédite l'Europe.**

### **Poursuivre l'harmonisation entre pays européens.**

Le marché européen existe depuis longtemps déjà. Les 350 millions de consommateurs ont toujours été là. Et toute entreprise européenne peut vendre à chacun de ces consommateurs depuis de nombreuses années. En revanche, le marché européen unique n'existe pas. Et il n'existera pas demain. Les goûts, les habitudes, les langages sont différents. Les entreprises doivent donc adapter leurs produits à ces différences.

A ce handicap inévitable s'ajoutent malheureusement des divergences dans les normes nationales qui alourdissent inutilement les prix de revient des produits européens. Au bout de tant d'années et avec tant de fonctionnaires, il est navrant de constater que des problèmes aussi peu passionnels n'aient toujours pas été réglés. Il faut donc poursuivre méthodiquement et achever au plus vite l'effort d'harmonisation déjà engagé.

Encore faut-il sortir du processus bureaucratique actuel. L'harmonisation se fait aujourd'hui en ajoutant les contraintes nationales pour en faire la norme européenne. D'où ces directives absurdes sur les fromages ou la forme des concombres. Il faut faire l'inverse. Faire confiance. Partir du principe qu'un produit reconnu bon par un pays européen l'est pour tous les autres. Que si tel ou tel point n'est pas normalisé dans un de ces pays, c'est que la normalisation sur ce point n'est pas indispensable. Ainsi, on supprimerait toutes les normes nationales archaïques et on laisserait aux consommateurs le soin de faire émerger les bons produits.

Saisissons avec l'harmonisation européenne l'occasion d'un formidable rajeunissement de nos textes.

Mais il faut en parallèle harmoniser les législations sociales entre pays de la Communauté. Il est indispensable de le faire dès maintenant. En tout cas avant l'union monétaire. L'accord de Maastricht prévoit une chronologie inverse. En admettant d'ailleurs que l'harmonisation sociale se fera un jour: elle y est à peine évoquée et la Grande-Bretagne en est d'ores et déjà dispensée.

Que se passera-t-il sinon? La mise en concurrence d'entreprises ayant entre elles des niveaux de rémunération et de charges différents. Avec une conséquence: une pression accrue sur les revenus de

ceux qui produisent, dans l'industrie et dans l'agriculture. Ce processus est d'ailleurs largement engagé. Est-ce une bonne chose? Evidemment non. Il serait inacceptable que dans l'Europe du XXIème siècle, les eurocrates soient parmi les salariés les mieux payés du monde, tandis que les revenus des ouvriers et des agriculteurs doivent s'aligner progressivement sur ceux du tiers monde. Sur ce point, je renvoie le lecteur au premier chapitre de ce livre.

Les syndicats et le patronat français le savent bien par expérience: il a été nécessaire de construire une législation sociale en France pour permettre à l'économie libérale de se développer sans heurt. Pour établir d'autres règles du jeu dans la concurrence entre entreprises que la compression des salaires et l'allongement de la durée du travail. Les Français ne veulent pas de ces règles du jeu. Encore moins aujourd'hui qu'au début du siècle.

**L'Europe sociale doit être construite en même temps que l'Europe économique. C'est-à-dire dès maintenant. C'est la priorité.**

Nul doute que dans le cadre européen on pourra faire évoluer positivement une réglementation sociale qui a vieilli sur de nombreux points. Le simple fait d'inciter les syndicats européens à se mettre d'accord sur des textes communs permettra de sortir des affrontements nationaux entre syndicats et patronats. Cela conduira nécessairement à une remise en cause de ce qui doit l'être en évitant les blocages psychologiques sur la défense d'avantages acquis. Car ces avantages ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre.

C'est au niveau européen que devra être placé le débat sur la durée du temps de travail. La durée des congés, les modalités et les conditions de départ à la retraite, la réglementation du temps partiel ou partagé... Et surtout la réduction de la durée hebdomadaire de travail, dont on a longuement parlé au chapitre consacré au partage du travail. Car les conséquences économiques, à court terme et surtout à long terme, de mesures nouvelles en la matière sont telles qu'il vaut mieux pour nous ne les prendre qu'en étant suivis par les autres pays européens.

### **L'Europe du plein emploi.**

Est-ce trop demander à l'aube du XXIème siècle que l'on mette enfin l'économie au service des hommes? **L'objectif de l'Europe aujourd'hui, ce doit être d'abord le plein emploi.** Les fonctionnaires de Bruxelles ne mettent pas vraiment cet objectif en priorité. On l'a constaté lors du débat sur le traité de Maastricht. Ils reconnaissaient bien volontiers que les conséquences du traité seraient un accroissement du chômage pendant quelques années. Cela ne paraissait pas les émouvoir. Pour la suite, ils affichaient un optimisme inébranlable: ils comptaient sur les vertus de la monnaie unique pour cela. Par quel mécanisme? Mystère. Au bout de combien de temps? Ils se gardaient bien d'avancer des dates. Le fait que la mise en place du Système Monétaire Européen soit allée de pair avec une montée continue du chômage ne semblait pas les faire douter.

Les technocrates de Bruxelles ne sont-ils pas, à l'instar du célèbre Lord Brittain, les disciples attardés d'un libéralisme doctrinaire qui date d'une autre époque et qui a été rejeté depuis longtemps par les pays les plus efficaces? C'est une question que l'on peut naturellement se poser. Mais je me demande pour ma part si un système de décision à douze ou plus peut amener dans le domaine économique autre chose qu'une succession de non-décisions.

Chacun sent bien que Bruxelles est devenue la contrainte majeure des gouvernements nationaux. Pour rester dans le seul domaine de l'emploi, on ne peut pas baisser les taux d'intérêt à cause de l'Europe, on ne peut pas instaurer un peu de protectionnisme à cause de l'Europe, on ne peut pas augmenter la TVA pour alléger les charges sociales à cause de l'Europe... Autant de mesures nationales efficaces contre le chômage qui, prises séparément, permettraient de faire progresser le problème d'ensemble. Mais le processus de décision collectif en vigueur dans la Communauté fait que la seule possibilité d'accord est d'empêcher tel ou tel pays de mener une politique qui pourrait quelque peu gêner les autres. Quant à s'entendre sur une véritable politique commune, c'est évidemment irréalisable à douze.

Ainsi, la plupart des mesures prises s'apparentent à une doctrine du laisser-faire. C'est la forme la plus primaire du libéralisme. C'est l'inefficacité politique absolue.

Dans son organisation actuelle, l'Europe est incapable d'apporter des solutions au problème essentiel qu'est le chômage. **Il faut impérativement sortir au plus vite de cette situation de paralysie, en**

**redonnant aux Etats membres leur liberté d'action économique. Et ne pas attendre la fin de "la crise", qui ne se produira pas toute seule. Car cette crise est celle de la Communauté, due avant tout à son incapacité à réagir.** Construire l'Europe sur le dos de plusieurs dizaines de millions de chômeurs est un combat perdu d'avance. Espérons que les pays membres s'en rendront compte très vite. Sinon, ils seront contraints de faire machine arrière à cause de réactions de rejets telles qu'elles rendront très difficile une nouvelle orientation de la construction européenne.

On ne pourra revenir sur l'autre voie, celle de l'intégration, que lorsque l'Europe aura pu regagner la confiance des peuples. En particulier lorsque les Etats membres auront pu sortir de la crise dans laquelle ils se sont laissé enfermer. Et lorsque les institutions communautaires auront fait la démonstration qu'elles ne sont plus une bureaucratie incontrôlée et irresponsable.

La crise de confiance est telle qu'il est indispensable aujourd'hui de reconnaître les erreurs commises, de faire machine arrière pour les corriger et de repartir dans la bonne direction.

Dans la lutte contre le chômage, Bruxelles a du travail à faire dans sa propre sphère de compétences. En particulier pour lutter contre le gaspillage de l'argent public.

Le nombre trop important de fonctionnaires de la Communauté a été régulièrement dénoncé. Les autorités européennes se défendent en faisant constater que, rapporté au nombre d'habitants, le coût de l'administration bruxelloise est très faible. Cette réponse est pernicieuse. Car ces fonctionnaires ne sont pas seuls: ils se sont ajoutés aux fonctionnaires des Etats au lieu de se substituer à eux. A qui la faute? Aux Etats, dit évidemment Bruxelles. Les Etats de leur côté constatent que la Communauté a créé des procédures nouvelles qu'il leur faut gérer...

Les deux ont sans doute raison. Mais ce n'est pas ainsi qu'il faut aborder la question. Prenons un exemple. L'Europe a une fonction de redistribution. Elle prélève de l'argent dans certains Etats pour le reverser à d'autres. C'est évidemment, avec l'harmonisation des lois et des règlements nationaux, une de ses fonctions essentielles. Mais il faut bien comprendre que cette redistribution ne concerne qu'une petite partie de l'argent qui passe entre les mains des pouvoirs européens. La grande majorité est retournée aux pays membres d'origine selon des procédures diverses: aides à l'agriculture, à la recherche, à l'aménagement du territoire... Car chaque Etat veille attentivement à ce que l'argent donné lui revienne dans des proportions aussi grandes que possibles. C'est ce que l'on appelle "le juste retour".

C'est ainsi qu'une armée de fonctionnaires français travaille pour récupérer à Bruxelles l'argent que la France y a envoyé. Que les entreprises, les Régions, les Départements, y envoient des spécialistes dans le même but. Naturellement, chaque pays de la Communauté agit de même. Chacun obtient le "juste retour". Mais quel gaspillage!

Si l'Europe voulait être efficace dans sa fonction de redistribution, une poignée de fonctionnaires suffirait à définir les montants à transférer d'un pays vers un autre.\*

On dirait que les autorités européennes n'hésitent pas à faire des choses inutilement coûteuses, donc insuffisamment efficaces, pour faire avancer la construction européenne dans le sens qui leur convient. C'est-à-dire l'augmentation du pouvoir des permanents. Faut-il y voir l'œuvre des partisans de l'Europe Fédérale? Peut-être. Mais si tel était le cas, quelle grossière erreur tactique! Car la conséquence en est aujourd'hui un rejet croissant de la construction européenne.

Pour ma part, il me semble plutôt que l'on retrouve là une nouvelle manifestation de l'évolution naturelle des organismes incontrôlés. Ils se développent selon leur propre logique interne qui est une logique d'accroissement des pouvoirs, même si ces pouvoirs ne servent à rien ou sont nuisibles.

Dans cette situation, un renforcement des pouvoirs du parlement européen n'amènerait aucun progrès. Ce n'est pas un parlement qui peut contrôler une administration.

### **La paix et la prospérité.**

La construction de l'Europe avait initialement comme objectifs la paix et la prospérité. Je crois avoir amplement expliqué précédemment que ces objectifs sont devenus obsolètes. Parce que la paix dans la Communauté ne suffit plus pour assurer la paix dans le monde, ou même en Europe. Parce que ce n'est plus la taille d'un ensemble économique qui fait sa prospérité.

Les pays européens ne peuvent se fixer aujourd'hui que des objectifs mondiaux. Parce que les principaux problèmes de cette fin de siècle ne pourront trouver leur solution qu'à l'échelle mondiale. La lutte contre le sida. Celle contre la drogue. La préservation de notre environnement. La préservation de la paix.

La montée du chômage dans notre vieille Europe trouve elle-aussi ses principales causes dans le rétrécissement du monde économique, même si les solutions sont largement entre nos mains.

**Nous avons infiniment moins besoin désormais d'une organisation européenne que d'une organisation mondiale. Le monde devient un immense village. Il faut inventer les structures de direction qui lui font dramatiquement défaut.**

\*Bizarrement, les hommes politiques qui dénonçaient dans l'Etat Français ces dérives de centralisation abusive des pouvoirs ne les dénoncent pas pour la Communauté. Et réciproquement. Allez comprendre!

Conclusion

**LES PARTIS POLITIQUES.**

## LES PARTIS POLITIQUES.

"Il ne s'agit pas de sanctionner tel ou tel mauvais gestionnaire.  
il faut changer les règles du jeu...  
bref réformer la République."

Tant et plus! François de Closets, Grasset, 1992.

Pourquoi conclure ce livre sur les partis politiques? Parce que c'est à cause d'eux que je l'ai écrit. Parce qu'ils ne font pas à mon avis ce qu'ils devraient faire. C'est aux partis politiques qu'il appartient de dire comment résorber le chômage. Et de faire agir leurs élus. Ils ne le font pas. Pourquoi? Cette question me paraît essentielle pour l'avenir de notre pays. Je voudrais essayer d'y répondre.

### Compétences et pouvoirs.

Le 16 juin 1993, Philippe Seguin, nouveau Président de l'Assemblée Nationale, a provoqué quelques remous en déclarant que les hommes politiques n'avaient jamais encore fait de la lutte contre le chômage une priorité. Je crois pourtant qu'il a entièrement raison.

Je veux bien croire qu'il n'y a pas de solution miracle au chômage. Mais j'espère que le lecteur partage désormais ma conviction qu'il reste beaucoup de mesures efficaces à prendre. Suffiraient-elles à donner du travail à tous les chômeurs? Je n'en sais rien. Mais il est clair qu'elles amélioreraient considérablement la situation actuelle.

Ces mesures sont largement entre les mains des hommes politiques. Ils ont certes perdu beaucoup de leurs pouvoirs à cause de l'internationalisation de l'économie. Au point que certains se demandent s'il leur en reste encore. Et que l'opinion publique, consciente de ces flottements, se détourne de la politique et se renferme sur ses égoïsmes, dont on essaye de croire qu'ils pourraient être une chance de salut. Ceux que nous élisons pour qu'ils agissent ne peuvent-ils en réalité rien faire? Si c'était vrai, ce serait dramatique. Mais ce n'est pas le cas. Les élus ont entre leurs mains les moyens de lutter contre le chômage.

Pourquoi ne les ont-ils pas mis en oeuvre? Mauvaise volonté? Je ne le crois vraiment pas. Incompétence? Je le crains parfois.

Ils n'ont pas vraiment de formation ni d'expérience, donc de compétence, en la matière. Ce sont les entreprises qui détiennent la clef de l'emploi. Eux ne connaissent guère que l'administration dans laquelle ils ont la plupart du temps passé toute leur carrière. Ils ont toujours vécu et ils vivront toujours dans un autre monde que le monde angoissant de ceux dont l'emploi est menacé.

Cette uniformité des expériences et de la formation de nos hommes politiques devient un lourd handicap pour notre pays. L'ENA est une excellente école de fonctionnaires. Elle ne devrait pas être une école d'hommes politiques, comme elle l'est devenue. Car la politique ne doit pas être une affaire de spécialistes. Ce n'est pas un métier. Ce qui est un métier, c'est celui de fonctionnaire. Le mandat électif est une fonction représentative.

**Il nous faut des hommes politiques d'expériences diverses qui donnent les orientations aux fonctionnaires. Et non des fonctionnaires qui se font élire, ajoutant à leur pouvoir administratif la notoriété de la fonction élective.**

Nous n'avons pas besoin de fonctionnaires élus qui constatent leur impuissance face au chômage. Nous

avons besoin d'élus déterminés qui demandent à des gens compétents de résoudre le problème.

Je pardonne très volontiers à nos hommes politiques cette incompétence-là. Plus personne aujourd'hui ne peut être compétent dans tous les domaines. Mais je leur pardonne moins de masquer leur impuissance face au chômage en voulant nous faire croire que l'on ne peut rien faire. Dissimulés derrière les apparences de la respectabilité, habillés d'une discrète suffisance, qui sert souvent à cacher une absence d'imagination, une absence de volonté, une absence de courage.

Il est certainement plus facile de faire croire aux électeurs que l'on ne peut rien faire contre le chômage que de prendre les mesures efficaces pour le résorber. Il est plus facile de s'abriter derrière une prétendue "crise" que d'expliquer des mesures a priori impopulaires. Il est plus confortable d'avoir à faire face à quelques millions de chômeurs qui situent mal les responsabilités que plusieurs dizaines de millions d'électeurs au travail qui critiquent leur action.

Je le comprends parfaitement. Mais je ne le leur pardonne pas.

Il ne s'agit pas ici de critiquer tel ou tel homme politique. Ce serait trop facile. Et sans aucun intérêt.

Si nous étions à leur place, agirions-nous différemment? Je n'en suis pas persuadé. L'homme politique se comporte très largement comme les électeurs le lui demandent. C'est plutôt une bonne chose. Que dirait-on si, pris d'une passion d'action, il faisait ce qui lui paraît bon sans écouter personne? On dénoncerait un comportement autocratique, voire totalitaire. Il est difficile de reprocher à l'homme politique de faire ce que ses électeurs attendent de lui. N'est-ce pas là une nécessité démocratique?

La critique vise directement les partis politiques et ceux qui les dirigent. C'est à eux qu'il appartient de rechercher les compétences pour faire évoluer leurs propres idées. C'est à eux qu'il appartient de présenter ces idées à l'opinion publique pour rendre possible leur mise en oeuvre ultérieure.

### **Pour des structures de responsabilité.**

Les chefs d'entreprise ont de très grands pouvoirs, plus sans aucun doute que les hommes politiques. Acheter une société, faire étudier de nouveaux produits, embaucher qui on veut au salaire qui convient...Mais en réalité ces pouvoirs très étendus sont entièrement canalisés par les contraintes du marché qui interdisent les erreurs.

Les hommes politiques ont sans doute moins de pouvoirs réels. Beaucoup moins qu'on ne le croit. Mais ceux qu'ils possèdent sont sans contrôle si ce n'est formel. Ils peuvent utiliser l'argent public comme ils l'entendent. Et ils ne s'en privent pas. **Il est indispensable dans ces conditions qu'ils soient responsables de leurs actes devant leurs électeurs. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. A cause en particulier de la mauvaise définition des responsabilités et des missions des collectivités locales dont ils sont les élus.**

Les structures des entreprises sont adaptées aussi bien que possible à leurs objectifs économiques. Elles évoluent sans cesse, pour suivre les changements de l'environnement et des missions. La flexibilité de ces structures est souvent prise comme un bon indicateur du dynamisme de l'entreprise et de ses chances de succès. Car c'est un signe de vitalité. Les acquisitions, les fusions, les modifications du capital, les diversifications, les replis, constituent le travail essentiel des conseils d'administrations et des actionnaires. Dans le secteur public, personne ou presque ne se préoccupe de faire évoluer les structures. De même que l'on sait voter des lois nouvelles sans vraiment parvenir à abroger les anciennes, on sait créer des organismes nouveaux, on ne sait pas en supprimer. La cause n'en est pas que l'on ne peut pas licencier dans le secteur public, comme me l'a dit un jour un grand homme politique en guise d'excuse. Il n'y aurait aucun besoin de licencier: il suffirait de reclasser.

La rigidité des structures de l'Etat et des collectivités locales est en réalité significative du sentiment d'irresponsabilité des élus. Qui parmi eux se sent responsable par exemple de la montée du chômage? En dehors des membres du gouvernement, aucun. Concernés, oui. J'espère qu'ils le sont tous. Responsables, non. Aucun n'est en position de responsable. Ni le maire, ni le conseiller général, ni le conseiller régional, ni le parlementaire. Quant à nos ministres, ils se déchargent sur "la crise" de cette responsabilité que tous les autres s'empressent de leur laisser.

Que peut faire le maire d'une commune de 100 habitants? Quelle responsabilité significative peut-il assumer? Les partisans du statu quo avancent parfois l'argument que notre société souffre davantage du

gigantisme de Paris que de la taille de ses communes rurales. Peut-être. Mais comment lutter contre ce gigantisme si les autres communes n'ont aucun poids? Ils font également remarquer que la démocratie s'exprime mieux dans les petites entités que dans les grandes. Certes. Quand chaque famille siège au conseil municipal, on approche de la perfection en matière de représentativité. Mais faute de moyens on approche en même temps de l'impuissance totale.

Si l'on divisait par dix le nombre de communes, la taille moyenne obtenue serait environ 15000 habitants, à peu près celle d'un canton. Cela reste à taille humaine!

Quel peut-être le rôle d'un conseiller général urbain? Que représente une partie d'une agglomération définie par un découpage -un charcutage? - qui ne s'appuie même pas sur la réalité des quartiers? Le conseiller général en milieu rural a une importance bien plus grande, ne serait-ce que pour aider tous ses maires démunis de moyens ou pour susciter des coopérations intercommunales. Il a localement la légitimité d'un maire. Mais pas les pouvoirs.

Quant au regroupement des uns et des autres au sein du Département, il ne correspond plus à aucune logique. Si ce n'est celle de désigner un Président du Conseil Général qui dispose d'un budget considérable - le plus important des budgets locaux - et qui peut s'occuper de tout: de la culture, de l'action sociale, du sport, de l'industrie, de l'agriculture, des banlieues, du tourisme, des campagnes... Et qui peut ainsi ne rendre des comptes sur rien.

Les Régions devaient initialement centrer leurs responsabilités sur l'action économique et les grands investissements. Mais puisque les Départements et les grandes communes continuent de s'occuper d'action économique, pourquoi n'interviendraient-elles pas dans d'autres domaines? C'est ce qu'elles font, un peu dans tous les secteurs. Ce qui leur permet de ne pas se sentir plus responsables du chômage que les autres collectivités.

Il n'y a même plus de responsables clairs dans les agglomérations dès qu'elles débordent le cadre d'une seule commune, ce qui devient très fréquent. Les quelques communautés urbaines éprouvent de sérieuses difficultés de fonctionnement, faute de véritable légitimité démocratique. Et ne parviennent qu'avec un grand retard à épouser l'évolution du territoire des agglomérations.

Les élus locaux peuvent même noyer aisément leurs responsabilités en matière d'impôts. L'essentiel de leurs ressources provient des quatre vieilles - taxe d'habitation, taxe professionnelle, foncier bâti et non bâti - sur lesquelles chacun prélève sa dîme. Recevant une seule feuille d'impôts, le contribuable voit tout de suite l'augmentation globale année après année, mais il doit prendre une loupe pour comprendre qui est responsable de quoi...

Grâce à cette structure d'irresponsabilité, tout peut donc continuer comme avant. Comme si nous étions riches. Comme si le chômage n'existait pas. Les hommes politiques continuent de gaspiller l'argent public. De distribuer d'innombrables subventions. D'autant plus volontiers que leur personne sera associée à l'événement. L'argent des impôts sert ainsi à financer une campagne électorale permanente des responsables politiques. Nous les avons élus avant tout pour qu'ils agissent. Ils agissent surtout pour se faire réélire. Le système tourne sur lui-même. Une boucle parfaite.

La sphère politique, comme la sphère financière, devrait être au service de l'économie et des citoyens. Elle est à son propre service.

### **La démocratie dans les partis politiques.**

Dans nos sociétés modernes, la télévision permet aux candidats des partis politiques de passer de longs moments chez tous leurs électeurs en même temps et sans les déranger. Les autres doivent aller voir leurs électeurs un par un. Le combat est disproportionné.

Il est à cet égard significatif de constater qu'en dehors des petites communes et des cantons ruraux, les hommes politiques ne cherchent pas à gagner leur élection sur le terrain, face aux électeurs, mais à Paris, aux sièges des partis. Pas en traduisant les aspirations des citoyens dans des propositions novatrices, mais en quémandant une investiture par des actes d'allégeance.

La réélection tient moins aux résultats obtenus par l'élu dans son action qu'à la fidélité témoignée aux dirigeants de son parti. Et cette fidélité est tout acquise, naturellement. Sinon c'est la perte d'une carrière, d'une rémunération. Et un pénible retour à l'anonymat. C'est ainsi que les sortants sont toujours reconduits.



Il est clair que cela introduit de l'ordre dans la vie politique\*. Mais la démocratie y trouve-t-elle son compte? Certainement pas. **L'existence de partis politiques et d'élections libres ne suffit plus à assurer la démocratie. Il faut désormais imposer la démocratie dans les partis eux-mêmes, pour la désignation des candidats et pour l'élaboration des programmes.**

Car cette démocratie nécessaire n'existe que rarement dans nos grands partis politiques. Il y a des signes qui ne trompent pas. Si tel était le cas, aurions-nous presque toujours les mêmes candidats potentiels? Ayant souvent dépassé l'âge de la retraite? La plupart du temps des anciens fonctionnaires? Bien sûr que non.

D'ailleurs, les partis politiques sont totalement libres d'agir en la matière comme bon leur semble. Il n'y a aucune réelle obligation constitutionnelle qui s'impose à eux. Il y a là un dangereux anachronisme. Quand l'élection se jouait sur le terrain, c'était sans véritable importance. Les personnalités locales se présentaient et emportaient les élections grâce à un contact direct avec leurs concitoyens. Ces élus constituaient l'ossature des partis politiques, leur conférant une réelle légitimité démocratique. Mais aujourd'hui, à cause en particulier de la télévision, ce ne sont plus les élus qui font les partis: ce sont les partis qui font les élus. La désignation des candidats par les militants de la circonscription concernée devient une condition majeure de la démocratie dans notre pays.

Cette absence de démocratie pèse également sur l'évolution des idées. Les hommes politiques ont compris qu'il ne fallait mécontenter personne pour être élu. Et que la meilleure manière d'y parvenir était encore de ne rien dire. Le candidat à une élection locale, au conseil municipal ou au conseil général, peut parfois trouver quelques projets simples susceptibles de recueillir une majorité auprès de ses électeurs. Mais pas un candidat à l'élection à la Présidence de la République. Les problèmes nationaux sont tellement complexes, les intérêts des corporations tellement enchevêtrés, qu'il est à peu près impossible d'expliquer en quelques mots les avantages à terme d'une mesure d'intérêt général. Tandis que chaque corporation est capable d'en comprendre seule les inconvénients immédiats.

Les chaînes de radio et de télévision ne peuvent accorder qu'un temps limité aux hommes politiques pour aborder les problèmes difficiles. Elles doivent se contenter en pratique de présenter des personnages. La presse écrite, regroupant déjà informations et commentaires, n'a pas pu choisir d'être le lieu privilégié des débats de fond. C'est dommage mais c'est ainsi. Il ne reste guère que les livres. Mais ils demandent un travail important. Ce qui n'est guère compatible avec des réactions suffisamment rapides sur les sujets d'actualité.

On comprend donc la minceur des idées exprimées par nos principaux hommes politiques, qui sont en permanence candidats à quelque chose. Leur stratégie est de garder le contrôle ou les faveurs d'un parti pour s'assurer d'une investiture. De passer fréquemment à l'antenne pour capitaliser en notoriété. Et d'en dire le moins possible sur les problèmes difficiles. Comment leur en vouloir puisque telle est à l'évidence la stratégie gagnante?

On peut en revanche reprocher aux partis politiques de ne pas avoir tiré les conséquences de cette situation certainement irréversible. Qu'est-ce qui les empêcherait de nourrir le débat d'idées avec des porte-parole différents de leurs élus ou de leurs candidats? De séparer, comme cela se fait à l'étranger, direction des partis et candidats aux plus hautes responsabilités? Faute de quoi, comme nous l'avons expliqué au début de ce livre, les Français sont mal informés, voire désinformés. Et les hommes politiques, lorsqu'ils arrivent au pouvoir et veulent agir, se heurtent à une société bloquée.

Ils ne portent peut-être pas la responsabilité de cette situation. Mais les remèdes sont largement entre les mains de leurs partis politiques.

\*Tant qu'à faire, on pourrait en profiter pour réaliser quelques économies: on n'a vraiment pas besoin de plus de 500 députés dans un tel système.